

Transition économique et transition démocratique

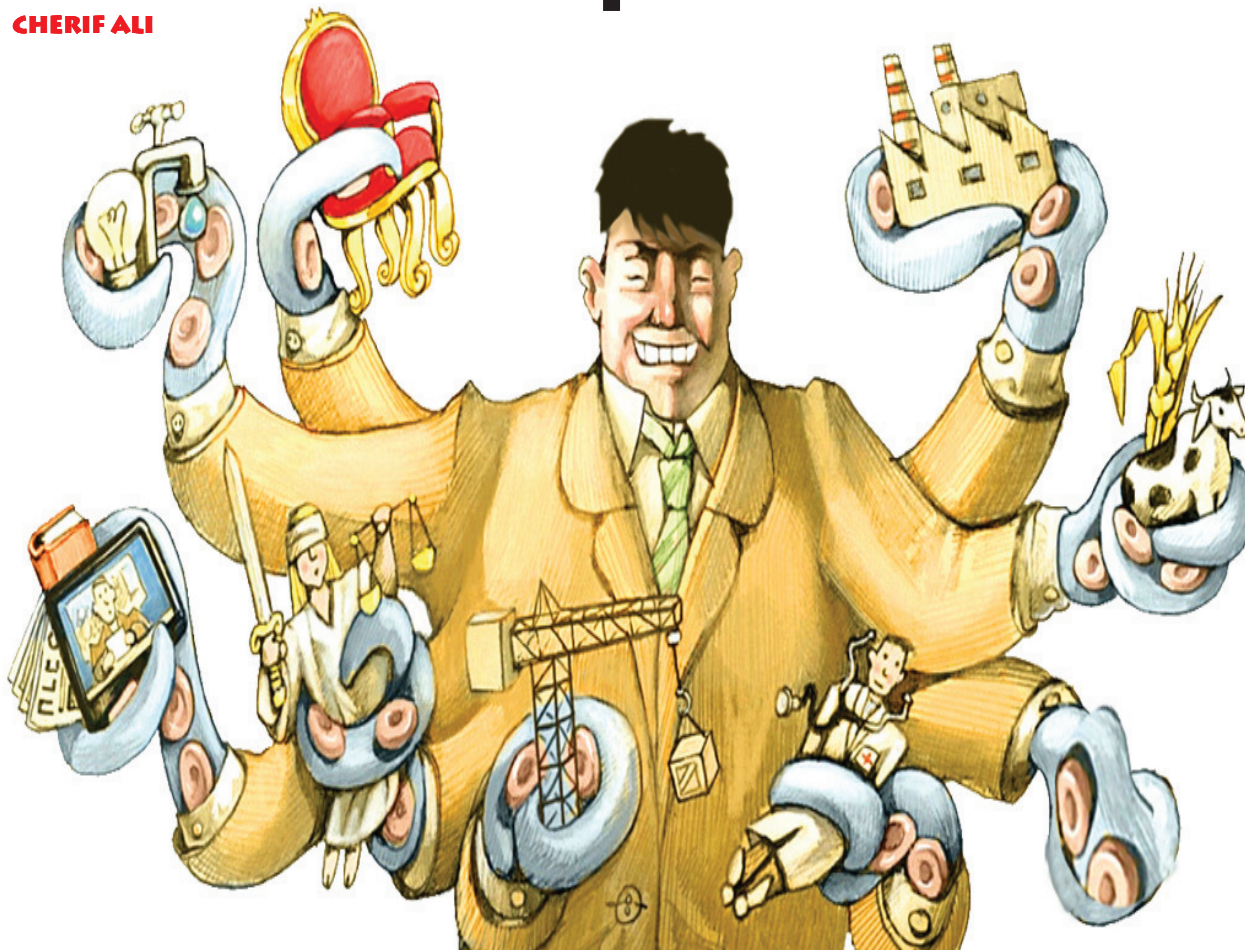
DJAMEL LABIDI



Ph.: Rachid K.

Ramadhan 2021 : empêcher la machine à tricher de tourner impunément !

CHERIF ALI



Qui est (un vrai) DZ ?

AKRAM BELKAÏD



Les souffrances de la vieille Louisa

MEKIDECHE ABDELKADER



CONSÉQUENCES ET SOLUTIONS EN VUE DE L'AVÈNEMENT DE DEUX OU TROIS ZONES MONÉTAIRES MONDIALES

La fin de l'histoire fabuleuse du dollar US ?

MEDJDOUB HAMED

Ibn Rochd al-Qortobi

AHMED HANIFI

Culture orale : Rabah Belamri, un auteur oublié

ABDELKADER BENARAB

Livres : notralgerie !

BELKACEM
AHCENE-DJABALLAH

P. 5 à 13

Amnesty International Algérie «Les violations des droits humains aggravées par la pandémie»

M. Mehdi

La section algérienne d'Amnesty International a présenté hier, en visioconférence, le rapport annuel 2020/2021 sur «La situation des droits de l'Homme dans le monde». Une partie de la conférence virtuelle, animée par Mme Hassina Oussedik, directrice d'Amnesty International Algérie, a été consacrée à la situation des droits de l'Homme en Algérie durant cette période de pandémie de Covid-19.

Le rapport de l'ONG constate que sur les 149 pays concernés par le rapport, de très nombreux gouvernements se sont servis de la pandémie pour attaquer les droits humains, «préférant la répression» que les réponses aux «préoccupations, sanitaires et sociales, des plus démunis». La période de la crise sanitaire a été marquée mondialement, indique le document, par «l'aggravation des inégalités», notamment en matière de prise en charge médicale et de protection sociale, «qui a touché les catégories les plus défavorisées».

Le rapport fait état de 270 millions de personnes dans le monde qui ont été «confrontées à l'insécurité alimentaire», un chiffre «qui a doublé en une année», ajoute Mme Oussedik. Le confinement et le couvre-feu ont eu pour conséquences d'aggraver aussi les «violences contre les femmes, notamment des violences domestiques, des viols, des homicides et des féminicides», dans le monde.

Dans le chapitre de la répression, le rapport note que la «grande majorité des gouvernements ont continué à ne pas respecter les droits de l'Homme», en réprimant «militants de la société civile, journalistes et avocats», mais également de «sanctionner les critiques de la gestion de la crise sanitaire Covid-19», parfois en «ciblant le personnel médical».

LES «TENDANCES MONDIALES» CONSTATÉES EN ALGÉRIE

Dans la partie consacrée à l'Algérie, le rapport d'Amnesty International note que «les tendances mondiales se retrouvent en grande partie en Algérie». Selon la directrice de la section algérienne de l'ONG, «les violations des droits humains en Algérie ont été aggravées par la pandémie de Covid-19». «En 2020, les autorités ont continué à arrêter et à poursuivre en justice des manifestants, des journalistes et des militants ou de simples citoyens pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression. Certains ont été placés en détention les exposant au risque de contracter le Covid-19», affirme le document d'Amnesty et fait état d'informations «concernant

les cas d'au moins trois militants arrêtés et placés en détention qui auraient été torturés ou subi des mauvais traitements».

L'ONG affirme que «les autorités ont adopté de nouvelles lois qui limitent encore davantage les libertés fondamentales des Algériennes et des Algériens», ont «également continué à bloquer l'accès à plusieurs sites d'information ayant publié des articles sur la pandémie de Covid-19 et les manifestations pacifiques».

Le rapport constate aussi «l'augmentation des cas de violences contre les femmes» en Algérie, citant plusieurs sources dont le site «Féminicides Algérie», qui «a recensé au moins 54 féminicides, en 2020 et 14 depuis le début de l'année 2021», et des «chiffres de la police judiciaire» faisant état d'«au moins 6.782 femmes victimes de violences en 2020».

RECOMMANDATIONS

Le rapport d'Amnesty International contient des recommandations à l'ensemble des pays cités dans le document. Pour le cas de l'Algérie, l'ONG demande que «toutes les personnes détenues simplement pour avoir exprimé leurs opinions pacifiquement doivent être libérées immédiatement et sans condition». Les autorités sont également appelées à «veiller à ce que des enquêtes impartiales, indépendantes soient menées sur toutes les allégations de torture et d'autres mauvais traitements», et que les conclusions de ces enquêtes «soient rendues publiques et les auteurs présumés traduits en justice». Sur le même sujet, Amnesty rappelle que «les autorités avaient annoncé l'ouverture d'enquêtes sur les circonstances de la mort de Mohamed Tamalt, Kamel Eddine Fekhar et Ramzi Yettou». «A notre connaissance, à ce jour, aucune conclusion n'a été rendue publique», a déclaré Hassina Oussedik.

Pour ces qui est de la liberté de la presse, Amnesty affirme que les «autorités doivent permettre aux journalistes de faire leur travail de façon indépendante, sans aucune entrave ou intimidation».

Concernant la violence faite aux femmes, la directrice d'Amnesty International Algérie estime que «le gouvernement doit agir de toute urgence pour renforcer les services d'aide aux femmes victimes de violences et mener des campagnes de sensibilisation des citoyennes et citoyens contre les violences liées au genre, en collaboration avec les organisations de défense des droits des femmes». Mme Oussedik a appelé à «modifier le Code de la famille pour le mettre en conformité avec les normes internationales», estimant que la «violence conjugale est la conséquence de l'inégalité instituée par le code de la famille».

«Diffamation médiatique» et «exploitation immorale» des enfants L'ARAV condamne des dérapages

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) a condamné, mardi dans un communiqué, «la diffamation médiatique et l'exploitation immorale» des enfants via les réseaux sociaux, appelant les utilisateurs des médias audiovisuels et les usagers des médias alternatifs au respect de la loi.

«L'Autorité de régulation de l'audiovisuel a suivi avec une vive inquiétude la question de la diffamation médiatique et l'exploitation immorale, via les réseaux sociaux, de l'enfant Chetouane Saïd qui a été mêlé à des marches de protestation et poussé à brandir des slogans politiques qu'il n'est pas en mesure de saisir vu son jeune âge», condamnant de telles pratiques qui visent essentiellement à tromper

l'enfant et à manipuler ses sentiments et ses émotions».

Dans ce contexte, l'autorité a rappelé le communiqué rendu public le 02-06-2020 dans lequel elle a appelé à protéger l'enfant de toute forme d'atteinte qu'il pourrait subir du fait de contenus médiatiques qui ne prennent pas en compte sa spécificité.

L'ARAV a indiqué poursuivre le constat de plusieurs dérapages dangereux exercés sur les mineurs en les impliquant dans des mouvements de protestation à caractère politique», appelant les médias audiovisuels et alternatifs ainsi que les parents à respecter la loi 15-12 qui garantit à l'enfant son droit à la protection de tous les préjudices».

Après avoir plaidé pour «le respect

des lois de la République et la convention internationale sur les droits de l'enfant», l'ARAV a tenu à rappeler aux parents la nécessité «de veiller à la protection de leurs enfants de toute forme d'exploitation et à ne pas les engager dans des questions et sujets quels que soient leur forme ou contenu, afin de garantir leur bonne éducation et élever une génération imprégnée de valeurs qui inculquent en eux le véritable sens de patriotisme».

L'ARAV a appelé à «préserver l'enfant de toute forme d'atteinte contre son intégrité physique et morale», exprimant sa détermination à réguler la scène médiatique audiovisuelle tant à travers les chaînes audiovisuelles que par internet.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Une question de principe

Le DG des douanes a-t-il évité de commettre la gaffe du président sortant de la FAF en se retirant, le 4 avril dernier, avec la délégation

algérienne qu'il conduisait, lors des travaux d'une session regroupant en visioconférence les directeurs généraux des douanes pour la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (MENA) ?

Certainement qu'il a su faire entendre la voix et l'avis de l'Algérie par le biais d'une requête officielle dans laquelle il a exprimé «le refus catégorique de la délégation algérienne du contenu des documents introduits par le Bureau régional de liaison chargé des renseignements pour l'Afrique du Nord dont le siège se trouve au Maroc, dans le cadre des travaux de la réunion. Parmi ces documents figurent des cartes illégales montrant l'annexion du territoire de la RASD au Maroc, ce qui est contraire à la légalité internationale et aux résolutions et recommandations pertinentes de l'ONU».

Le DG des douanes algériennes a demandé au président de la session le retrait immédiat de ces cartes et de tout document ou déclaration, numérique ou sur papier, faisant état de l'annexion du territoire de la RASD au Maroc, faute de quoi la délégation algérienne se retirera de la session. Le DG des douanes a discerné la dévia-

tion marocaine, qui voulait faire admettre de facto «la marocanité du Sahara occidental» à tous les participants à cette session.

La bataille diplomatique entre l'Algérie et le Maroc sur dossier sans répit, et dans les réunions où se retrouvent les deux pays, on assiste toujours à l'éclatement des étincelles entre les délégations.

Le Maroc a quitté, en 1984, l'Organisation de l'Union Africaine (OUA), ancêtre de l'Union africaine (UA) en signe de protestation contre l'admission dans ses rangs de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), mais il a réintégré l'Organisation trente-trois ans après, après avoir constaté que la politique de la chaise vide n'arrange pas ses affaires. Depuis, il ne rate jamais l'occasion de manifester sa présence aux côtés de la République arabe sahraouie démocratique et de tous les pays qui la soutiennent.

Aucun autre pays n'a trouvé à redire à propos de ces cartes illégales qui annexent le Sahara occidental au Maroc, ou encore lorsque l'assemblée de la CAF a voté les propositions d'amendements des statuts, imposant à travers l'un de ses articles la mise en place de conditions d'admissibilité à tout nouveau postulant à la qualité de membre de la CAF, fermant de ce pas la porte à la RASD et à sa jeunesse.

Tebboune reçoit les lettres de créance de quatre nouveaux ambassadeurs

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu mercredi les lettres de créance de quatre nouveaux ambassadeurs agréés auprès de l'Algérie, indique un communiqué de la Présidence de la République. Les nouveaux ambassadeurs sont "Son Excellence l'Ambassadrice du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Mme Sharon Wardle, Son Excellence l'Ambassadeur de la République de l'Inde, M. Gaurav Ahluwalia, Son Excellence l'Ambassadeur de la République du Cameroun, M. Komidor Hamidou Njimoluh et Son Excellence l'Ambassadeur de la République du Sénégal, M. Serene Diyyay", précise la même source.

La cérémonie de remise des lettres de créance a eu lieu au siège de la Présidence de la République, en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Noureddine Baghdad Daidj et du Ministre des Affaires étrangères, M. Sabri Boukadoum.



Ph.: APS

Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20**Imp.:** Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél.: 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22**Diffusion:** Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Le vaccin Sputnik V produit en Algérie en septembre

Malgré les nombreux blocages pratiqués sur le plan international, notamment au niveau des pays de l'Union européenne, le vaccin russe «Sputnik V» tient bon.



Abdelkrim Zerzouri

L'Algérie, qui a acquis son premier lot de vaccin de cette marque le 29 janvier 2021, commencera à produire localement le vaccin anti-Covid «Sputnik V», par le groupe public Sidal, en partenariat avec le laboratoire russe, à partir de septembre prochain, a annoncé, hier mercredi 7 avril, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed. «Après avoir relevé beaucoup de défis relatifs à la Covid-19: médicaments, masques, oxygène, tests, etc., nous devons aujourd'hui relever le défi du vaccin. Nous serons au rendez-vous à la rentrée prochaine.

En septembre, nous serons prêts à produire un vaccin algérien», a déclaré M. Benbahmed sur les ondes de la Chaîne III de la Radio algérienne. Soit dans le délai annoncé par le président de la République dans son discours à la nation le 18 février dernier, où il a révélé que le vaccin russe contre le coronavirus, Sputnik V, sera fabriqué en Algérie dans les six (06) à sept (07) mois à venir.

Ce projet sera concrétisé au niveau de l'usine Sidal de Constantine, grâce au transfert technologique assuré par les Russes, à travers une plateforme numérique accessible aux experts algériens, et qui rassemble toutes les données nécessaires pour la fabrication de «Sputnik V», selon trois phases: la culture cellulaire, la répartition aseptique et le contrôle biologique. «Trois comités englobant des experts de Sidal, des universitaires, des centres de recherches, l'Institut Pasteur et des cadres du ministère, travaillent actuellement d'arrache-pied sur le transfert de la technologie offert par le fonds russe», a assuré le ministre. Outre le partenaire russe, le groupe Sidal sera accompagné par

un laboratoire indien leader dans la fabrication de ce type de produit et qui a déjà produit des vaccins anti-Covid dans d'autres pays. Rappelant que ce projet est un moyen pour l'Algérie d'atteindre la «souveraineté sanitaire», M. Benbahmed a souligné que les vaccins produits localement seront également destinés aux différents pays de la région. Ce qui laisse croire que la production sera supérieure aux besoins de l'Algérie. «L'Algérie sera intégrée dans la mondialisation de la production de vaccins, elle aura toute sa part et toute sa responsabilité dans la vaccination des populations africaines», a-t-il affirmé. D'autres pays comptent également produire le vaccin russe «Sputnik V», dont le plus avancé sur ce registre reste l'Italie, qui a annoncé le mois de juillet pour l'entame de la production de ce vaccin. Rappelons dans ce contexte que le vaccin russe n'a pas encore été homologué par l'Agence européenne des médicaments (AEM) malgré une efficacité de 91,6% confirmée par la revue médicale «The Lancet», mais cela n'a pas empêché des pays de l'Union européenne (UE) de passer commandes au laboratoire russe, dont la Hongrie, la République tchèque, l'Autriche et la Slovaquie. Allant plus loin, d'autres pays de l'UE cherchent à produire chez eux le vaccin «Sputnik V». Le Fonds souverain russe (RDIF) a annoncé, le 15 mars dernier, que des accords de production du vaccin avaient été trouvés «avec des sociétés d'Italie, d'Espagne, de France et d'Allemagne», dans l'attente de son homologation dans l'UE. «Il y a actuellement d'autres pourparlers en cours pour augmenter la production dans l'UE», avait relevé dans un communiqué le patron du Fonds, Kirill Dmitriev.

Coronavirus 70 nouveaux cas de variants britannique et nigérian confirmés

Vingt-huit (28) nouveaux cas de variant britannique et quarante-deux (42) nouveaux cas de variant nigérian de Coronavirus ont été confirmés en Algérie, a annoncé, mercredi, l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) dans un communiqué. «Dans la continuité des activités de séquençage des virus SARS-CoV-2 mises en place par l'Institut Pasteur d'Algérie dans le contexte de surveillance des variants circulant actuellement dans le monde, il a été procédé à la confirmation de vingt-huit (28) nouveaux cas de

variant britannique (B.1.1.7) et de quarante-deux (42) nouveaux cas de variant nigérian (B.1.525)», précise la même source. Pour ce qui est des 28 cas de variant britannique, l'Institut Pasteur a indiqué que «dix-huit (18) ont été confirmés dans la wilaya d'Alger, deux (2) à Blida, deux (2) à Bouira, un (1) à Médéa, trois (3) à Oran, un (1) à Relizane et un (1) à Ouargla».

S'agissant des 42 cas de variant nigérian, «neuf (9) ont été confirmés dans la wilaya d'Alger, trois (3) à Bouira, dix (10) à El

Oued, dix-neuf (19) à Laghouat et un (1) à Ouargla».

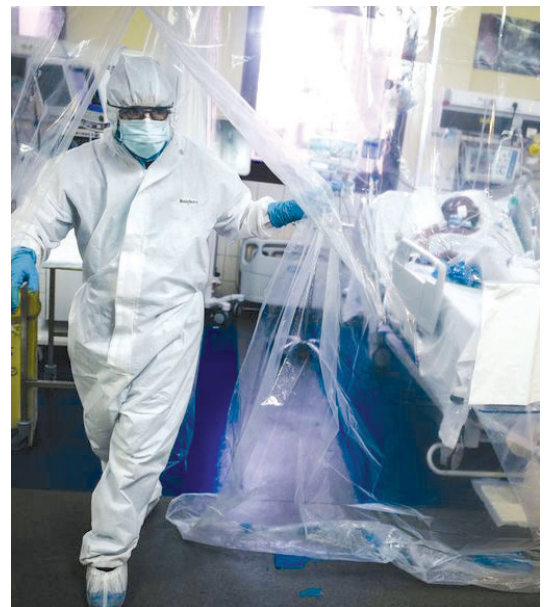
Le nombre total de cas confirmés de variants à ce jour s'élève ainsi à «58 cas pour le variant britannique et 98 cas pour le variant nigérian», note l'IPA, qui rappelle que le respect des mesures barrières, dans le cadre du protocole sanitaire (distanciation physique, port du masque de protection, lavage fréquent des mains) «reste le meilleur garant pour stopper la propagation du virus et l'apparition de nouveaux cas».

125 nouveaux cas et 4 décès

Cent-vingt-cinq (125) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 96 guérisons et 4 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, hier, le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 118.004 dont 125 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3.116 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 82192 cas, précise le communiqué. Par ailleurs, 20 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 25 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 19 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors 4 wilayas ont recensé plus de 10 cas. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



Raïna
Raïkoum
Amine Bouali

Moi Amar. S., ex-cacique algérien, j'ai enfin trouvé un endroit tranquille où reposer mes vieux os. Marrakech est une ville agréable que je vous recommande vivement. On m'y a accueilli à bras ouverts et sans aucune arrière-pensée. La température est y douce et il y a des calèches. Loin du capharnaüm d'Alger, je vis une seconde jeunesse. Je viens d'acquérir une villa avec vue imprenable sur la place de Jemaa el-Fna. L'après-midi, je joue à la belote avec mes nouveaux voisins de quartier. Eux ne me posent jamais de questions gênantes comme ces juges du tribunal de Cheraga qui ont eu l'indécence de me convoquer pour des histoires de détournement de foncier.

J'avoue que ces deux dernières années, je ne me sentais plus en sécurité ni en France ni au Portugal où j'avais élu successivement domicile après mon départ d'Algérie. Les Européens

Moi Amar. S., ex-cacique algérien réfugié à Marrakech

sont devenus des gens trop influençables. Ici, par contre, je suis rassuré : aucun hirakiste à l'horizon, aucun Transparency international, aucun Polisario, aucune

prison de Berrouaghia! Certains, aujourd'hui, à Alger, m'accusent de trahison. Ils feignent de mal me connaître alors que je n'ai pas changé d'un iota : j'ai toujours pensé que retourner sa veste au bon moment était un art à part entière et que le militantisme menait à tout, à condition d'en sortir.

Lorsque je revois mon passé, moi l'ancien chef d'une station-service à El-Oued, je peux dire que j'ai fait du chemin. Pour occuper mon temps à Marrakech, j'envisage désormais de m'investir dans le social, par exemple entrer au Rotary Club pour promouvoir la paix et lutter contre la pauvreté et l'analphabétisme dans le monde. Plus sérieusement, on m'assure qu'on y déguste les meilleurs méchouis de la ville !

Wilaya d'Alger Mouvement partiel dans le corps des walis délégués

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire a annoncé hier dans un communiqué un mouvement partiel dans le corps des walis délégués des circonscriptions administratives au niveau de la wilaya d'Alger, opéré après accord du président de la République.

En vertu de ce mouvement, sont nommés walis délégués messieurs:

1-Merouane Boulessan, en qualité de wali délégué de la circonscription administrative de Rouiba.

2-Fethi Bouzaid, en qualité de wali délégué de la circonscription administrative de Barraki.

3-Yazid Delfi, en qualité de wali délégué de la circonscription administrative de Dar El Beida.

4-Abdelaziz Djouadi, en qualité de wali délégué de la circonscription administrative de Bir Mourad Rais.

5-El Derradji Bouziane, en qualité de wali délégué de la circonscription administrative de Bab El Oued.

6-Abderrahmane Dehimi, en qualité de wali délégué de la cir-

conscription administrative d'El Harrach.

Par ailleurs, il a été mis fin aux fonctions des walis délégués dont les noms suivent :

1-Ahmed Zerrouki, en qualité de wali délégué de la circonscription administrative de Rouiba.

2-Chérif Boudour, en qualité de wali délégué de la circonscription administrative de Barraki.

3-Abdelmalek Boutseta, en qualité de wali délégué de la circonscription administrative de Dar El Beida.

Intersyndicale de la santé Forte adhésion à la grève des blouses blanches



M. Aziza

Les fonctionnaires du secteur de la Santé, dans différentes wilayas du pays, ont adhéré, massivement, à la grève nationale d'une journée, à laquelle a appelé l'Intersyndicale de la Santé regroupant dans ses rangs trois formations syndicales : le SNECHU, SNPSP et SAP. Des sit-in ont été organisés à travers plusieurs hôpitaux du pays où les blouses blanches ont exprimé leur désarroi, dénonçant les conditions socioprofessionnelles défavorables, à travers les pancartes brandies.

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, pour sa part, a affirmé, à la veille du débrayage que toutes les revendications «légitimes» des professionnels de la Santé seront prises en charge. Dans une déclaration à la presse en marge des travaux du Salon de l'information sur le cancer (SICAN), M. Benbouzid a estimé que la grève est «un droit garanti par la constitution». Il a même annoncé le versement de la prime Covid-19, dans les plus brefs délais. En reconnaissant que son versement a connu un certain re-

tard et en précisant que «certains détails ont été réglés après que le Premier ministre a instruit le ministre des Finances de verser la prime dans les délais les plus courts».

Mais les revendications des acteurs de la Santé dépassent bel et bien la question de la prime du Covid-19. Les blouses blanches exigent de «sortir de la Fonction publique» et réclament «un statut particulier des différents personnels de la Santé publique» mais aussi «la refonte du système de Santé sur des bases solides». Le ministre de la Santé s'est montré, tout de même, rassurant en promettant d'œuvrer pour l'amélioration de la situation socioprofessionnelle des travailleurs du secteur. Et de préciser qu'il assurera la coordination avec un nombre de ministres à l'effet de traiter ce dossier, en dépit de la conjoncture économique difficile. Pour ce qui est des revendications relevant d'autres secteurs, elles seront traitées, selon le ministre, avec le temps, à travers l'installation de commissions en vue de les examiner.

Si certains syndicalistes ont avancé des taux de participation qui varient entre 70 et 95%, le président du Syndicat algérien des paramé-

dicaux (SAP), Lounès Ghachi, s'est contenté de dire que ce mouvement de protestation a connu une réussite, qui était attendue, vu le malaise qui touche depuis plusieurs années les «blouses blanches» et qui s'est accentué durant cette crise sanitaire due au Covid-19. Dans une déclaration au 'Quotidien d'Oran', M. Ghachi a affirmé que l'adhésion à la grève était massive, mais, dit-il, notre but n'étant pas la capacité à paralyser les hôpitaux, mais plutôt attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation particulièrement désastreuse du secteur de la Santé publique.

Et d'affirmer que le personnel de la Santé est aujourd'hui, conscient de la nécessité d'engager des réformes profondes dans le secteur. Des réformes palpables et applicables sur le terrain, bien évidemment avec le concours du partenaire social. «Il n'est pas normal qu'un gestionnaire ou agent d'administration vous dit «je ne reconnais pas votre syndicat». Le partenaire social est là pour accompagner les fonctionnaires et l'administration pour protéger les droits des travailleurs et ce, afin de garantir une prise en charge efficace aux citoyens dans le secteur public», dit-il.

Les potentialités hydriques du Sahara doivent être exploitées avec précaution

Les nappes d'eau au grand Sud algérien offrent un potentiel d'approvisionnement important aux activités socioéconomique mais doivent être exploitées avec "beaucoup de précaution", a préconisé un responsable du ministère de l'Environnement.

"Les potentialités hydriques sahariennes présentent un atout permettant toutes les activités économiques et sociales, en plus de la réactivation économique des autres zones par le transfert de ces eaux. Néanmoins, l'exploitation de ces nappes +fossiles+, doit se faire avec beaucoup de précaution vue le caractère irréversible de la mobilisation de ces ressources hydriques", a indiqué à l'APS la même source.

En effet, les ressources en eaux non renouvelables de l'Algérie sont

estimées à 5 milliards m3, localisées en totalité dans le Sud du pays.

Quant aux ressources renouvelables, elles sont constituées de 11,4 milliards m3 d'eaux superficielles et de 3 milliards m3 d'eaux souterraines. En somme, les potentialités de l'Algérie en eaux sont estimées globalement à 19,4 milliards de m3/an, correspondant à 500 m3/habitant/an.

Ainsi, l'Algérie est classée dans la catégorie des pays pauvres en ressources en eau, au regard du seuil de rareté fixé par la Banque mondiale à 1.000 m3/habitant/an.

"Du Nord au Sud, le climat de l'Algérie se modifie fortement. Il passe d'une tonalité méditerranéenne humide à un milieu désertique et sec, en transitant par un climat semi-aride. Le climat désertique résulte de la double influence de la

circulation atmosphérique des latitudes moyennes et de la circulation tropicale et saharienne, caractérisé par des pluies rares et très irrégulières, se produisant parfois sous forme orageuse", a-t-on expliqué.

"Il faut dire que le Sahara algérien est une des régions les plus chaudes du monde où les températures de jour peuvent dépasser 50 C. Par contre, les nuits sont très froides, surtout en hiver, où il gèle souvent", a relevé la même source.

Pour une meilleure protection et préservation de ces ressources hydriques, le ministère de l'Environnement a mis en place un cadre juridique pour la protection des eaux souterraines, notamment la loi n° 03-10 du 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable, rappelle la responsable.

Marchés publics Des failles qui favorisent la corruption

El-houari Dilmi

Même si des ressources financières très importantes ont été allouées au développement du pays, il faut reconnaître que d'énormes sommes ont été gaspillées en faisant mauvais usage des marchés publics», a déclaré, hier mercredi, le ministre de la Justice, Garde des sceaux Belkacem Zeghmami. En effet, intervenant lors d'une rencontre consacrée à la problématique des marchés publics et les nombreux contentieux qu'elle a générés, le ministre de la Justice a déclaré que les marchés publics «sont la principale brèche par laquelle s'est propagée la corruption pour réaliser des intérêts personnels au détriment du pays», a-t-il indiqué. «Le gaspillage d'énormes sommes d'argent n'aurait pas été possible sans la défaillance avérée des institutions publiques, surtout celle chargées du suivi et du contrôle», a encore affirmé Belkacem Zeghmami, ajoutant que le «cadre juridique régissant les marchés publics a connu de nombreux changements, notamment du-

rant les deux dernières décennies», a-t-il souligné.

Pour le ministre de la Justice, «malgré quelques améliorations dans l'encadrement juridique de passation des marchés publics, il existe encore des failles et des faiblesses qui font qu'un argent inestimable est détourné», a-t-il déclaré. Dénonçant les «pratiques occultes» en cours lors de la passation des marchés publics, comme l'exclusion d'un soumissionnaire au profit d'un autre, Belkacem Zeghmami a plaidé pour une véritable refonte du cadre juridique régissant la gestion de l'argent public.

«Les marchés publics sont l'une des principales failles à travers lesquelles la corruption s'est intensifiée, afin d'obtenir des avantages privés et illégaux», a encore martelé le ministre de la Justice, accusant les instances de suivi et de contrôle pour leur «absence», voire «leur complicité», a-t-il affirmé, appelant, au passage, à une refonte urgente de la procédure d'octroi et de passation des marchés publics, considérés comme «le premier nid de la corruption», selon lui.

Conseil d'Etat Les litiges des marchés publics représentent 52% des affaires introduites

Les litiges des marchés publics représentent un taux de 52% des affaires introduites auprès du Conseil d'Etat, a révélé, mercredi à Tipasa la première responsable de cette institution, Farida Benyahia, qualifiant ce chiffre de "préoccupant".

La présidente du Conseil d'Etat, qui intervenait lors d'un colloque sur la "problématique de maturation des projets et leur impact sur les litiges des marchés publics", abrité par l'Ecole supérieure de la magistrature de Koléa, a déploré "un taux préoccupant et inquiétant (soit 52%), atteint annuellement par les affaires liées aux litiges des marchés publics au niveau du seul Conseil d'Etat, sans compter celles recensées au niveau des tribunaux administratifs, sur l'ensemble des litiges juridiques dans lesquels l'Etat se constitue comme partie civile", a-t-elle indiqué. Elle a cité à l'origine de ces litiges, la non maturation des marchés publics, qui a causé une "hausse des litiges auprès du Conseil d'Etat".

"Un fait justifiant le choix porté sur ce sujet présenté comme un véritable problème entravant la promotion de l'économie nationale", a souligné Mme. Benyahia dans son intervention à ce colloque, ouvert par le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem Zeghmami, en présence du conseiller auprès du Président de la République, chargé des affaires juridiques et judiciaires, Boualem Boualem, et du médiateur de la République, Karim Younes.

L'intervenante a souligné, à

l'occasion, que le "rôle du juge administratif ne doit pas se réduire au règlement des litiges, mais être élargi à un rôle de consultation et d'orientation du gérant, afin de garantir une gestion rationnelle des projets et d'éviter les erreurs", a-t-elle estimé. "Leur rôle se manifeste davantage dans la présentation de propositions pour l'amendement des législations et l'évitement de complication", a-t-elle observé.

La présidente du Conseil d'Etat aux participants a lancé, à l'occasion, un appel en vue d'"un diagnostic des problèmes en toute objectivité, aux fins de trouver des solutions audacieuses et constructives pour consacrer le changement ambitionné susceptible de garantir au pays la réussite, dans le cadre d'un développement global et durable". La responsable a, par ailleurs, souligné l'inscription du sujet de ce colloque dans le cadre des "efforts des autorités supérieures du pays visant à éviter les erreurs du passé dans la gestion des projets et arriver à une meilleure réalisation des projets et à moindre coût".

"Cette rencontre vise la fédération des actions et des solutions entre l'ensemble des parties judiciaires administratives et l'identification des domaines de responsabilité des organismes contractuels concernés avec maturité, de même que la gestion des projets publics et la contribution au développement d'un système légal qui déterminera la maturation pour préserver l'intérêt public", a ajouté Mme. Benyahia.

Transition économique et transition démocratique

Par Djamel Labidi

Tout cela apparaît clairement dans ce nouveau scandale à l'intérieur d'une entreprise du secteur d'Etat, ici l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). Les prix du blé sont des prix administrés par l'OAIC. Ils sont fixés de manière bureaucratique, dans des bureaux, et entraînent donc automatiquement à la spéculation puisqu'ils ne tiennent pas compte du marché: sur celui-ci, un sac de blé, acheté au prix officiel, soutenu par l'Etat, sera vendu bien plus cher, la loi de l'offre et de la demande s'imposant inévitablement. Le discours politique sur la spéculation est d'ailleurs une marque des économies administrées alors qu'ailleurs il n'existe pratiquement pas. Les pays à économie d'Etat vivent de façon permanente dans la lutte contre la spéculation, mais aussi dans un immense gaspillage puisque le soutien des prix de produits destinés à l'origine à la consommation est détourné pour l'utilisation directement de ces produits dans la fabrication industrielle ou artisanale: blé, lait, sucre, huile etc. Ils entraînent aussi à un gaspillage direct de la part du consommateur par une sorte d'effet de dégradation du comportement et de la rationalité économiques. C'est par exemple le cas du pain, de l'essence, de l'électricité, de l'eau etc... Les prix soutenus, sans discrimination de revenus, pour tous les consommateurs, créent alors à leur tour la pénurie et les tensions sociales. Le cycle se répète sans cesse, quelle que soit la volonté des gouvernants.

Les monopoles d'Etat sur le commerce extérieur entraînent à d'autres manipulations, dans lesquelles nous avons vécu pendant des décennies: manipulations de prix, de qualité de produits importés, blé, viandes et autres produits avariés etc.. et conduisent au bout à d'autres cycles de gaspillage et de corruption.

L'économie d'Etat, les monopoles s'accompagnent inévitablement d'un contrôle bureaucratique des devises, et donc à deux marchés, l'un d'Etat et l'autre parallèle, et donc à d'autres manipulations sur les facturations, sur les transferts de devises. C'est cette dualité qui est la cause des problèmes. Le même citoyen, qui se plaindra de la corruption, ira naturellement changer son argent, en cas de nécessité, sur le marché parallèle. Il participera ainsi à la spéculation sur le dinar. Mais peut-on lui en tenir rigueur. C'est le système qu'il faut changer, c'est cette dualité qu'il faut supprimer.

Avec l'Economie d'Etat, le travail lui-même va se trouver dévalorisé. Le travailleur, le cadre aura sans cesse affaire à des comportements bureaucratiques. Ses efforts, son travail, son dynamisme pourront paraître même suspects aux yeux de responsables plus soucieux de préserver leur place dans la hiérarchie que des rendements de l'entreprise. L'économie administrée dévalorise le travail, bloque l'initiative, l'esprit de compétition et de concurrence, et produit au bout l'inefficacité.

LE CERCLE VICIEUX

La lutte contre la spéculation, la prévention de la corruption entraînent à la multiplication des contrôles administratifs et policiers et donc au développement sans limites de l'appareil bureaucratique. L'emprise sans cesse grandissante de celui-ci devient à son tour une des causes d'aggravation de la corruption et du trafic d'influence. C'est un cercle vicieux. C'est d'ailleurs, sur le plan social, une des marques essentielles des économies administrées: le trafic d'influence, les passes droites, les «relations» deviennent le moyen essentiel d'accès aux biens et services, et même à la propriété. Avoir des «connaissances», comme on dit, peut devenir même plus important que l'argent. Cette ambiance sociale se généralise, elle devient «normale», suivant l'expression ironique désormais consacrée en Algérie, dans un contexte d'anomie. Elle touche tout le monde, à tous les niveaux, du plus petit au plus

Le récent scandale de l'OAIC vient d'illustrer une nouvelle fois la nécessité de changer de «système», comme le pays tout entier le réclame. Ce «système» a un visage économique: il est celui de l'Economie d'Etat, de l'Economie dite administrée par l'Etat. Dans la lutte contre la corruption, on ne peut se contenter d'en appeler seulement à l'honnêteté, à la moralisation de la vie politique, et de réprimer fermement la corruption. Certes, cela est indispensable. Mais cela ne saurait suffire. Il faut s'attaquer aux racines de la corruption, c'est-à-dire à ses causes profondes, structurelles, le système économique d'Etat actuel qui la produit automatiquement, quasi naturellement.

grand, et rend la société fragile, non seulement économiquement mais aussi moralement. Dans les économies administrées, le mensonge sur les performances économiques débouche sur le mensonge politique et crée une grave crise de confiance entre les gouvernés et les gouvernants, mais aussi des citoyens envers leur propre pays, une sorte d'auto dévalorisation.

La corruption a un coût élevé. Cependant son danger est surtout politique. Sur le plan strictement économique, le coût du gaspillage dû à l'inefficacité de la gestion par l'Etat des entreprises est bien plus grand. On évaluait en 2019 la dette des entreprises publiques à l'équivalent de 25 milliards de dollars, et les délais de remboursement de cette dette de 14 ans à un siècle, autant dire jamais. Cette dette est assumée par le Trésor public. Cela s'était fait en 2017 grâce à la «planche à billets» avec les conséquences inflationnistes qui s'en sont suivies.

Le tableau qui vient d'être décrit a concerné, d'une manière ou d'une autre, tous les pays à économie d'Etat, des pays socialistes d'Europe au pays arabes à économie administrée: Irak, Syrie, Libye etc. C'est ainsi que les pays à économie d'Etat ont révélé, ces dernières décennies, leur grande fragilité notamment face aux interférences étrangères.

Démocratie et économie d'Etat ne font pas bon ménage. Sur le plan politique, l'Economie d'Etat produit forcément un système autoritaire, non démocratique. Le contrôle bureaucratique généralisé fait de chaque citoyen un suspect. Comme la corruption économique produit la corruption politique, la bureaucratie économique conduit à la bureaucratie politique, nécessairement

Le système d'économie d'Etat est, en effet, par définition un système bureaucratique. Sur le plan social, il produit une bourgeoisie d'Etat qui gère le capital d'Etat, la propriété publique à son profit et celui de ses enfants. Ce n'est pas un hasard si les poursuites judiciaires engagées ont souvent concerné les familles des personnes accusées, sujet sur lequel l'opinion publique, en Algérie, est très sensible.

Ce n'est aussi pas un hasard si dans bien des affaires, il est difficile de démêler la part des erreurs de gestion de celle des délits. La corruption réelle pourra prendre comme couverture des arguments de gestion, comme des erreurs réelles de gestion pourront apparaître suspectes. La justice a alors fort à faire à démêler l'écheveau inextricable de ce mode de gestion économique et politique. C'est une raison supplémentaire d'en constater non seulement l'inefficacité économique mais aussi morale de ce système économique, y compris aussi par l'entrave qu'il représente au développement d'un Etat de droit dans lequel politique et gestion économique ne seront plus autant mêlées, et où pouvoir exécutif et pouvoir judiciaire seront séparés.

NI ANGE NI DÉMON

Rien ne sert donc de vouloir régler les problèmes uniquement par une approche moralisante. Les démagogues promettent aujourd'hui à un peuple qui en a soif, qui en rêve, un monde, une Algérie d'où sera bannie la corruption, où régnera sans partage l'honnêteté, mais ils n'en montrent pas le chemin. Si tant est qu'un tel monde parfait existe ici bas, on ne pourra y tendre, faire de ce rêve une réalité que si on tient compte précisément de la réalité. L'homme n'est ni ange ni démon. Changez la réalité économique et sociale, vous changerez les comportements économiques et sociaux.

Il est plus que temps de passer à une économie de marché à dimension sociale. Cela n'a que trop tardé. Une des raisons pour lesquelles la situation s'est dégradée est que l'économie d'Etat avait depuis longtemps épuisé ses ressources et atteint ses limites, mais que nous sommes restés comme assis entre deux chaises entre l'une et l'autre, économie administrée et économie de marché. L'économie de marché a peiné à émerger face aux intérêts bureaucratiques et aux situations acquises au sein de l'appareil économique de l'Etat. Bien plus: subordonnée à un pouvoir bureaucratique, elle est devenue elle-même un facteur de corruption, par le développement en quelque sorte de son côté sombre, celui du pouvoir de l'argent. Domination d'un pouvoir politique bureaucratique et domination du pouvoir de l'argent se sont alors rencontrées, entrelacées pour nous donner cette fameuse équation «corrupteurs-corrompus» qui a fait notre actualité.

La transition démocratique dans laquelle nous sommes nécessairement, d'une façon ou d'une autre, et la transition économique sont intimement liées. L'une ne va pas sans l'autre. On se préoccupe, à raison, beaucoup de la transition démocratique aussi bien au niveau du pouvoir que de l'opposition. Mais finalement peu de la transition économique. Nous avons besoin d'une vision économique, d'une stratégie économique, et non de mesures dispersées et partielles. Le pays a besoin d'un projet, d'un plan précis, détaillé, concret de transition économique vers une économie de marché à dimension sociale, ce contenu social étant un aspect majeur des idéaux de Novembre 54.

Il faudrait préciser les étapes de la transition économique pour qu'elle s'effectue au moindre coût économique et social, car c'est le principal problème à maîtriser dans les grands changements structurels. Il faudrait donc, dans ce sens, s'attacher particulièrement à organiser la dimension sociale de cette transition. Ceci nécessite, au plus vite, de passer d'un système de soutien inefficace et dispendieux aux produits de premières nécessités à un véritable système de transfert social, qui profite exclusivement aux catégories sociales pour qui l'aide sociale de l'Etat est nécessaire. De nombreuses formules d'aides directes existent (allocations à la consommation, au logement, etc.) bien plus efficaces et saines économiquement que des transferts généralisés sans distinction de niveau de revenu comme on le fait actuellement. L'Etat jouera ainsi vraiment son rôle de redistribution du revenu national.

Il faudrait aussi politiquement créer une atmosphère favorable à cette transition économique. Il y a, notamment, à rompre avec une langue de bois héritée de décennies d'économie d'Etat où perce sans arrêt une défiance envers l'investissement privé, qu'il soit algérien ou étranger, et qui coexiste très souvent, contradictoirement, avec des appels à cet investissement. Ces attitudes de défiance sourdente sans cesse à travers un vocabulaire bureaucratique fait de soupçons permanents envers les opérations économiques et financières, leur facturation, ou de références vagues envers ce qui est appelé «l'argent sale» sans qu'on sache précisément de quoi il s'agit, etc.. Certes le combat doit être mené fermement contre la fraude économique. Mais, plutôt que des considérations moralisantes sur «l'entrepreneur honnête», ne serait-il pas plus réaliste, et encore mieux d'agir concrètement à supprimer toutes les occasions offertes aux opérations frauduleuses comme l'existence officieuse de deux marchés de change?

Il faudrait aussi résoudre clairement, et sans aucune autre considération que le souci de l'efficacité économique, les questions relatives aux avantages donnés aux investisseurs dans un domaine, celui des investissements directs étrangers (IDE) où il règne une rude concurrence entre les pays. Il y a aussi à régler dans la clarté la question du transfert des capitaux, et de leurs rapatriements notamment pour les sociétés étrangères. Ce serait être naïf et bien in conséquent, que de croire qu'il est possible de donner confiance aux investisseurs, s'ils n'ont pas la liberté de disposer des profits qu'ils réalisent.

La création d'emplois, tel est au final le principal indicateur de succès de la politique de développement économique et l'appui principal à la souveraineté et l'équilibre social dans tout pays.

Sur la transition économique, de l'économie d'Etat administrée à l'économie de marché, il existe désormais une riche expérience dans les pays ayant connu une organisation économique comparable à la notre: Chine, Vietnam, Cuba, Pays de l'Europe de l'Est. Une proposition pour terminer: pourquoi ne pas organiser à Alger une conférence internationale d'experts, et d'universitaires à ce sujet?

RÉVOLUTION NATIONALE ET RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE

J'ai dit plus haut que «l'Economie d'Etat avait depuis longtemps atteint ses limites». Je m'aperçois que je dois ici, peut-être, quelques explications. Je pense, en effet, que rien n'est plus vain que d'expliquer les choses en dehors de leur contexte historique, par une sorte d'anachronisme, et «de refaire le match» comme on dit, en regardant l'économie d'Etat sous le seul visage de ce qu'elle est devenue aujourd'hui, au fur et à mesure de sa dégradation. Il ne faut pas oublier que l'Economie d'Etat s'est imposée tout naturellement, après les révolutions nationales, avec l'adhésion de la grande majorité de la société, dans un élan anticolonial qui était aussi anticapitaliste, le capitalisme étant assimilé à l'Occident impérialiste. C'était un mouvement donc mondial.

L'Economie d'Etat a permis au départ de résoudre bien des besoins impérieux de la société: Education, santé, formation des cadres, première amélioration du niveau de vie etc.. sans la solution desquelles nous ne pourrions aborder aujourd'hui les nouveaux problèmes aussi bien en matière de démocratie que de besoins économiques.

Les révolutions nationales du siècle dernier, notamment dans les pays arabes, étaient nationalistes mais non démocratiques. La société elle-même ne posait pas la question de la démocratie comme aujourd'hui. Dans le contexte de l'idéologie socialisante dominante d'alors, la démocratie économique et sociale paraissait bien plus importante que la démocratie politique. C'était l'époque de leaders nationalistes mais autoritaires, les présidents Abdelnacer, Boumediene, Kadhafi etc.. Les révolutions nationales ont alors reflué. Elles sont toutes entrées, quasi simultanément, en crise, faute de démocratie.

Aujourd'hui nous savons que démocratie politique et démocratie économique et sociale sont inséparables. Ou plus exactement, la démocratie est apparue comme une nécessité pour dépasser les limites et les échecs des révolutions nationales du siècle passé, c'est-à-dire pour réaliser leurs objectifs. Le Hirak, en Algérie, est la preuve vivante de cette conscience.

Les prêcheurs avérés ne manqueront évidemment pas de saisir l'opportunité du Ramadhan pour rappeler les immenses vertus de ce mois sacré et, aussi, les inévitables gâchis qui sont commis, malheureusement, en son nom.

Ramadhan 2021 : empêcher la machine à tricher de tourner impunément !



Par Cherif Ali

Un exemple, et surtout un chif fre pour illustrer ce propos : les Algériens dépensent un milliard/jour pour le pain ! Le pays occupe la 4e place au classement mondial. Cette consommation de pain, faut-il le savoir, impacte gravement sur nos importations en blé tendre (plus de 3 millions de tonnes) et en blé dur (plus de 600 000 tonnes).

Le Ramadhan fait ressortir, bon an mal an, faut-il le dire, la «frénésie des achats» qu'un expert attribue à des facteurs psychologiques incitant des jeûneurs à imiter leurs congénères de façon irréflective, indépendamment de leurs moyens. Beaucoup de familles algériennes s'y résignent, par manque de foi, peut-être, ou de civisme, probablement, considérant les dépenses faites pendant le Ramadhan comme «incompressibles».

Il s'ensuit un gâchis énorme ; le jeûneur, dindon de la farce, se fait «plumer» à chaque coin de rue, alors qu'il lui suffit de prendre son destin alimentaire en main en s'interrogeant : de quoi c'est fait ? D'où ça vient ? Ce n'est pas de la contrefaçon, au moins ? Comment cela a-t-il été produit ? Peut-on le conserver ? Les enfants y ont-ils droit ? Si chaque fois qu'un problème alimentaire se pose, le consommateur qui doute le relève, la machine à tricher ne pourra plus tourner impunément ! Il doit prendre son destin alimentaire en main. Il ne lui suffit plus de lire l'étiquette de tel ou tel produit, encore faut-il déjà qu'il en saisisse le sens.

En cas de doute, il se doit de réagir et demander des explications :

1. en grande surface, il doit requérir le responsable ;
2. chez l'épicier, lui poser la question ;
3. au marché, interroger le vendeur ;
4. plus que cela, il ne doit surtout pas hésiter à goûter au produit dès lors que sa santé est en jeu, après autorisation du vendeur tout de même.

Nous sommes prêts à tout croire, faut-il se dire, mais nous avons besoin de savoir pourquoi nous devons le croire. Si l'on nous assure que c'est sain pour l'organisme, ne nous contentons pas d'enregistrer sans broncher, vérifions, c'est le seul moyen dont dispose le consommateur pour savoir ce qu'il paye. Il faut dire qu'il est plus que temps de mettre la production et la distribution devant leurs responsabilités. Et la publicité devant ses engagements.

Au besoin, dans le doute surtout, il faut boycotter !

C'est, dorénavant, un droit qu'il faut s'approprier. On ne le retirera jamais à celui qui sort son porte-monnaie pour se nourrir, et si chaque fois qu'un problème se pose le consommateur se pose la question, alors la machine à tricher ne pourra plus tourner impunément !

Il appartient donc au citoyen lambda qui consomme de ne pas trop compter sur les responsables pour améliorer son ordinaire, mais il se doit aussi, non seulement de rationaliser ses dépenses, mais également surveiller ce qu'il mange. Et surtout d'exiger des garanties !

Chaque démarche citoyenne, et là le rôle des associations de protection des consommateurs est nécessaire, chaque interrogation pèse et remonte à la source, aussi sûr que les petits ruisseaux font les gros fleuves ! Si 1% des consommateurs le faisait à chaque fois qu'ils ont un doute, les lois du commerce seraient bouleversées et jamais de la «viande d'âne» n'aurait pu être vendue par des bouchers criminels et partant se retrouver dans nos assiettes ! Usons donc du moindre pouvoir dont nous disposons et posons la question. C'est le silence qui mène les agneaux à l'abattoir !

On n'interpelle pas le président de la Répu-

blique en tête-à-tête, ni un député au coin d'une rue, ou très rarement, mais l'on peut parler au marchand et à son épicier les yeux dans les yeux.

Et de telles résolutions sont à prendre pendant ce Ramadhan où la machine à tricher fonctionne à plein tube !

Certes, les pouvoirs publics sont les garants de la réglementation du commerce et de la législation alimentaire, mais les administrations censées les contrôler sont dépeçées ou désabusées, en tous les cas, peu dotées en moyens pour mener correctement leurs missions. Et les 9000 contrôleurs (assermentés ?) ne pourront pas faire grand-chose dans le pays où la triche a été élevée au rang de sport national ! La preuve, la contrefaçon prend des proportions dramatiques en Algérie : les chauffages de gaz naturel contrefaits font plus de 100 morts/an dans notre pays ! Les pouvoirs, publics conscients du danger, sollicitent l'aide des consommateurs mais s'avouent impuissants face aux barons de l'informel et de la surfacturation.

Le danger nous vient des frontières, disent-ils, manière pour eux de botter en touche !

A croire que la machine à tricher s'est mise en branle juste pour narguer ce «candide» représentant officiel du gouvernement !

En attendant, il faut approvisionner la population en denrées alimentaires et en quantités et surtout contenir la courbe de l'inflation qui, force est de l'admettre ou pour le moins de le supposer, repartira à la hausse avec les incontournables pratiques spéculatives qui accompagnent le Ramadhan.

A moins de surveiller de très près la mercerie, ou de prendre en compte «la proposition consistant à autoriser les agriculteurs à ouvrir des points de vente, à l'occasion de ce mois, pour écouler directement leur production» pour lutter contre la hausse des prix.

On parle de 150 marchés de proximité et d'un escadron de contrôleurs !

On feint d'ignorer la loi naturelle du marché, celle de l'offre et de la demande et aussi la loi qui libère les prix des produits non subventionnés qui sont fixés en dehors de toute intervention des pouvoirs publics.

Comme les ministres du commerce qui l'ont précédé, Kamel Rezig sait que le Ramadhan ne sera pas, une fois encore, «le mois de la retenue» et que les spéculateurs qui sont aux manettes de la machine à tricher ne vont pas se priver d'imposer leur diktat en l'absence de l'obligation de la «traçabilité» de leurs produits ou de la «facturation», ou plus encore de régler par «chèque» leurs transactions !

Il y a aussi cette crise qui fait rappeler les émeutes de janvier 2011 qui ont suivi les augmentations brutales des prix de l'huile et du sucre. À l'époque, les pouvoirs publics les avaient imputées à des «lobbys» qui sentaient leurs intérêts menacés par l'intention du gouvernement d'imposer et de généraliser la facturation sur toutes les transactions commerciales. Mais les autorités ont fini par céder sur cette mesure censée combattre les circuits de l'informel.

Le problème se pose de nouveau, même si, cette fois, les «lobbys» ne sont pas mis en cause. Faut-il donc céder définitivement et laisser le marché en proie à l'informel et au défaut de facturation ?

D'où la nécessité d'une réforme globale plus profonde, et surtout courageuse, afin de briser le cercle vicieux : « Pour compenser le manque à gagner causé par l'informel, l'État met d'avantage de pression fiscale sur les activités légales dont beaucoup ne trouvent d'échappatoire que d'aller grossir la sphère informelle », selon les experts.

Mais sinon, le gouvernement a d'autres choix pour alléger le budget alimentaire des ménages pendant et après le Ramadhan :

1. augmenter la disponibilité des produits correspondants à la demande ;
2. augmenter les revenus des ménages !
3. autoriser l'ouverture des «marchés de solidarité» où non seulement les consommateurs aux petites bourses y trouveront leur compte, mais



aussi les «acquéreurs» de camionnettes DFSK pourraient s'y employer et dans le même temps rembourser leurs crédits !

Et au gouvernement de reconquérir la confiance de tous ces jeunes, en ces temps où la fracture sociale va croissant !

Parler de fracture sociale, c'est aussi évoquer tous ces pauvres qui vont se bousculer aux portes des APC pour quêter une quelconque aide. Cette année-là, il a été décidé, semble-t-il, de leur donner un couffin de «victuailles» (parfois périmés) dont la liste a été faite sans leur avis.

Cette triche ne manquera pas de heurter, encore une fois, la dignité de ces personnes !

On ne peut pas parler de Ramadhan sans dire un mot des inévitables «fataras», ou comme on les appelle communément les «mangeurs» du Ramadhan. A coup sûr, ils ne vont pas manquer de se manifester et l'ire de «l'establishment» religieux sera en rapport, et dans la foulée ne manqueront certainement pas de s'exprimer :

1. le président de l'Association des Oulémas musulmans, qui parlera de provocation et demandera à l'État d'intervenir pour éviter la «fitna» et protéger les jeûneurs ;
2. le président du Haut Conseil islamique qui lancera du haut de sa tribune «un appel pour

faire respecter la Constitution qui fait de l'islam la religion de l'Etat» ;

3. les quotidiens arabophones et à leur tête Echourouk feront de ces actes isolés leurs choux gras ; ils ne manqueront pas d'évoquer les dispositions de l'article 144 bis 2 du code pénal qui punit de 3 à 5 ans de prison et d'une amende de 50 000 à 100 000 dinars quiconque commet un tel délit.

En face, «les non-jeûneurs», provocateurs à Esouhait, iront jusqu'à évoquer «leur liberté de conscience» et refuseront d'être considérés comme des tricheurs ; ils pousseront même le «bouchon» en appelant au rassemblement de leurs «ouailles», ce qui va encore exacerber la tension ! Et comme l'an passé, le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, sera forcé de jouer une fois encore l'apaisement tout en qualifiant les actes des non-jeûneurs de «provocation». Quant à remplacer l'imam, en préretraite, par un jeune trentenaire, docteur en sciences théologiques, plein d'alacrité, maniant sans peine la tablette électronique et débattant avec ses pairs par visioconférence, la question n'est même pas à l'ordre du jour dans ce département. Un sacré défi, tout de même, du même niveau que celui qui attend les consommateurs qui doivent, en ce mois de jeûne, s'approprier cette résolution : empêcher la machine à tricher de tourner impunément !

Les souffrances de la vieille Louisa



Par Mekideche
Abdelkader*

Mère Luisa, après le coup d'état organisé contre elle et contre son bureau politique, et après avoir rugi comme une vieille lionne édentée, déclare, par désespoir de cause, que « désormais la balle est dans le camp du ministre de l'intérieur ». La voici donc qui, au crépuscule de s'avie, appelle au secours l'adversaire qu'elle prétend combattre.

De son passé récent, elle a tiré une expérience. Les putschs, ou du moins les tentatives de putschs, elle croit avoir appris à les gérer...et s'en être sortie à moindre frais.

Elle se met alors dans une posture victimaire, crie au complot ourdi, et en appelle à l'ingérence humanitaire, dans les affaires du parti, du premier flic du pays.

Après du public, mémé dénonce la manière peu cavalière avec laquelle une poignée d'insurgés tentent de la détrôner. Elle rappelle à qui veut l'entendre (des curieux sans plus) que c'est elle qui a construit, pierre par pierre, la forteresse PT, que pour cela elle a souffert le martyre et qu'elle a dû, à son âme défendant, pactiser avec tous les dieux et avec tous les diables. Que si elle a survécu à Staline, à la décennie rouge, à la chute du mur de Berlin et même au naufrage de Bouffekla, ce n'est pas une meute de chiens enragés qui va la chasser de SON royaume.

« Ne lui en voulez pas. De grâce, une petite rallonge. Une toute petite rallonge. Rien qu'une petite rallonge. Mais que valent en fin de compte, en

fin de règne, en fin de vie, quelques années supplémentaires de chefferie pour la mamma qui a tant donné ? permettez qu'elle sorte avec les honneurs. Attendez donc son passage à trépas et faites de l'héritage ce que vous voulez » supplie un affidé.

Mais Louisa et l'affidé semblent oublier que les trotskistes ont le cœur aussi froid que peut l'être la Sibérie les jours d'hiver. Qu'on peut les tenir par les brides mais jamais par les sentiments. Qu'ils se plient longtemps, mais quand ils se redressent, c'est par le feu qu'ils redressent. Brutes et têtus, quand ils disent dégage, c'est vraiment dégage. Pour cela ils joignent toujours l'acte à la parole. En effet, les rouges du monde, en révolution permanente, ne sont pas à un assassinat politique prêt.

La « BALLE » est dans le camp du ministre de l'intérieur ! dame que non. Il est fort peu probable que ce très très haut commis de l'état appelé à la rescousse sera sensible à la détresse de la patronne. Dans les moments troublés que vit le pays il a plus urgent et plus sérieux à faire, plus d'ordre à rétablir et tant d'âmes damnées à rédempter.

Et puis, le temps est à la neutralité de l'état, dont la devise inscrite en grands caractères sur les frontons de ses administrations se résume en cette phrase courte mais pleine de sens : « cassez-vous, mangez-vous, mais foutez nous la paix ».

La balle que la mémé envoie dans le camp du ministre de l'intérieur rebondira assurément sur l'écu qui protège ce dernier. Et, par ricochet, elle reviendra lui donner le coup de grâce selon les bonnes lois de « la ferme des animaux : « le cochon (comme la truie d'ailleurs) ne sort de la ferme que les pieds devant ».

*Avocat.

LA CHRONIQUE DU BLEDA

Paris : Akram Belkaid



Qui est (un vrai) DZ ?



Voilà une (rare) bonne nouvelle. Le projet de loi prévoyant de déchoir des Algériens de la diaspora de leur nationalité pour, entre autres, des actes « préjudiciables aux intérêts de l'État » a été retiré.

Le spectre d'une instrumentalisation politique d'un tel texte contre celles et ceux qui s'opposent au pouvoir et qui le font savoir, notamment via les réseaux sociaux, s'éloigne et c'est tant mieux. La nationalité est une affaire trop sérieuse pour donner naissance à de tels risques de manipulation. On attend maintenant l'abrogation de la disposition, toujours en vigueur, qui interdit à des ressortissants binationaux d'occuper certains hauts postes dans l'administration.

Tout cela s'inscrit dans un contexte particulièrement négatif. Avec l'emballement provoqué par le Hirak et les divergences politiques que ce mouvement peut engendrer, on a vu s'amplifier les habituels procès en authenticité à l'encontre des Algériennes et Algériens résidents à l'étranger. Hors des frontières, ils seraient moins Algériens que d'autres, moins légitimes à s'exprimer à propos de la situation du pays, moins aptes à faire des propositions et interdits de formuler la moindre critique. Pour peu que les idées divergent, l'anathème est immédiat et l'excommunication fréquente. Vivre à l'étranger serait une condition suffisante pour ne pas avoir voix au chapitre. C'est l'argument favori des moucheurs qui traquent les voix discordantes sur les réseaux sociaux. C'est aussi celui, plus finement avancé, des idiots utiles de l'islamophobie et du mépris anti-algérien qui sévissent dans les médias français et qui confortent sciemment l'intelligentsia hexagonale dans ses préventions et clichés à l'égard des peuples du Sud.

Il y a quelques années une polémique m'avait opposé au consul général d'Algérie à Paris. Pour avoir décrit, sans vraiment forcer le trait, les conditions d'accueil des citoyens dans un immeuble consulaire du dix-neuvième arrondissement, j'avais reçu une longue mise au point indignée et, bien entendu, excommunicatrice et pleine de sous-entendus. Aujourd'hui, je le reconnais, les choses ont beaucoup changé, et en mieux. L'information, une meilleure gestion des rendez-vous, la sensibilisation manifeste du personnel consulaire, ont modifié la donne. Certes, il y a encore des progrès à faire mais le sentiment d'être systématiquement maltraité par les représentants administratifs de son pays a largement disparu. Hélas, la pandémie du Covid-19 a grippé la machine.

Ces derniers jours, un communiqué de l'Ambassade d'Algérie en France informait les « membres de la communauté nationale en France, que les vols de rapatriement assurés par la compagnie nationale Air Algérie demeurent toujours

suspendus ». Autre information, celle selon laquelle « il a été également décidé de surseoir, jusqu'à nouvel ordre, à la délivrance d'autorisations d'accès au territoire national via les compagnies aériennes étrangères. » Autrement dit, pas d'Algérie pour les Algériennes et les Algériens vivant à l'étranger.

Cette chronique a déjà abordé le sujet mais j'avoue ne pas comprendre ce blocus inversé. Certes, la situation sanitaire est toujours préoccupante et de nombreux pays mettent en place des mesures d'endiguement de la maladie. Mais boucler tout un peuple ! Être en cohérence avec les discours répétés sur le nationalisme, le patriotisme, l'exceptionnalisme algérien (si, si), obligerait à ne pas fermer la porte à celles et ceux qui n'ont pas vu le pays et les leurs depuis plus d'un an. Des quarantaines, des tests à l'arrivée, tout cela est pratiqué par d'autres. Pourquoi pas l'Algérie ?

Il est difficile de ne pas y voir une certaine forme de mépris officiel à l'égard de citoyens de seconde catégorie. Un mépris partagé d'ailleurs par nombre de compatriotes qui sont persuadés du bien-fondé de la mesure et pour qui les « zmgis » sont responsables de biens des maux, y compris le début de la pandémie à Blida. En gros, qu'« ils » restent chez eux et tout ira bien.

On parle beaucoup des nationalités qui transcendent les frontières grâce à Internet. Grâce ou à cause de ses réseaux sociaux, il n'est plus possible d'être un Algérien à l'étranger comme c'était encore le cas il y a une vingtaine d'années. On peut vivre à Chicoutimi, Québec, tout en ayant un pied - virtuel - à Ténès. Mais les événements rappellent parfois que les séparations physiques existent toujours et que celles et ceux qui vivent à l'intérieur du pays auront toujours une prééminence sur les autres.

Quels que soient les efforts et l'agitation que ces derniers déploient pour clamer leur attachement à l'Algérie.

La diffusion annoncée d'une émission de télé-réalité réunissant des Algériennes à Dubaï a d'ailleurs été l'occasion d'une nouvelle flambée de procès en non-algérianité. La raison en est qu'il semble que les participantes enfermées entre quatre murs dans la cité bling-bling appartiennent, pour la plupart, à la communauté algérienne de France. « Vous n'êtes pas des DZ, pas des vraies Algériennes. Vous faites honte au pays » clamaient les messages vengeurs avant même la diffusion des premières images. Finalement, pour se voir attribuer le label « vrai DZ », il faut être discret, accommodant ou alors exemplaire, selon la perception générale, à l'image des nombreux binationaux qui jouent pour l'équipe nationale de football et qui, compétitions obligent, ont le droit d'aller et de venir entre les deux pays.

Conséquences et solutions en vue de l'avènement de deux ou trois zones monétaires mondiales

■ La fin de l'histoire fabuleuse du dollar US ?



Deux dates à retenir : juillet 1944, août 1971, car si elles encadrent l'histoire contemporaine du système monétaire international, elles s'insèrent aussi en véritable déclencheur d'une nouvelle histoire de l'humanité, qui n'a plus rien à voir avec ce que fut le monde de l'après-guerre mondiale.

Par Medjdoub Hamed *

1re partie

Et, aujourd'hui encore, avec ce qui en est sorti, la mutation du dollar, de l'euro, de la livre sterling et du yen, en ce début de la troisième décennie du XXI^e siècle, des monnaies qui remplissent magnifiquement leur rôle de distributeur de richesses dans le monde. Bien entendu, non comme le croiraient les sceptiques d'un peu partout dans le monde qui sont convaincus que ces monnaies occidentales jouent un rôle au profit exclusif de ceux qui détiennent le pouvoir d'émission de ces monnaies. Ces sceptiques doivent comprendre que les grandes Banques centrales occidentales sont conscientes que les monnaies qu'elles détiennent et le pouvoir qui les accompagne non seulement les dépassent mais participent à une formidable répartition équilibrée de la richesse du monde et, surtout, sont en train d'influer sur les destinées du monde. Qu'en est-il de cette destinée peu connue du dollar, de l'euro, de la livre sterling et du yen ?

1. UN PEU D'HISTOIRE

Avec les accords de Bretton Woods, conclus à la suite d'une conférence tenue du 1^{er} au 22 juillet 1944, entre quarante-quatre pays membres, fut institué un « ordre monétaire » reposant sur la mise en place d'une politique monétaire et commerciale adaptée aux besoins du monde issu du deuxième conflit mondial.

Ces accords portaient création de deux organisations internationales, le Fonds monétaire international - FMI - destiné à faciliter le commerce entre les Etats et à stabiliser les changes, et la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement - BIRD. Les principes de bases qui ont présidé à ces accords peuvent être synthétisés en deux formules :

- La stabilité des changes, avec pour corollaire fondamental, des parités des changes fixes, afin d'éliminer toute fluctuation monétaire, arbitraire et autoritaire dans les transactions commerciales, et qui porte donc sur la convertibilité externe.

- La liberté d'échange visant à interdire les restrictions dans les transactions commerciales, qui porte généralement sur la convertibilité interne.

L'objectif essentiel recherché par l'ensemble des nations, après 1945, était de fournir aux pays d'Europe dévastés par la guerre, la possibilité d'assurer leur croissance économique (aide Marshall, stabilité monétaire).

Ce système monétaire qui n'était pas seulement occidental mais mondial assujettissait toutes les monnaies du monde au dollar standard. Tous les Etats des autres pays du monde

qui venaient d'acquiescer leur indépendance étaient dépendants de ce système dominé par le dollar américain. Tout le système reposait sur le Gold Exchange Standard, faisant de l'étalon de change-or un équivalent : « l'étalon-dollar ». Le dollar était aussi bon que l'or, cela bien entendu tant que les réserves en or étaient concentrées dans les coffres de Fort-Knox. Après 1945, elles l'étaient pour la quasi-totalité en Amérique. Les sorties de dollar pouvaient, sans risque pour la balance des paiements des États-Unis, assurer le financement de la reconstruction et du développement du monde occidental.

Le système reposait donc sur la solidité de la monnaie américaine, et, partant sur la « santé de l'économie d'Outre-Atlantique ». D'autre part, après le deuxième conflit mondial, il apparaissait vital pour la première puissance du monde de trouver des débouchés pour son industrie dont dépendait l'existence de millions de salariés américains. Ce qui explique, en plus de différents plans d'aide après 1945, l'urgence de mettre un plan d'aide Marshall pour l'Europe destiné à absorber la surproduction industrielle américaine. L'Europe s'étant transformée en « locomotive » pour l'économie américaine.

Si, de 1945 jusqu'au début des années 1960, les dollars américains ont été les bienvenus dans le monde, surtout sur le marché européen car ils ont « favorisé » la croissance spectaculaire des économies occidentales (reconstitution du potentiel économique de l'Europe, élimination du chômage, etc.), la situation a commencé à s'inverser entre l'Amérique et l'Europe. Par ses pertes de parts de marché au profit de l'Europe, la course à l'armement avec l'Union soviétique, la recherche spatiale, les guerres menées en Asie..., qui ne pouvaient qu'entraîner un surplus de dépenses, les États-Unis se transformaient à leur tour en « locomotive » par leurs importations massives en provenance d'Europe. Le Japon était aussi concerné par ce processus depuis le changement de la politique extérieure américaine, suite à l'avènement d'un régime communiste en Chine en 1949 et le déclenchement de la guerre de Corée en 1950.

Cette situation a amené le déplacement progressif de la croissance économique des États-Unis vers l'Europe. En 1958, les monnaies des principaux pays européens devenaient convertibles. Du fait des déficits de la balance des paiements américains qui s'aggravaient et de la surchauffe monétaire des pays européens, les réserves monétaires en or et en dollars franchissaient l'Atlantique et s'accumulaient dans les Banques centrales européennes. Au fur et à mesure que les réserves d'or s'amenuisaient en Amérique, les possibilités de conversions des dollars s'amoindrirent jusqu'à devenir nulles. Ce qui amena, en 1971, le président américain à suspendre la convertibilité-or du dollar. Plus tard le dollar sort définitivement de l'étalon-or (conférence de la Jamaïque, 1976).

Les crises monétaires qui ont surgi entre les États-Unis et l'Europe, au début des années 1970, ont montré que l'équilibre monétaire des échanges internationaux devait passer par la résorption des déficits des balances de paiements. Mais le monde, en pleine guerre froide, l'Amérique en guerre au Vietnam, rendait difficile la tâche des autorités monétaires américaines d'ajuster des liquidités aux nécessités économiques. D'autant plus qu'en tant que pays le plus puissant du monde et surtout jouant le rôle de « stabilisateur de l'économie mondiale », les États-Unis, même si l'inconvertibilité du dollar en or est déclarée, ne pouvaient que continuer d'injecter des liquidités internationales sans coordination avec les autres pays d'Europe. Et ce pouvoir d'émission monétaire est facilité par l'emprise des États-Unis sur les matières premières et le pétrole des pays arabes du Golfe. Les pays monarchiques arabes dépendent directement du parapluie nucléaire américain.

Malgré les différents mécanismes monétaires mis en place (augmentation des marges de fluctuation de $\pm 1\%$ à $\pm 2,25\%$ autour du dollar, Serpent monétaire européen), les crises pétrolières qui ont surgi entre 1973 et 1979 ont mis fin au bras de fer entre les États-Unis et l'Europe.

Bien au contraire, l'irruption des pays d'Amérique latine, et ceux nouvellement libérés d'Afrique, d'Asie, ainsi que du bloc Est (URSS et pays d'Europe centrale et orientale) ont constitué un formidable « débouché » à la surproduction occidentale grâce précisément au renchérissement des matières premières, du pétrole et des emprunts contractés par ces pays auprès des banques américaines, européennes et japonaise. Cependant, le problème monétaire n'a pas pour autant été réglé, les crises pétrolières n'ont été tout au plus qu'un « dérivatif » puisque le problème, restant entier, n'est que reporté dans le temps.

Les déficits américains ont continué à s'aggraver, la création monétaire de part et d'autre de l'Atlantique est allée de plus belle, dans les années 1970. Les Américains créaient des dollars pour financer leurs déficits extérieurs, les banques européennes, à leur tour, dupliquaient les euro-dollars et pétrodollars en une multitude de crédits pour leur consommation et pour les prêts octroyés aux pays hors-Occident, à des taux extrêmement favorables. Par suite de ses émissions, une formidable spirale inflationniste s'est enclenchée dans le monde. La hausse des matières premières et des produits pétroliers « ne pouvait continuer à l'infini » à constituer la contrepartie physique du surplus de liquidités émis par la Réserve fédérale américaine. D'autant plus que les crédits contractés à faible taux par les pays du reste du monde ne profitaient pas aux peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du bloc Est mais surtout aux nomenklaturas au pouvoir.

En 1979, les États-Unis résolurent de mettre fin aux crises pétrolières et juguler l'inflation du dollar dans le monde. Le nouveau gouverneur, Paul Volcker, procéda à des restrictions drastiques sur l'offre de liquidités internationales et à une remontée brutale du taux directeur de la Réserve. En quelques années, l'inflation mondiale baissa fortement et des conséquences graves se sont additionnées : récession économique mondiale, chute des prix des matières premières et du pétrole, fuite des capitaux des pays endettés. L'endettement pays du Sud deviendra un problème majeur dans les années 1980. Enfin, en 1986, éclate le contrechoc pétrolier, le prix du baril de pétrole descend à moins de 10 dollars.

2. UNE DIGRESSION FORTE ÉCLAIRANTE SUR LE DOLLAR, LA LIVRE STERLING, LE FRANC, LE MARK, LE YEN...

Qu'en est-il des pays occidentaux ? De « débouché » initialement, la situation se retourne pour les pays du Sud, le Nouvel Ordre économique mondial (NOE) préconisé par les pays du Sud (l'Algérie...) n'est plus qu'un pâle souvenir. Il s'est produit un véritable transfert de richesse du Sud vers le Nord.

Avant de développer les problèmes qui surgiront pour l'Occident, faisons une digression forte éclairante. Jean Ziegler, membre du Bureau de l'Internationaliste socialiste écrit dans un article, publié dans la Nouvelle Revue Internationale (NIRI, N°3, mars 1989) : « Le fléau le plus terrible qui ravage actuellement des peuples du Tiers monde est, à mon avis, celui du surendettement : la dette extérieure des 122 pays dits du Tiers monde agit comme un garrot. A cause d'elle, les faibles programmes sociaux des pays pauvres sont encore réduits ; la faim s'installe, la maladie, le chômage, le désespoir progressent. La dette, chaque jour, fait des milliers de victimes. Cette dette dépasse, au 31-12-1987, le chiffre astronomique de 1100 milliards de dollars. La quasi-totalité des pays du Tiers monde doivent périodiquement refinancer leurs dettes, c'est-à-dire contracter des dettes nouvelles pour pouvoir payer les intérêts et les tranches d'amortissement. Les experts du Fonds monétaire international descendent alors sur le pays comme des corbeaux, des oiseaux de proie : ils imposent au malheureux gouvernement débiteur ce qu'ils appellent pudiquement les « ajustements structurels ». Ces ajustements consistent généralement dans le rétablissement du « libre » marché capitaliste, dans l'élimination des programmes sociaux, dans le blocage des salaires, dans l'établissement de privilèges fiscaux pour les sociétés multinationales. Conséquence : après le passage du FMI au Brésil, au Pérou, au Zaïre, en Indonésie, la misère, le chômage, le désespoir des classes les plus pauvres des pays pauvres augmentent ».

Suite en page 9

Conséquences et solutions en vue de l'avènement de deux ou trois zones monétaires mondiales

■ La fin de l'histoire fabuleuse du dollar US ?



Suite de la page 8

Que peut-on dire du réquisitoire de Jean Ziegler ? S'il a parfaitement raison de dénoncer cette situation catastrophique des économies du Tiers monde et les agissements de l'Occident, il reste cette question. « L'Occident pouvait-il faire autrement ? » Il y a des « lois de la nécessité » qui ne sont pas visibles mais sont perceptibles après coup. Précisément, on peut énoncer une « triple nécessité historique » dans ce processus monétaire-économique dans le monde, enclenché dans les années 1970 et 1980. Tout d'abord la FED américaine avait peu d'alternatives, en 1979, pour lutter contre l'inflation mondiale. Face à la spirale inflationniste qu'elle a, de concert avec les Banques centrales européennes, provoquée, elle devait :

- soit limiter les émissions monétaires, pousser le gouvernement américain à augmenter la fiscalité et maintenir le taux directeur à un niveau faible. Ce qui se traduirait néanmoins par une récession économique durable aux États-Unis et dans le monde,
- soit provoquer d'autres chocs pétroliers pour augmenter encore le pouvoir d'achat américain et des pays du Sud, donc l'« absorption des dollars émis par la donnée pétrolière », ce qui, à force de répéter les chocs ne fera qu'augmenter l'inflation dans le monde et à terme procéder à une politique anti-inflationniste.

- Ce qu'elle a fait en 1979 : augmenter brutalement le taux directeur et serrer le robinet des injections monétaires. Il s'en est suivi un brutal endettement des pays du Sud et du bloc Est, une récession aux États-Unis en 1982.

La « deuxième nécessité » porte sur l'endettement des pays du Tiers monde. Pour la première fois, ces pays prennent conscience des dangers que représente l'inexpérience en matière économique et monétaire. D'autre part, ces pays devaient mettre fin à leur isolement, en s'intégrant le marché mondial (fin du monopole du commerce extérieur). Les programmes d'ajustement structurels s'avèrent aussi un « passage obligé » pour ces nouvelles économies. Quant au FMI, qu'il soit pompier ou usurier, une qualité qui n'est que l'expression de la domination des puissances occidentales, ces nouveaux pays devaient apprendre à gérer leurs économies. Une « Nécessité » donc qui ne ferait que renforcer les pays du Tiers monde dans leur insertion dans l'économie mondiale.

La « troisième nécessité », et celle-ci est capitale, c'est l'amorce de la transformation de la structure du monde. Ce processus monétaire-économique qui s'est imposé de lui-même à la fois pour l'Occident - celui-ci ne l'a pris que

parce qu'il y était obligé, le processus étant déjà en marche - et au monde, a permis, par les crises politiques qui ont suivi, de « renverser pacifiquement » la plupart des dictatures militaires en Amérique du Sud et amener la fin du monde bipolaire (chute du mur de Berlin en 1989 et disparition de l'URSS en 1991) Incapables d'apporter des solutions aux crises économiques et sociales, abandonnés par les États-Unis, les régimes militaires sud-américains (comme les régimes communistes du bloc Est) ont été obligés de quitter la scène politique et laisser les civils élus de prendre librement en main les destinées de leurs peuples.

Ainsi, grâce à l'endettement des pays du reste du monde en dollar, en livre sterling, en yen, en mark, en franc, en lire... l'Occident a non seulement gagné la troisième guerre mondiale - la guerre froide - mais a œuvré sans qui l'eusse réellement voulu à la démocratisation de l'Amérique du Sud et du bloc Est. Sans une guerre qui serait fatalement « nucléaire ». Ainsi se comprend pourquoi la misère, la pauvreté, le chômage, le désespoir et la violence qu'ils engendrent ont toujours été accoucheuses de l'histoire. Et pourquoi ce processus monétaire-économique et l'endettement mondial qui a suivi était « nécessaire ».

3. LA PARENTHÈSE DES ANNÉES 1990 : L'ÂGE D'OR AMÉRICAIN

Combien même l'Occident détient les monnaies internationales, combien même il peut mieux évoluer parce qu'il est le créancier du monde, il ne peut éviter lui aussi d'être rattrapé par la crise de l'endettement. Quand près de la moitié de l'humanité est endettée, garrotée par l'endettement, il était évident que la croissance économique occidentale ne pouvait que décélérer. Les restrictions en liquidités occidentales avaient fortement « restreint l'absorption mondiale ». Il s'en est suivi une baisse de débouchés pour l'économie occidentale et une forte augmentation du chômage dans les années 1980. Seuls les pays de l'Asie du Sud-Est asiatique qui ont profité des délocalisations du Japon et des États-Unis et du faible coût de la main d'œuvre ont continué de prospérer. La Chine a emboîté le pas à ces pays dès le début des années 1980, s'ouvrant elle aussi aux investissements étrangers. Cette conversion de la Chine au « socialisme de marché » aura plus tard de graves répercussions mondiales. Comme nous le constatons aujourd'hui, depuis la guerre commerciale avec Donald Trump, et reprise par le nouveau président des États-Unis, Joe Biden.

Pour comprendre la situation économique des années 1990, il faut au préalable rappeler

quelques séquences historiques. Tout d'abord, une guerre économique avait déjà opposé le Japon à l'Occident dans les années 1970. Une guerre qui a forcé le Japon à se tourner vers ses voisins asiatiques pour se créer des débouchés pour son industrie (accords des échanges en termes de marchés, bénéfice du bas coût de la main d'œuvre de ces pays, etc.). Avec la réévaluation du yen (accords de Plaza, en 1985) qui a fortement pénalisé son commerce extérieur, il a encore accentué les délocalisations, les joint-ventures avec ses partenaires asiatiques, surtout la Chine. Pourtant, malgré ces échanges en Asie, le Japon, premier créancier du monde et deuxième économie mondiale - n'arrivait toujours pas à trouver un optimum pour son économie après 1985. Ses délocalisations et ses partages de dividendes avec ses partenaires, ses investissements massifs en Occident et dans le monde, le Japon ne put doper sa croissance. Forcé de se replier sur son marché intérieur, déréglant son économie et ses finances, le Japon s'est transformé en « économie-casino ». Comme cela s'est opéré pour les États-Unis à partir de 1927 et le krach boursier en 1929, il fit l'expérience amère de l'Amérique des années 1930. Depuis l'effondrement de la Bourse de Tokyo en février 1990, le Japon ne s'est toujours pas remis, une croissance démurée atone, malgré le taux d'intérêt de la Banque du Japon faible voire nul.

Un processus récessif a aussi touché les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni en 1991. Une année après, c'est au tour de l'Europe d'entrer en récession. Le monde entier attendait qu'une reprise vienne de la locomotive américaine. Précisément la reprise économique finit par s'amorcer, d'ailleurs assez rapidement. Plusieurs facteurs l'expliquent.

Le premier fut l'Asie où des centaines de millions d'hommes à bas salaires mais à bonne capacité technologique se sont engagés dans des processus d'industrialisation rapide. En Chine, en Inde, en Europe de l'Est, en Russie et en Amérique latine. Malgré l'endettement, jamais sans doute les perspectives économiques globales n'ont été aussi meilleures. On peut même dire que l'endettement de ces pays et les programmes structurels qui ont suivi ont été « salvateurs » puisque l'essoufflement des pays riches du Nord a fini par se compenser par la montée de ces nouveaux pôles industriels dans l'économie mondiale.

Les délocalisations se sont accentuées dans ces pays, en particulier en Chine et, dans une moindre mesure, en Inde, en Amérique latine, en Europe de l'Est et en Russie. Les pays asiatiques étaient atteints d'une « boulimie de liquidités internationales ». Dopée aussi par la révolution des nouvelles technologies qui re-

querrait des liquidités internationales considérables, et ce à quoi répondaient la première puissance du monde, l'Europe, et le Japon, la reprise économique s'étendit progressivement au monde entier.

Par conséquent, la reprise mondiale n'a pas été tout à fait le fait de la puissance américaine ou des autres pays occidentaux (Europe, Japon) bien qu'ils ont joué le « rôle de locomotive sur le plan monétaire » et dans l'« absorption des richesses » créées par les pays du reste du monde, mais le fait de la dynamique enclenchée dans les pays de l'ex-Tiers monde et de l'ex-bloc Est. Grâce à la libéralisation financière, la libération des mouvements de capitaux et les délocalisations, la Chine, l'Inde, la Russie et d'autres pays hors-Occident sont devenus des « pays émergents, concurrents les pays du Nord ». Il faut dire que dès qu'un pays occidental s'engage dans un type d'échange, comme celui de localiser des firmes dans des pays à bas salaires où il est plus rentable pour lui de le faire, y trouve un avantage compétitif, les autres pays occidentaux sont obligés de suivre, sauf à voir leurs firmes à fermer.

On comprend pourquoi un cycle (vertueux ?) s'est enclenché aux États-Unis, l'Europe et le monde en ont aussi bénéficié. Beaucoup n'ont pas hésité à qualifier la période 1993-2000 d'« âge d'or américain ». Et c'était compréhensible, en raison des richesses matérielles de tous genres et excédents commerciaux chinois, japonais et arabes qui se plaçaient massivement sur le marché américain. Par excès de capitaux, les valeurs de la Nouvelle technologie ont explosé à Wall Street. Une partie de ces mêmes dollars que la première puissance du monde émettait lui revenait sous forme de bons de Trésor pour financer sa dette publique. L'Europe et le Japon n'étaient pas en reste pour le financement de leurs dettes publiques bien qu'à un niveau beaucoup plus faible.

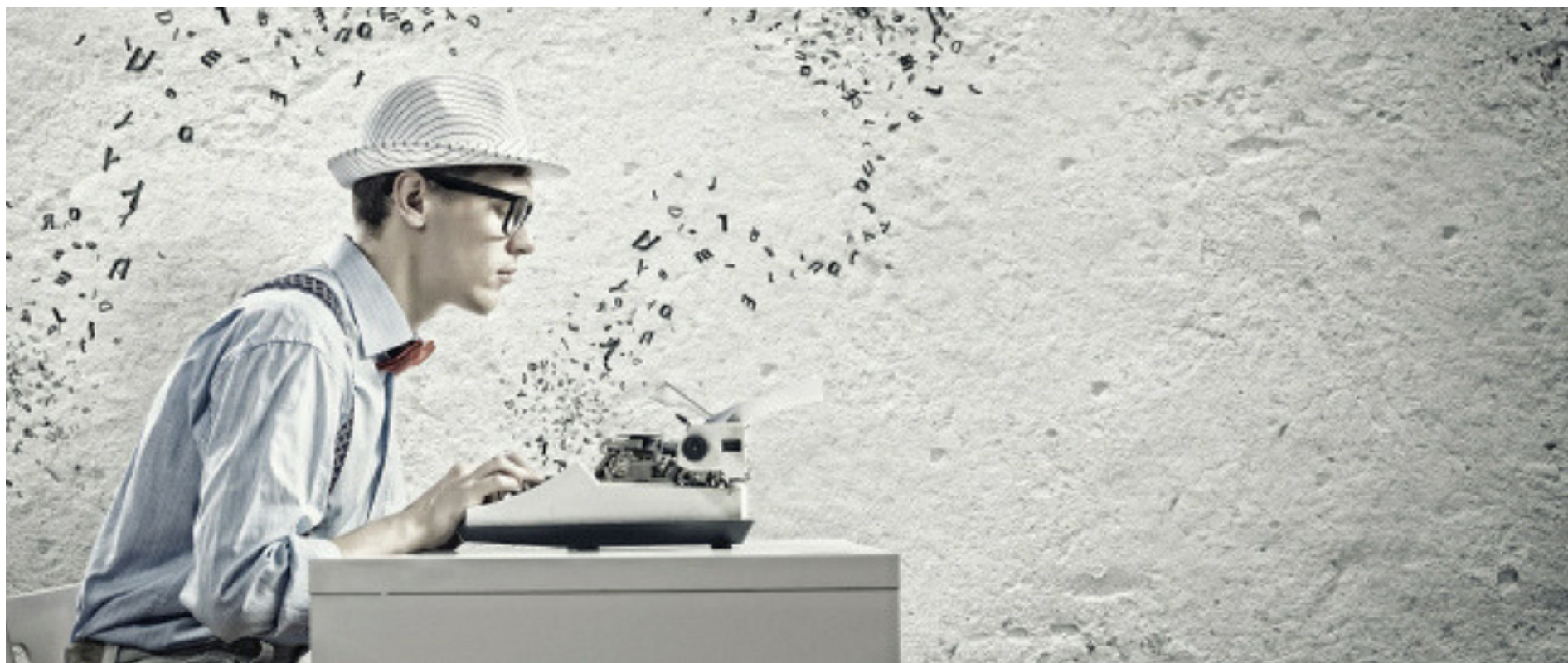
Que peut-on dire pour cet âge d'or américain ? Que « l'endettement des pays du reste du monde a été finalement positif » puisqu'il a permis de lever les barrières qui bloquaient le chemin de la croissance de ces mêmes pays endettés et non endettés comme la Chine (qui a été pragmatique en ouvrant son économie à l'instar de ses prédécesseurs, les dragons asiatiques). Que les délocalisations en Asie, les formidables liquidités internationales injectées par l'Occident dans l'économie mondiale issues des déficits extérieurs, la révolution technologique et la formidable absorption qui a suivi surtout aux États-Unis et en Asie ont permis cette période de faste qui s'est ensuite étendue aux autres régions du monde.

A suivre...

Medjdoub Hamed

Culture orale

■ Rabah Belamri : un auteur oublié



Par Abdelkader Benarab*

LE CONTEUR ET SON DOUBLE

Dans le cadre d'un travail sur la littérature algérienne, promu à un projet éditorial, j'ai revisité l'œuvre de Belamri,⁽¹⁾ né en 1946 dans la wilaya de Sétif et mort à Paris en 1995, dont la richesse d'écriture, mérite un rappel, pour la soustraire de l'oubli qui guette notre patrimoine culturel oral. L'écrivain a perdu la vue à l'âge de 16 ans. Il est l'auteur de plusieurs recueils de poèmes, de contes et de romans. Ces écrits s'inspirent de la culture orale qu'il s'emploie à défendre et à protéger contre la dispersion et la disparition. Un effort irremplaçable que sa production écrite a tentée de fixer et de contenir contre les formes d'évanescence et de fragmentation.

On peut aborder l'œuvre de Rabah Belamri avec beaucoup de facilité. Le roman, le conte et le poème restituent la même voix, la même sonorité, les mêmes résonances, dont les échos nous rappellent une réalité profonde et amère. La guerre d'Algérie, la haine raciale des colons, les conditions matérielle et morale d'existence, la situation de nos mères, pour ne pas évoquer frontalement la condition féminine, c'est cela rapporté avec une gravité austère, mais tempérée par un dosage d'enjouement et d'ironie qui amène à une forte expression de tendresse et de sympathie du narrateur. Le rêve côtoie la réalité, l'amertume quotidienne, l'onirisme. Dans cette dialectique poétique, le va-et-vient est constant entre les contours visibles de la réalité quotidienne et les évocations merveilleuses de cette même réalité fantastique, devenue presque irréaliste. Un double mouvement affecte le récit, le conte et le poème, il se présente comme un ensemble proportionné et cohérent. S'ensuit ainsi une migration de mots, d'images et de pensées d'un texte à un autre sans frontières dogmatiques, dans une formidable permutation interactive, où la matière textuelle brise l'unidimensionalité du genre. Ainsi sont évitées les barrières canoniques, supprimées les césures pesantes du genre, à la faveur d'une confédération de mots et d'un processus d'échange d'idées et d'images. Le style de Belamri est dénué d'onguents de parade, délesté des artifices linguistiques qui entravent le style, et se passe des adhésions inessentiels qui courtisent ennuyeusement le lecteur. C'est une parole, ou plutôt un conte épuré des distances des protocoles rigides de lectures. Une parole qui vient à vous, d'une limpidité merveilleuse, cristalline, comme ce conte coloré de la source qu'il décrit dans

l'Oiseau du Grenadier (1). Source régénérante, enveloppée d'une brume fantastique, dans l'univers intemporel où les lignes méridiennes s'évanouissent dans l'opacité des espaces non jalonnés, formés de vents, de pluies, de montagnes magiques, de champs de blé, de lueurs crépusculaires et d'aurores brèves. Le lecteur savoure ce festin de plaisir dans une langue parfumée, écrite en français certes, mais que chacun reçoit dans sa langue à lui, registre idiomatique où se puise sa conception de l'univers. Langue savamment épanchée par le murmure affectueux de la langue de la mère de Belamri, celle qui a bercé son enfance duveteuse. L'auteur sait dire les délices du « dire » pour emprunter une expression à Senghor, évoquant *Batouala* de René Maran, premier romancier africain (Goncourt, 1921).

Cette construction pétrée constamment d'envolées poétiques, donne à la structure générale de l'œuvre une sincérité et une innocence non dépourvues de réflexion critique, au sujet des problèmes abordés. A chaque relecture d'un texte, ce plaisir intensément renouvelé incite le lecteur à l'écoute de cette voix qui lui parle, provoquée par les harmoniques des sensations de l'auteur, son infaillible mémoire et ses souvenirs.

DIMENSION AUTOBIOGRAPHIQUE

La dimension autobiographique est importante. Elle investit l'espace de l'écriture de Belamri. Pourquoi et pour qui écrit-on ? Pourrait-on s'interroger à la suite d'Edgar Morin : en effet, derrière chaque pupitre campe un écrivain qui projette indubitablement son moi quelque part dans l'espace du texte. Mais cette référence à soi, dans le cas de Belamri, s'écarte judicieusement de la rigidité évocatrice des parcours intimistes, souvent noyés dans les étalages du moi aux saveurs valorisantes. Le « je » narrateur aborde les événements de sa société en faisant revivre les valeurs de la tradition et de la culture. L'auteur rappelle cette généalogie sociale et culturelle, tantôt avec les yeux de l'adulte, tantôt avec le regard de l'enfant qu'il n'est plus.

Jusqu'à l'âge de 16 ans, Belamri voyait le monde sensible dans sa matérialité, dans sa version existentielle. Comment nous donne-t-il à voir plus tard ce même univers, avec ce « regard blessé », pour reprendre le titre de son roman ?

De ses œuvres s'échappent une force évocatrice, une énergie expressive, une puissance poétique contenue dans chaque mot, chaque syllabe; et cette restitution de la réalité exige non pas les yeux du corps, mais ceux du cœur. Cette voyance, expression de lucidité, donne à l'œuvre une cer-

taine distance vis-à-vis des problématiques posées, sans qu'elle se ressente forcément de la cicatrice du corps que l'auteur porte. Car, à aucun moment, le lecteur n'éprouve la préfiguration inconfortable de la disgrâce physique d'un aveugle sur son œuvre : Belamri a su s'élever au-dessus des misères mondaines qui ont animé son souffle de conteur. Son regard, j'allais dire ses yeux, perce la lumière comme le pinceau du peintre cisèle avec finesse la toile, en y imprimant des lignes de contraste pour créer, non la lumière, mais une lumière que chaque recul permet.

La parole du conte, nous la vivons plutôt que nous l'écoutons, tel un rai tamisé d'un soleil incandescent. Au fil des pages, nous vivons cette parole comme une cantilène enchanteresse, dans sa douceur musicale, ramenant le lecteur à l'innocence du paradis perdu.

Le texte de Rabah est une voix polyphonique à la croisée de nos traditions locales, de nos mythes, de nos histoires communes, et de nos légendes enfouies dans la mémoire collective, qui investissent la réalité en refaisant surface. Une archéologie des mémoires chancelantes, l'expérience des rythmes ancestraux, la quête des origines, l'esthétique de la mort, de l'absence, le soupir de l'être et du néant, enfin un transport fantastique sur fond d'une écriture de la réalité ou plutôt de l'irréalité.

Elle est importante, cette écriture, par les rappels historiques qu'elle évoque, et par l'entreprise de réappropriation du patrimoine oral de la culture et de la langue. Nous la saisissons dans son éruption polymorphe et dans sa dimension polyfacétique, en ce qu'elle réussit à impliquer la littérature dans le champ anthropologique, observant les modes de pensées, les croyances, les comportements de la société traditionnelle. A la lecture de cette œuvre singulièrement variée et unitaire à la fois, on retrouve cette étroite intrication de l'approche socioculturelle, avec l'activité strictement littéraire, la poésie et le conte, sans que le lecteur puisse souffrir des aspérités marquantes qui caractérisent les limites du genre.

Intérêt aussi, où s'exprime une pensée multiple : réflexion anthropologique, fiction romanesque, création poétique, univers merveilleux du conte et de l'oralité, en une extraordinaire collaboration intertextuelle, et une interpénétration des genres. Le développement narratif reste soumis à un tissage textuel facilitant cet échange entre les textes de styles différents, en gardant ce cachet identitaire propre à chaque genre. Sans complaisance, son écriture constitue un acte essentiel. « L'écriture dira-t-il, reste pour moi un acte grave qui engage la totalité de mon être ».

Car c'est l'histoire de l'Algérie son pays, qu'il écrit, sans la platitude de l'historiographie officielle qui transfigure souvent la réalité, mais, que lui rapporte ou plutôt réinvente, dans un mélange de fantasmes et de réalité.

Ainsi pouvons-nous retenir de cette œuvre abondante et riche une duplicité sans clivages, sans lignes de démarcation. Elle s'est écrite par la proximité immédiate d'un texte à l'autre, sans brouillages entre la prose et la poésie, et ce décloisonnement ouvre le texte sur des perspectives renouvelées.

L'auteur lui-même participe de ce pouvoir de dédoublement. Le récit de Belamri est rapporté, encore une fois, avec les yeux de l'adolescent avant la blessure que l'implacable destin infligea à son corps, non à son âme. Cet auteur, extraordinairement clairvoyant, nous a restitué l'univers tel qu'il le ressentait et tel que nous aimerions le voir figurer dans nos imaginaires. Un peu comme l'aède Démodocos, chez Homère, à qui la Muse avait pris les yeux, mais donné la douceur du chant. Un peu à la manière du célèbre poète Reverdy dont il cite en épigraphe, cette strophe « On ne peut plus dormir tranquille quand on a une fois ouvert les yeux ». Un peu encore semblablement au grand Taha Hussein, près de nous, qui nous donna à voir dans le détail, la vie égyptienne dans sa traversée intérieure, subjugué qu'il était par la beauté matérielle du monde, dont le priva une cécité précoce. Alors, un jour il lança à sa mère ce vers inoubliable, exprimé par une modalité interrogative, le cœur serré, plongé dans les abîmes métaphysiques :

« Mère, quelle est la forme du ciel, de la lumière et de la lune ?

Vous évoquiez leur beauté, mais je n'en vois point de trace ».⁽³⁾

Quand j'ai revisité notamment « Regard blessé » et « Le soleil sous le tamis »,⁽¹⁾ je me suis rendu compte combien ces deux textes autoréférentiels, très précocement conçus, sont toujours d'actualité. Par la richesse thématique qui s'y imprime, j'ai ressenti un appel à la sérénité contre les formes d'enfermement, à travers une écriture qui juxtapose en les confrontant, rationalité et archaïsme, savoir et ignorance, gravité et innocence.

(1) Flammarion, 1986

(2) Publisud, 1982 ; Gallimard, 1987

(3) Traduction approximative, c'est nous qui traduisons le texte suivant de Taha Hussein:

... أماء ما شكل السماء وما الضياء وما القمر
بجمالها تتحدثون ولا أرى منها الأثر

*Ecrivain, Chercheur
en sciences sociales, Paris

« Que la Loi divine invite à une étude rationnelle et approfondie de l'univers, c'est ce qui apparaît clairement dans plus d'un verset du Livre de Dieu (le Béni, le Très-Haut !). Lorsqu'il dit par exemple : «Tirez enseignement de cela, ô vous qui êtes doués d'intelligence !» (Coran s59, v2), c'est là une énonciation formelle montrant qu'il est obligatoire de faire usage du raisonnement rationnel, ou rationnel et religieux à la fois. »¹

« L'homme a naturellement la passion de connaître². »

Ibn Rochd al-Qortobi

Par Ahmed Hanifi

Jeudi 1^{er} avril, le procureur du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a requis une peine de trois à cinq ans de prison contre un islamologue pour « offense aux préceptes de l'Islam ». Une avocate du collectif de la défense s'est exclamée « on est en train de débattre des idées dans le tribunal, mais les idées se débattent à l'extérieur du tribunal. J'ai pensé au film "Le Destin", on se croirait au 12^e siècle à l'époque d'Ibn Rochd ! »

Justement, en ce début du mois de ramadan, nous célébrons la naissance, il y a près de neuf siècles, de Abû-l-Walid Mohammed bnou Ahmed bnou Rochd, l'un des plus illustres penseurs andalous, dont le nom orne les portails de nombreux établissements scolaires en Algérie, mais qui disparaît aussitôt qu'on les a franchis. Qui est Ibn Rochd ? C'est l'objet de cette contribution. J'appréhenderai ce savant d'abord par son identité, puis par son parcours, sa pensée, son rapport au pouvoir, à la cité où il vécut, et finirai par évoquer quelques regards sur son œuvre/sa personne, par des hommes de son temps ou non.

IBN ROCHD ET L'ANDALOUSIE

Ibn Rochd « le fils de la rectitude » était juriste, physicien, astrologue, philosophe (hakim-sage), médecin, au temps d'al-Andalous. En Espagne où il naquit, et en Occident de manière générale, Ibn Rochd est connu sous son nom latinisé Averroès ou « Le commentateur ». Il y est admis comme « l'un des pères de la philosophie occidentale » ou encore « le précurseur de la pensée rationaliste occidentale ». Nous savons beaucoup de choses sur la pensée et les écrits (ses propres écrits en arabe ou traduits) d'Ibn Rochd, mais peu sur lui, son identité, sa famille. Il est né le 14 avril 1126 (520 H) à Cordoue, mort le 10 décembre 1198 (595 H) à Marrakech. Ibn Rochd al-Qortobi était Espagnol et ses aïeux probablement Berbères, très certainement pas de la périphérie du Nejd comme le suggère étrangement Luis Borges dans une de ses nouvelles³. « La lignée des Banû Rushd est connue à partir de l'arrière-grand-père de notre philosophe, Ahmad b. Ahmad b. Muhammad b. Ahmad b. 'Abd Allah b. Rushd. Ce nasab (généalogie incluse dans la nomination) indique que la famille était déjà musulmane depuis au moins trois générations », écrit Urvoy⁴. Notons que tous les philosophes espagnols de cette époque sont dits « arabes » en référence à la langue qu'ils utilisaient et non à leur origine ethnique, ils avaient pour la plupart une ascendance berbère. De même, les dynasties berbères almoravides (almorabitoun), almohades (almawahhidoun), zirides (ezziriyoun)... sont parfois dites « arabes ». Au début du 12^e siècle, le sud de l'Espagne et du Portugal était sous domination des Almoravides (1086-1147), puis des Almohades (1147-1248), une autre dynastie berbère qui serait chassée par la Nasride, dernière dynastie musulmane en Espagne (milieu du 12^e à fin du 15^e siècle). La période dite de « l'âge d'or de l'Islam » (9^e au 13^e siècle) couvrirait trois continents. Les savants n'étaient pas tous musulmans, mais Ibn Khaldoun écrivait : « Parmi les plus grands (philosophes) musulmans, on citera Abû-Nasr al-Fârâbî et Abû-'ali Ibn Sînâ (Avicenne) en Orient, le cadi Abû-l-Walid b. Rushd (Averroès) et le vizir Abû-Bakr b. as-Sâ'igh (ou Ibn Bajja, ou Avempace), en Espagne »⁵. Nous pouvons ajouter d'autres noms qui furent célèbres comme les orientaux Al-Razi (Iran), Al-Kindi (Irak), Al-Ghazali (Iran) et les Occidentaux-Andalous Ibn Tufayl, Ibn Arabi, Hafsa Rakumiyya, Walladabint al mustakfi, Ibn Sab'in, ou Maïmonide qui n'était pas musulman. Et d'autres.

La péninsule ibérique était alors florissante, les pouvoirs favorisaient la connaissance, les salons littéraires se multipliaient. Cordoue comptait plus de 300.000 habitants. « Au "pays de bénédiction", Almeria tissait la soie sur 800 métiers, produisait des instruments de cuivre, Alicante possédait des chantiers de construction navales... À partir



d'Abou-Ya'qoub, il est impossible de séparer le Maghreb de l'Espagne... » écrit Charles-André Julien⁶. Au Maghreb les Almohades régnèrent de Tanger à Tunis et au-delà (1147-1260).

Très jeune, Ibn Rochd avait appris tout le Coran. Il aimait la poésie, la musique. Son père et grand-père étaient juges à Cordoue, très proches de la dynastie almoravide. Afin de le distinguer de ses parents, on l'appelait « Ibn-Rochd al hafid ». Plus tard, il ferait des études de fiqh et des hadiths. Il s'intéresserait à la physique, à l'astrologie, à la philosophie par le biais des écrits du perse Al-Farabi (872-950), mais surtout de ceux d'Ibn Bajja de Saragosse, Avempace pour les Européens (1085-1138)... Il étudierait la médecine auprès de Abû Ja'far al-Trujâlî (?-1180).

Ibn Rochd a écrit une soixantaine d'ouvrages qui traitent de médecine, de théologie, de droit, de philosophie... comme Fasîl al-maqâlimabayn al-hikma wa as-shari'â min al-ittisâl (L'accord entre la religion et la philosophie - Traité décisif), Le Commentaire du Traité de l'âme (De Anima) d'Aristote, Bidayat al-Mujtahid wa Nihayat al-Muqtasid (Le début pour qui s'efforce et la fin pour qui est partial, traité de droit), Tahafut at-tahafut, (l'Incohérence de l'incohérence), Al-Kulliyât, (Coligé ou Le livre des généralités, médecine), d'innombrables Commentaires (grands, moyens, petits)... Ibn Rochd avait 34 ans lorsque son ami et érudit Ibn Tufayl, son aîné de seize ans, le présenta à Abu Yacub Youssef qui succéderait bientôt à son père Abdelmoumen, mort en 1163. Ibn Tufayl (1110-1185), était mathématicien, philosophe, astronome, médecin et romancier. Il a écrit en 1170 une œuvre majeure. « L'épître d'Ibn Tufayl Hayy ibn Aqzan est un chef d'œuvre de la pensée arabe classique, de la pensée tout court⁷. »

Un intellectuel organique ?

Abu Yacub Youssef, « le calife intellectuel » de Avenu amir al-mou'minin, fit savoir à Ibn Tufayl qu'il cherchait quelqu'un qui pût résumer Aristote (384 - 322 av JC). Voici comment en parle Ibn Rochd à l'un de ses élèves : « Abû Bakr Ibn Tufayl me fit appeler un jour et me dit " j'ai entendu aujourd'hui le prince des croyants se plaindre de l'incertitude de l'expression d'Aristote ou de celle de ses traducteurs. Il a évoqué l'obscurité de ses desseins et a dit : 'Si ces livres pouvaient trouver quelqu'un qui les résumât et qui rendit accessibles ses visées après l'avoir compris convenablement,

alors leur assimilation serait plus aisée pour les gens.' Si tu as en toi assez de force pour cela, fais-le⁸. » Et Ibn Rochd le fit. Ainsi et dans la tradition des Miroirs des princes (Kalila et Dimna ou l'éducation des princes) Ibn Rochd fut engagé. Il entreprit de « traduire » tout Aristote « le plus sage des Grecs » pour lequel il avait une grande admiration, plus tardil deviendrait le médecin du sultan à la suite de Ibn Tufayl. « Nous adressons des louanges sans fin à celui qui a prédestiné cet homme, Aristote, à la perfection, et qui l'a placé au plus haut degré de l'excellence humaine⁹. » Ibn Rochd avait déjà composé l'Abrégé du « Mustasfa min ilm al-usul » d'Al-Ghazali, en 1157, et au cours des deux années qui suivraient il rédigerait un Abrégé de l'Almageste de Ptolémée, et un Traité des Météorologiques d'Aristote, puis des Commentaires moyens sur l'Organon, un ensemble de traités d'Aristote et beaucoup d'autres ouvrages plus tard.

Parmi ses livres les plus retentissants figurent Discours décisif (1179) et L'incohérence de l'incohérence (1180-1181) dans lesquels Ibn Rochd défend l'importance de la philosophie.

Si le chercheur Makram Abbès ne pense pas qu'Averroès fut « un simple instrument aux mains du Pouvoir qu'il aurait servi durant un demi-siècle... non, Averroès n'a pas du tout été un intellectuel organique comme l'avancent certains⁹ », Alain de Libera nuance : « Un philosophe médiéval ne peut être qu'un intellectuel organique.

Quand il est organique par son statut social et socialement critique par la réforme et le contenu de son activité, il vaut mieux se le représenter comme philosophe engagé⁹. » Peut-être qu'Ibn Rochd eût fléchi les genoux, mais certainement pas courbé sa raison comme écrirait plus tard Montaigne pour lui-même (De l'art de conférer).

Les importantes divergences qui opposaient Ibn Rochd au Calife Al-Mansour, le petit-fils de Abdelmoumen Ben Ali Agoumiennedromi, poussèrent le philosophe à démissionner de ses charges (voir absolument le beau film de Youcef Chahine « Le Destin » — a-t-il été jamais projeté en Algérie ?)

« Dans Commentaire de "La République" de Platon, Averroès exprime très nettement son attitude envers les trois souverains almoravides, respectant le premier, mais voyant dans les deux autres l'incarnation type de la dégradation des régimes politiques telle que la décrit Platon (428 - 348 av JC)... Averroès dénonce la résurgence du pouvoir de l'argent, qui ne laisse le plus souvent place qu'à des attitudes encore plus

"abjectes"¹⁰. » Les trois souverains almoravides sous lesquels vécut Ibn Rochd, avant que ne les supplantent les Almohades, sont : Ali Ben Youssef fils de Youssef Ben Tachine, Tachfin Ben Ali et Ibrahim Ben Tachfin. Celui-ci fut tué à Oran par les Almohades en 1147, il ne régna que quelques mois.

Une seule vérité, plusieurs voies

Dès les premières pages du Traité décisif Ibn Rochd décrit : « Notre but dans ce traité est d'examiner si l'étude de la philosophie et des sciences logiques est permise ou défendue par la religion ou prescrite » et il cite deux versets du Coran (s59/v2 et s12/v184). Il y a une obligation coranique pour les savants, les sages, « d'examiner le royaume des cieux et de la terre et toutes les choses que Dieu a créées » (s7/v185 et non s6/v75 comme mentionné par l'auteur)¹¹

Sur l'ensemble du Traité décisif (ou Discours décisif) Ibn Rochd cite 23 versets du Coran. Il déduit qu'il est obligatoire de faire usage du raisonnement rationnel ou rationnel et religieux. « C'est pour nous une obligation de nous appliquer à la spéculation par le syllogisme rationnel (el qiyyas el 'aqli) et par la forme la plus parfaite de celui-ci qui est la démonstration (al-borhan) ». La démonstration dit Ibn Rochd incombe aux philosophes, « gens de la démonstration ». La voie démonstrative dévoile le contenu de la voie révélée qui est caché derrière le « sens obvie » écrit Alain de Libera dans l'introduction au Discours décisif, dont il dit qu'il n'est pas une œuvre philosophique, mais une fetwa, un avis juridique.¹⁰ Ce noble terme a subi par le fait d'un glissement sémantique médiatique un détournement, de sorte qu'aujourd'hui il signifie tout autre chose, une condamnation, une mise à mort, qui n'a plus rien à voir avec son sens initial.

Il y a une seule et même vérité, mais les chemins qui y mènent sont différents. « À la multitude appartient de s'en tenir au sens littéral ; l'interprétation relève du philosophe, qui découvre des vérités dont la connaissance est le culte même qu'il rend à Dieu. On comprend que cette philosophie syncrétiste, admettant qu'une même vérité peut se présenter sous des formes diverses, ait inquiété les théologiens professionnels et pu faire soupçonner son auteur d'hérésie⁶. »

Suite en page 12

Ibn Rochd al-Qortobi

Suite de la page 11

En effet, la vérité révélée dans le Coran peut être atteinte par la voie de la démonstration ou par la voie non-démonstrative. Si la première est réservée aux philosophes, la voie non-démonstrative, la voie de la rhétorique ou dialectique est destinée aux « théologiens (al-mutakallimoun) qui soulèvent des doutes sur le sens apparent du texte sacré sans disposer du moyen de les résorber »¹¹, mais également à la masse (al-joumhour) qui ne dispose pas non plus des outils pour décrypter le Livre, car tous les esprits ne sont pas à même de pouvoir philosopher. Telle était la perception d'Ibn Rochd. Jamais il ne parla de « double-vérité » comme on le lui a souvent reproché, il y a là un contresens. Il n'y a qu'une vérité accessible par des voies différentes. Selon nos capacités cognitives propres, nous avons accès à la sensation, à l'imagination et aux intelligibles. Ces derniers étant le domaine des philosophes. Il y a chez Ibn Rochd une démarche élitiste assumée. « Nous musulmans savons de science certaine que l'examen des étants par la démonstration, n'entraînera nulle contradiction avec les enseignements apportés par le Texte révélé : car la vérité ne peut être contraire à la vérité, mais s'accorde avec elle et témoigne en sa faveur »¹⁰. Toute interprétation sans les armes du savoir et contre lui ne peut qu'engendrer de graves dérives. Nous conviendrons que l'actualité de ce 21^e siècle en regorge. « L'entreprise philosophique c'est d'abord la saisie et la compréhension des intelligibles. La fonction première de l'intellect (la raison) c'est de saisir et comprendre les intelligibles, c'est l'aspect le plus important de la raison » souligne le professeur Souleymane Bachir Diagne¹². Il n'est malheureusement pas possible ici d'aller plus avant sur les interrogations relatives aux différents intellects, à la puissance commune de penser (l'intellect-agent est-il éparé, pas séparé ?) et à celle de leur synergie et l'intellection, ces questions exigeraient plus d'espace et ouvriraient sur d'autres perspectives hautement exigeantes. L'essentiel des positions d'Ibn Rochd à travers Al Kashf'an manâhij al-adilla (Dévoilement des méthodes de démonstration des dogmes de la religion musulmane) et dans Tahafut al-Tahafut (L'Incohérence de l'incohérence) est clair, écrit Alain de Libera : « a) l'obligation de philosopher est prescrite par la Révélation, b) elle est adressée aux « hommes de démonstration », c) la théologie véritable a pour tâche de montrer par ses résultats mêmes que la philosophie est indispensable à la préservation du noyau littéral dur du Texte révélé contre les « innovations blâmables » de la théologie sectaire »⁹.

LA CITÉ VERTUEUSE

Comme le médecin soigne les corps, le philosophe, « le philosophe-roi » (ce dirigeant idéal de Platon) soigne les âmes des citoyens. « Il n'y aura de cesse aux maux de l'espèce humaine, avant que, soit l'espèce de ceux qui philosophent droitement et en vérité n'accède au pouvoir politique, soit ceux qui sont puissants dans les cités, par quelque grâce divine, ne se mettent réellement à philosopher » (Platon, la Lettre VII, 326 b). Le philosophe-roi ou le roi-philosophe doit être doté des quatre types de vertus (al-fada'il) ou arété grec : le premier type englobe les vertus théoriques (al-fada'il nadhariya), le deuxième est celui des vertus intellectuelles (al-fada'il al-fikriya), le troisième est celui des vertus morales (al-fada'il al-kholqiya), le quatrième et dernier type regroupe les vertus pratiques (al-fada'il al-amaliya). Le but du dirigeant vertueux est d'orienter sa gouvernance vers la perfection afin de parvenir à la cité juste, la cité parfaite, la « cité de beauté » où le citoyen peut atteindre sa fin suprême qui est le bonheur¹³. Et l'exemple premier du citoyen ordinaire est donné par les gouvernants. S'ils font fi des vertus attendues d'eux par le peuple, la corruption et l'immoralité s'installent aux différents niveaux de la société, de la cité. « Platon (écrit Al-Farabi) évoque le grand nombre des citoyens des cités et des nations. Il affirme que l'homme parfait, l'homme qui cherche, et l'homme vertueux y sont en grave danger ; on doit trouver un moyen de faire que le grand nombre des citoyens changent de mode de vie et d'opinion pour adopter la vérité et le mode de vie vertueux ou s'en approcher » Al-Farabi « La philosophie de Platon, son ordre, ses parties », cité par Ali Benmakhlouf¹⁴. Dans une cité qui vise la perfection, les citoyens sont égaux. Nous ne sommes plus tout à fait dans le mimétisme de « l'ordre harmonieux du cosmos... » où chacun se doit de demeurer à sa place dans cet ordre (La République de Platon). Ici, avec Ibn Rochd, les hommes et les femmes ont quasiment strictement les mêmes droits et devoirs. « Un

dialogue imaginé en 1189 entre Ibn Rochd et la poétesse Hafsabint al-Hajj, dite Al-Rakuniyya, est l'occasion de rappeler l'engagement précurseur du philosophe en faveur de l'égalité des sexes, mais aussi d'interroger la possibilité de côtoyer, voire de servir, le pouvoir tout en défendant une « éthique du dire-vrai » » note Khalid Lyamlahy. (« Zone critique », 24 octobre 2020). Quant à Urvoy, il écrit : « Sur la question féminine, Ibn Rochd s'avance seul. Il développe sans la moindre restriction, la thèse platonicienne de l'égalité des sexes : « Dans ces États, la capacité des femmes n'est pas reconnue, car elles y sont prises seulement pour la procréation. Elles sont donc placées au service de leur mari et (reléguées) au travail de la procréation, de l'éducation et de l'allaitement. Mais cela annule leurs (autres) activités. Du fait que les femmes, dans ces États, sont des êtres faits pour aucune des vertus humaines, il arrive souvent qu'elles ressemblent aux plantes. Qu'elles soient un fardeau pour les hommes, dans ces États, est une des raisons de la pauvreté de ces (mêmes) États⁴. » À mille lieues de cette position, dans « Kitab at-tibr al-masbuk fi nasihat al-muluk » (Le Miroir du prince et le conseil aux rois), « Al-Ghazali reprend tous les préjugés sur la femme qui est un être foncièrement mauvais, soumis à la passion qui est parfois en deçà de l'humanité¹⁵ ».

LA PERSÉCUTION

Ibn Rochd était réellement seul sur tant de sujets. « Nul philosophe n'aura été plus mal compris ni plus calomnié qu'Averroès... Philosophe impénitent, rationaliste intrépide ou cynique, homme d'une « doublefoi » ou inventeur du « double langage », tous les qualificatifs lui ont été attribués¹⁶. » Ernest Renan fut à la fois élogieux et très critique, très dur envers Ibn Rochd : « Il faut rendre cette justice à la philosophie arabe, qu'elle a su dégager avec hardiesse et pénétration les grands problèmes du péripatétisme et en poursuivre la solution avec vigueur. En cela, elle me semble supérieure à notre philosophie du Moyen-Âge, qui tendait toujours à rapetisser les problèmes et à les prendre par le côté dialectique et subtil⁸. » Sur sa sévérité à l'égard du penseur il rectifierait « j'ai sous-évalué cette figure » (rapporté par Ali Benmakhlouf). « Sans Avicenne (Ibn Sina) d'abord et sans Averroès (Ibn Rochd) ensuite, l'Europe telle qu'elle est n'aurait pas existé, disait naguère un spécialiste d'Ibn Rochd¹⁷.

Stimulés par le sultan Al-Mansour qui a interdit la philosophie et qui voulait que l'on sache qu'il maudissait les égarés, les adversaires d'Ibn Rochd s'organisèrent contre lui.

Sa pensée était dénoncée dans des réunions, une plainte fut déposée contre lui. Un jour alors qu'il se trouvait dans la mosquée de Cordoue avec son fils Abd Allah, il en fut expulsé « par une poignée de la lie du peuple ». « Ibn-Rochd ne fut pas persécuté seul ; on nomme plusieurs personnages considérables, savants, médecins, faquih, kadh, poètes, qui partagèrent sa disgrâce. « La cause du déplaisir d'Al-Mansour, dit Ibn-Abi-Oceibia, était qu'on les avait accusés de donner leurs heures de loisir à la culture de la philosophie et à l'étude des anciens ». La disgrâce des philosophes trouva même des poètes pour la chanter⁸. »

Accusé d'hérésie, Ibn Rochd est banni et exilé dans la petite ville de Lucena au sud de Cordoue. Ses livres seraient brûlés. Près d'un siècle plus tôt, al-Ghazali (Tahafut al-falasifa) condamnait la philosophie « qu'il opposait » au Texte sacré et accusait les philosophes d'impiété alors que lui-même opta pour la démarche philosophique. Abdurrahman Badawi note pourtant : « la légende d'un Ibn Rochd athée est à mettre définitivement dans le magasin des antiquités de fausses accusations. Il croyait fermement en Dieu, en Son Prophète Muhammad, en le caractère miraculeux du Coran, et aucun texte d'Ibn Rochd ne peut être interprété en un sens contraire¹⁸. ».

« La disgrâce d'Ibn-Rochd ne fut pas, au reste, de longue durée : une nouvelle révolution fit rentrer les philosophes en faveur. Al-Mansour leva tous les édits qu'il avait portés contre la philosophie, s'y appliqua de nouveau avec ardeur, et, sur les instances de personnages savants et considérables, rappela auprès de lui Ibn-Rochd et ses compagnons d'infortune.

Abou-Djafar-el-Dhehebi, l'un d'eux, reçut la charge de veiller sur les écrits des médecins et des philosophes de la cour⁸. » Ibn-Rochd mourut en décembre 1198, peu après avoir été gracié. En mars de l'an 1199, trois mois après sa mort, le corps d'Ibn Rochd fut exhumé de sa tombe de Marrakech et transporté jusqu'à Cordoue pour y être enterré.

Voici ce qu'écrit Ibn Arabi, le Cheikh el-akbar, dans son Futuhât : « Lorsque le cercueil qui contenait ses cendres eut été chargé au flanc d'une bête de somme, on plaça ses



œuvres de l'autre côté pour faire contrepoids. J'étais là debout en arrêt : il y avait avec moi le juriste et lettré Abû l-Hosayn Mohammad ibn Jobayr, secrétaire du Sayyid Abû Sa'îd (prince almohade), ainsi que mon compagnon Abû l-Hakam 'Amrû ibn as-Sarrâj, le copiste. Alors Abû l-Hakam se tourna vers nous et nous dit : « Vous n'observez pas ce qui sert de contrepoids au maître Averroès sur sa monture ? D'un côté le maître (imam), de l'autre ses œuvres, les livres composés par lui. » Alors Ibn Jobayr de lui répondre : « Tu dis que je n'observe pas, ô mon enfant ! Mais certainement que si. Que bénie soit ta langue ! » Alors je recueillis en moi (cette phrase d'Abû l-Hakal), pour qu'elle me soit un thème de méditation et de remémoration. Je suis maintenant

le seul survivant de ce petit groupe d'amis – que Dieu les ait en sa miséricorde – et je me dis alors à ce sujet : D'un côté le maître, de l'autre ses œuvres. Ah ! comme je voudrais savoir si ses espoirs ont été exaucés ! » (Cercamon.net/ibn-arabi) Les mots qui suivent sont extraits de la dernière page de Discours décisif qu'il publia l'année de ses 52 ans : « Dieu a par lui ouvert la voie à de nombreux bienfaits, surtout pour cette classe de personnes qui s'est engagée dans la voie de l'examen rationnel et aspire à connaître la vérité¹⁰. » Ibn Rochd a parlé et a écrit de l'intérieur de l'Islam et toujours a revendiqué la démonstration (al-borhan) pour la vérité, contre l'obscurité et l'ignorance. **Ahmed Hanifi**

Notes

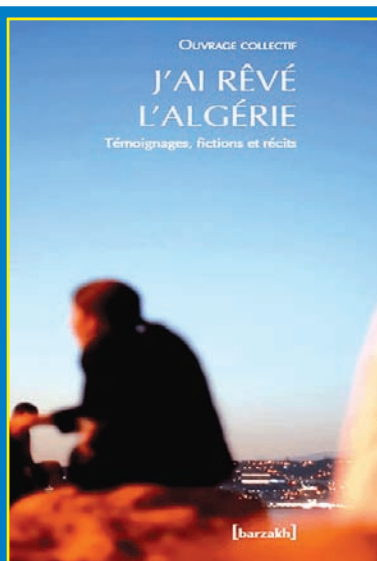
- 1- Ibn Rochd (Averroès), « L'accord de la religion et de la philosophie. Traité décisif. Traduit de l'arabe par Léon Gauthier. Ed. Sindbad, Paris, 1988, 70 p. Page 12.
- 2- La Métaphysique, Aristote. Livre 1^{er} - chapitre 1^{er}. Traduction J.B. Saint-Hilaire. Librairie G. Baillière. 1879.
- 3- La quête d'Averroès. (in L'aleph). Jorge Luis Borges. <https://ahmedhanifi.com/la-quete-daverroes/>
- 4- Averroès, les ambitions d'un intellectuel musulman. Dominique Urooy. Ed. Flammarion/Champs biographie, Paris, 2008_253 p. Pages 18, 150, 152.
- 5- Discours sur l'Histoire universelle – Al Muqaddima, Ibn Khaldûn. Traduction nouvelle, préface et notes de Vincent Monteil. Éditions Sindbad, Paris, 1978, T3, 1440 p. Pages 1047-1048.
- 6- Histoire de l'Afrique du nord. Charles-André Julien. Ed Payot, Paris 1975, T2, 368 p. Pages 121, 122.
- 7- Robinson de Guadix. Jean-Baptiste Brenet. Ed. Verdier, Lagrasse 2021, 115p. Page 97. (Lire le bel article de Faris Lounis « Le philosophe sans maître d'Ibn Tufayl » Le Quotidien d'Oran, 13 mars 2021).
- 8- Averroès et l'averroïsme. Ernest Renan. Ed. Ennoia, Rennes 2003, 377 p. Pages 56, 31, 100, 30.
- 9- Averroès. L'Islam et la raison. Anthologie. Traduction et notes par Marc Geoffroy. Présentation par Alain de Libera. Ed. GF Flammarion. Paris, 2000. 226 p. Page 51.
- 10- Averroès : Discours décisif. Traduction de Marc Geoffroy, introduction de Alain de Libera. Ed GF Flammarion, Paris 1996, 254 p. Pages 119, 11, 115.
- 11- Averroès. Ali Benmakhlouf. Ed. Perrin/Les Belles Lettres- tempus Philo- Paris, 2009_242 p. Pages 36, 142.
- 12- Lire Comment philosopher en Islam ? Souleymane Bachir Diagne. Ed. Philippe Rey / jimsaan, 2013.
- 13- Lire Islam et politique à l'âge classique. Makram Abbès - PUF, Paris, 2009 - 320 p.
- 14- Pourquoi lire les philosophes arabes. Ali Benmakhlouf. Ed. Albin Michel, Paris 2015, 203 p. Page 115.
- 15- Makram Abbès. École normale supérieure de Lyon, 2009.
- 16- La Philosophie médiévale, Alain de Libera. Paris, PUF, 1993. Page 161.
- 17- Jean-Baptiste Brenet lors de la 24^{ème} édition des « Rencontres d'Averroès » (Marseille, 16 novembre 2017)
- 18- Averroès (Ibn Rushd). Abdurrahman Badawi. Ed J. Vrin, Paris 1998, 194 p. Page 143.



NOTRALGERIE !

médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



J'AI RÊVÉ L'ALGÉRIE.
TÉMOIGNAGES, FICTIONS ET RÉCITS. Ouvrage collectif : Ecrits de plusieurs auteurs algériens. Editions Barzakh (et Fondation Friedrich Ebert Algérie), Alger 2020, 190 pages. Diffusion gratuite.

Seize auteurs pour quatorze textes... de la fiction et du rêve...des témoignages et des récits. Fruits d'une rencontre, suite à un projet d'atelier d'écriture (non tenu pour cause de Covid-19) réunissant des individus de divers horizons culturels (journalisme, écriture, psychologie, architecture, management, sociologie, médecine, cinéma, pharmacie...), certains déjà expérimentés, d'autres ayant un rapport amateur à l'écriture... mais tous liés par le rêve d'une

Algérie autre : «De quelle Algérie rêvez-vous, et pourquoi ?» Question toute simple, toute bête et pourtant relevant d'un exercice complexe et difficile faisant appel à des expressions forcément subjectives (et même orientées par la formulation elle-même du sujet !) Car, pour emprunter à H. Djahnine : «Comment rêver le futur sans le présent ? / Comment vivre le présent sans rêver à demain». Un présent déjà assez compliqué et souvent, sinon toujours, critiqué, un futur chargé de nuages (du moins le croit-on fermement) et d'incertitudes... tout cela avec un passé présent toujours perturbateur car encore indéchiffré totalement.

Bref, des voix singulières... mis à part celles de quelques auteurs comme Chawki Amari, Hajar Bali, Djahnine Habiba, Sarah Haïdar et Samir Toumi, déjà rompus à l'écriture... que l'on peut deviner comme «encadrateurs» des ateliers.

On va donc de découverte en découverte. Tout d'abord, côté fiction, c'est le rêve de la transition écologique, technologique et urbanistique qui domine... nous entraînant, avec Samir Toumi, entre autres, à Alger 80 ans après le hirak de février 2019; avec Hajar Bali rêvant d'une gestion totalement numérisée et participative; ou avec Mohamed Larbi Merhoum et la redynamisation du cadre de vie (le quartier du Hamma en 2034 !). D'autres «rêves» parcourent les récits : la végétation en milieu urbain, les transports propres... Il y a la description (extrêmement affreusement réaliste), par Sarah Haïdar, d'un cauchemar qui n'en finit pas... celui des femmes «enfermées», parce qu'elles ont refusé de désobéir au «démon», «force ultime de l'âme abattue, dernier sursaut de rébellion d'un cœur à l'agonie». Un cauchemar qui ne finira jamais... Il y a aussi le poème «Terre inconnue» de Habiba Djahnine qui se demande

«Avons-nous un pays de rêves ? Ou un pays de fantômes ?» Tout un programme !

Côté témoignages et récits, c'est un peu plus cru : avec un Chawki Amari, au style toujours incisif, présentant un monde de la presse où la «machine remplacera le journaliste qui écrit déjà sur une machine»; Khadidja Boussaïd qui «rêve à la recherche scientifique autrement»; Feriel Kessaï qui n'ose plus se permettre de «rêver» car elle sait qu'«ils» lui voleront ses rêves; Wiame Awres qui imagine un nouveau monde où les femmes ne sont plus assassinées et peuvent réaliser leurs rêves en toute liberté.

Les Auteurs : Chawki Amari, Wiame Awres, Salah Badis, Hajar Bali, Atiqah Belhacene, Khadidja Boussaïd, Habiba Djahnine, Bouchra Fridi, Sarah Haïdar, Arab Izar, Feriel Kessaï, Zaki Kessaï, Louisa Mankour, Mohamed Larbi Merhoum, Akçil Tichirfatine, Samir Toumi.

Tables des matières : Avant-propos (de Amina Izarouken (Chargée des programmes. Fondation F. Ebert-Algérie)/ Fictions (7 textes)/ Témoignages et récits (7 textes)/ Notices biographiques

Extraits : «Je rêve de mots barricades / Je rêve de mots pour nous réinventer : de mots qui riment avec la liberté tant chantée / Elle est si seule dans mon rêve, la liberté (Habiba Djahnine, p 53), «L'injection forcée d'un libéralisme débridé, en 1986, avait plongé le pays dans une addiction au fric facile, souvent sale, dont il fallait se désintoxiquer» (Mohamed Larbi Merhoum, pp 74-75), «De fait, le journaliste a mauvaise image et pratiquement plus personne ne pense faire carrière dans la profession, si ce n'est pour avoir un bon salaire, ce qui n'est même plus toujours le cas, et dîner aux côtés des plus grands, même si c'est en dehors et d'un mauvais sandwich» (Chawki Amari, p 102).

Avis Une très bonne initiative, assez louable venant d'un «mécène»... bien que je ne sois pas d'accord avec la «distribution gratuite» (comme cela se pratique durant des campagnes publicitaires, promotionnelles et de propagande... et c'est ce qu'on faisait dans les années 60 et 70). La production littéraire - quel que soit son niveau - ne saurait être «dévalorisée». Il aurait fallu se contenter d'un prix symbolique, mais d'un prix quand même.

Citations : «Le temps est un oued au débit ininterrompu de données qui vont dans le même sens, un oued... quand il y a de l'eau dedans» (Chawki Amari, p 106), «Aujourd'hui, tout le monde sait lire mais préfère les images, infantilisation ultime par un passage éclair des hiéroglyphes à YouTube» (Chawki Amari, p 107), «Les lendemains -le futur en général- ne sont pas inscrits à l'ordre du jour dans l'agenda des Algériens, alors que pour d'autres peuples, l'avenir est une mine d'or, qui justifie qu'ils s'affrontent pour se la partager» (Chawki Amari, p 111), «Nos affrontements perpétuels à propos du passé nous font véritablement oublier tant le présent que le futur» (Salah Badis, p 118), «Être heureux ne veut pas dire avoir la vie facile, mais se sentir capable de rompre les entraves» (Bouchra Fridi, p 181), «Je prends le parti d'écrire «je» et d'écrire avec le «je». A l'automne de ma vie, je réalise que le «nous» m'a étouffée. Que le «nous» est étouffant. Non que je sois nombriliste, pas du tout, mais juste parce que j'existe» (Arab Izar, p 142), «Si on se comprend, on échange, si on échange, on apprend, si on apprend, on avance» (Akçil Tichirfatine p179).



LE BONHEUR D'ÊTRE ALGÉRIEN.
Essai de Fadela M'Rabet. Enag Editions, Alger 2019, 103 pages, 530 dinars (Pour rappel. Déjà publiée. Extraits)

Quelle mémoire que celle de Fadela M'Rabet ! En peu de pages et en dix-huit textes assez courts, elle vous conte et raconte presque toute sa vie.

Elle nous transporte du Sila à Skikda, de Skikda à Vienne, de Vienne à Ostende, d'Ostende et sa mer à Strasbourg, de Strasbourg à Montréal, Stockholm, Istanbul, Paris... et de Paris à Skikda, une ville qui ne quitte plus sa pensée.

Elle nous raconte sa rencontre (et son amitié) avec Taos Amrouche, «la plus grande cantatrice de tous les temps, dépositaire du chœur antique de l'Algérie, chœur berbère...»...

Elle nous raconte Ben Badis et les oulémas d'antan, ceux modernistes et des Lumières. Elle nous raconte Djedda, sa grand-mère, dépositaire de l'identité algérienne si précieuse... et la grande maison -aux 14 enfants réunis- de Skikda «dont toutes les portes restaient ouvertes».

Elle raconte sa douleur palestinienne et la peur arabe (les dirigeants) de la démocratie. Elle raconte sa vision de la religion et la place de celle-ci dans les combats d'aujourd'hui.

Elle raconte la responsabilité des intel-

lectuels maghrébins dans le jugement que portent les Français sur l'islam. Grande supportrice de la fameuse Jsm (Jeunesse sportive musulmane de Philippeville (Skikda), ancêtre de la Jsm), elle raconte le foot, Zidane et Ronaldo. Elle raconte, aussi, la féminité et le féminisme.

Et, toujours, Skikda, Skikda... Nostalgie. De soliloque en soliloque, de moments bannis en drames inoubliés...

L'Auteure : Née Abada à Skikda. Docteur en biologie... interdite (au milieu des années 60) d'enseignement (lycée Frantz Fanon) et d'animation à la radio chaîne 3 (à la suite de la publication de ses deux ouvrages, «La femme algérienne», en 1965 et «Les Algériennes» en 1967... et de ses émissions avant-gardistes). Exilée (ainsi que son époux, Tarik Maschino) en France, elle a été maître de conférences et praticienne des hôpitaux parisiens. Auteure de plusieurs ouvrages.

Extraits : «L'Algérie est l'âme de mon esprit... la langue française est l'esprit de mon âme... Je pense et l'écris en Français, mais je pleure en kabyle» (Jean Amrouche, cité p12), «La chance de l'Algérie vient d'abord de sa situation géographique. Son socle est

l'Afrique... une femme africaine» (p 17), «Pourquoi l'«élite» est-elle devenue si conservatrice ? Parce qu'elle se sent menacée ? Celle qui résiste a été éliminée. Ne reste que celle, dominante, qui préfère ses intérêts à la vérité» (p 31)

Avis De la belle écriture, prose et poésie mêlées... Et, toujours, droit au but !

Citations : «Être Algérien devrait suffire à notre bonheur» (p 19), «Le combat d'aujourd'hui est celui de tous les temps. Il n'est pas d'ordre religieux. La religion n'a jamais été le vrai mobile d'une guerre. D'aucune guerre, nulle part. En terre chrétienne comme en terre musulmane. Il est d'ordre économique entre ou contre les puissances mafieuses, celles des marchands d'armes et de drogue. Pour l'or, pour le diamant...» (p 33), «Une jambe nue, c'est comme un escalier qu'on emprunte par le regard pour découvrir d'autres lieux. Quand ce n'est que chairs qui s'étalent, elles n'invitent pas au mystère du voyage, elles évoquent le porno» (p 67), «Pour Socrate, l'homme et un bipède sans plumes». Il le serait resté sans le talent des couturiers» (p 85).

Quand Riyad veut devenir le nouveau Dubaï du Golfe

L'Arabie saoudite a annoncé qu'elle cesserait de conclure des contrats avec des entreprises étrangères dont le siège n'est pas installé dans le royaume à partir du 1er janvier 2024.

L'Orient LE JOUR

Situées en plein cœur du quartier d'al-Aqiq, au nord de Riyad, les imposantes silhouettes géométriques des gratte-ciel du quartier financier du roi Abdallah se dessinent. Dévoilé en 2006, ce gigantesque projet – qui s'étend sur une superficie de 1,6 million de mètres carrés – se veut à la hauteur des ambitions du royaume : rivaliser avec Dubaï et faire de sa capitale l'incontournable plaque tournante pour les investisseurs et les multinationales dans la région. Si les allées du district sont devenues un lieu de promenade pour les Saoudiens dix ans après le lancement des travaux – qui ne sont pas encore achevés – les tours de verre qui les bordent sont quant à elles toujours majoritairement vides. Une image qui tranche avec celle du Centre financier international de Dubaï, créé en 2004 et à l'atmosphère vibrante, alors que l'émirat représente l'un des centres commerciaux majeurs à l'échelle mondiale.

Bien que les Émirats arabes unis soient un allié politique, ils constituent aussi un compétiteur de taille sur le plan économique et commercial pour l'Arabie saoudite, qui peaufine sa stratégie pour attirer le plus grand nombre d'investisseurs sous la bannière du projet de diversification économique et de réformes sociales baptisé Vision 2030 et que le prince héritier saoudien Mohammad ben Salmane porte en étendard depuis 2016. Riyad est toutefois passé à la vitesse supérieure lundi, annonçant son intention de cesser de conclure des contrats avec des entreprises et des institutions commerciales dont le siège régional n'est pas établi dans le royaume, à partir du 1er janvier 2024. Cet-

te mesure ne devrait pas cependant affecter la capacité des investisseurs à entrer sur le marché saoudien ou à poursuivre leurs activités avec le secteur privé, a précisé l'agence saoudienne SPA, citant une source officielle. «La décision (...) se reflétera positivement à travers la création de milliers d'emplois pour les sujets du royaume, de transfert d'expertise et de localisation des connaissances», s'est félicité lundi sur son compte Twitter le ministre saoudien de l'Investissement, Khaled al-Falih.

ULTIMATUM AUX MULTINATIONALES

Si l'annonce n'a pas provoqué la stupeur dans le milieu des affaires, confirmant les rumeurs de ces derniers mois, elle sonne cependant comme un ultimatum pour les multinationales dans la région. «Le langage de l'annonce était probablement plus strict que ce à quoi les gens s'attendaient», souligne Karen Young, de l'American Enterprise Institute (AEI), interrogée par L'Orient-Le Jour. «Plutôt que d'essayer de créer des incitations à se conformer à cette mesure, le langage est davantage punitif à l'égard des entreprises qui ne s'y plient pas», fait-elle remarquer. «C'est juste un gros coup de communication et probablement un caprice de MBS», lâche un homme d'affaires qui a ses entrées dans le Golfe. En fixant la date au 1er janvier 2024, les autorités saoudiennes laissent un certain laps de temps pour trouver des arrangements avec les entreprises concernées, voire alléger les termes de cette nouvelle mesure qui devrait s'avérer difficile à mettre en place.

Cette décision intervient à un moment où l'Arabie saoudite, la plus grande économie arabe, fait face à des défis économiques dans le sillage de la pandémie de Covid-19 et de la chute des prix du

pétrole au printemps 2020. Alors que le taux de chômage atteint près de 15 %, les entreprises étrangères qui travaillent dans le royaume sont soumises à des quotas d'employés nationaux en leur sein. «Des grandes boîtes ont été contactées à l'automne dernier par un groupe de travail du ministère saoudien de l'Investissement pour proposer un large bouquet d'avantages si elles installent leurs sièges régionaux à Riyad tels que 50 ans d'allégements fiscaux, des dispenses de visas sur dix ans ou encore des aides pour embaucher des Saoudiens, confie un consultant basé dans la région. C'est une manière de s'aligner sur Dubaï mais, a priori, l'offre n'a pas eu l'effet escompté par les autorités».

Si les flux d'investissements étrangers directs dans le royaume ont connu une légère progression entre 2018 et 2020, la tendance a été largement à la baisse au cours des quelques dix dernières années. Des conditions que Mohammad ben Salmane, arrivé au pouvoir en 2017, cherche à renverser en mettant en avant le potentiel économique du royaume à travers Vision 2030 et en y investissant massivement, à l'instar de la construction de la mégapole futuriste Neom, estimée à 500 milliards de dollars, ou encore de la ville zéro carbone baptisée The Line, dans le nord-ouest du pays. Cette stratégie passe en parallèle par une politique de réformes sociales et d'ouverture, comme l'autorisation de conduire et de l'assouplissement du code vestimentaire pour les femmes ou encore de la promulgation de visas de tourisme l'année dernière. Une manière aussi pour le dauphin saoudien de redorer son blason pour attirer les investisseurs étrangers, qui avaient pris leurs distances



avec le royaume dans le sillage des rebondissements régionaux et du tollé international provoqué par l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi dans le consulat de son pays à Istanbul en 2018.

ENVIRONNEMENT PLUS COMPÉTITIF

Selon un rapport publié par le site d'informations saoudien al-Arabiya au début du mois, la Commission royale pour la ville de Riyad (CRRC) s'est notamment fixé pour objectif d'encourager jusqu'à 500 entreprises étrangères à établir un siège régional dans la capitale saoudienne au cours des 10 prochaines années, dans le but de stimuler l'économie nationale et de créer 35 000 nouveaux emplois pour les ressortissants saoudiens.

Mais la compétition régionale est rude. Si de nombreux étrangers travaillent avec les autorités saoudiennes, une large partie d'entre eux fait la navette entre le royaume et Dubaï, plusieurs fois par semaine. Considéré comme plus attractif au niveau des possibilités d'investissement et plus ouvert sur le mode de vie pour les expatriés, l'émirat a mis en place de nouvelles mesures pour stimuler l'économie, comme l'ouverture au début du mois de l'accès à la nationalité émiratie à certaines catégories d'étrangers. «Dubaï a toujours 10 à 15 ans d'avance sur ses voisins», constate le consultant précité.

Des conditions qui pourraient pousser les multinationales à établir leur siège régional à Riyad sans pour autant y déplacer l'ensemble de leurs activités et employés, augmentant ainsi le prix à payer pour faire des affaires avec le royaume. «C'est un environnement plus compétitif et une menace plus directe à certains égards : plutôt que de créer une communauté économique au sein du Conseil de coopération du Golfe, l'Arabie saoudite considère ses voisins comme des rivaux, cela est beaucoup plus nationaliste», estime Karen Young.

À la fin du mois de janvier, le dauphin saoudien a notamment annoncé lors de la Future Investment Initiative, surnommée le «Davos du désert», que 24 entreprises internationales ont l'intention de déplacer leur siège à Riyad. «Les responsables saoudiens veulent empêcher les fuites économiques et souhaitent que ces investissements portent leurs fruits au niveau local et national : il s'agit en partie de s'assurer que les entreprises étrangères qui bénéficient énormément de la transformation économique en cours en Arabie saoudite y contribuent et y réinvestissent également», observe Robert Mogielnicki, chercheur à l'Arab Gulf States Institute à Washington. «Le message est clair : l'Arabie ne veut pas être reléguée au second plan mais être perçue comme étant au cœur de l'action», indique-t-il.

Prolifération des centres commerciaux et manque d'espaces verts : Ces «malls» qui font mal... à la nature

La Presse.tn

La prolifération des centres commerciaux ne se décrit plus tant elle saute aux yeux, cette dernière décennie. Celle qui était censée consacrer de nouveaux acquis économiques et sociaux, nés des espoirs nourris par la révolution du 14 janvier 2011, a profondément déçu, laissant des miettes au citoyen tunisien appauvri économiquement et fragilisé socialement. Malgré cela, ces endroits destinés au shopping et aux fast-foods poussent comme des champignons, ces dernières années, partout en Tunisie du nord au sud, au détriment des espaces verts ou de détente et loisirs en prime. L'intention n'est pas de blâmer les bâtisseurs de tels projets d'envergure à fort potentiel et qui nécessitent une manne financière et des investissements importants, mais plutôt de lancer un appel citoyen afin que l'Etat, à travers ses municipalités, impose dorénavant des conditions d'ordre écologique et environnementale soucieuses et respectueuses de la nature dans le cahier des charges de l'entrepreneur. Les «malls» et les hyper-centres de commerce ouvrent à tour de bras et dans de nombreux quartiers de la capitale et gouvernorats stratégiques. Il y a deux ans à Ben Arous, mais aussi du côté d'El Manar mais aussi à Sousse, il y a cinq ans au Lac 2 ou à Djerba ou encore Gabès, on ne compte plus ces espaces géants qui font de l'ombre aux projets verts qui se comptent sur le bout des doigts, voire tout bonnement inexistant. Certes, ils sont créateurs d'emplois, dynamisent la consommation mais il n'y a pas une création de richesses sur le plan macro-économique ou de productivité.

... et à l'homme envahi et conquis par tous ces espaces qui gâchent son plaisir de badaud et d'amoureux de la verdure, car il faut y ajouter l'effritement du pouvoir d'achat et la baisse de la demande au moment même où, paradoxalement, l'offre est devenue imposante. On marche sur la tête !



UN SYSTÈME BASÉ SUR LA CONSOMMATION

Il faut dire que les espaces privés gérés par des investisseurs, qui n'ont pour seule envie que de générer des gains et de nouveaux capitaux, ne songent pas à l'aménagement d'espaces verts pour la randonnée et la marche en ville. Hormis les parcours de santé aménagés, il y a des lustres, dont l'exemple n'est autre que le complexe sportif d'El Menzah qui date de 1967, ou celui de Radès en 2001, il n'y a rien de nouveau ni de réjouissant. Et dire qu'il y a quelque temps, l'urbanisme ravageur a failli faire des dégâts avec la tentative de transformer le stade Che-

dly Zouiten et ses alentours en un méga complexe résidentiel. On grignote sur les quelques espaces verts qui subsistent pour implanter des projets pharaoniques à caractère immobilier, commercial sans aller au-delà vers des projets publics et sociaux en Tunisie.

Une politique d'urbanisme et d'agencement du territoire désastreuse, à la limite du condamnable. Dernier exploit en date, ces deux «malls» du groupe Chaâbane qui vont ouvrir très prochainement à Ennasr (Ariana) et à Sfax respectivement en fin d'année 2021 et 2022. Après avoir réussi la prouesse d'implanter deux centres commerciaux juxtaposés au Lac 2, le voilà qui

remet le couvert dans deux zones névralgiques et de population dense. Doit-on croiser les doigts et espérer simplement que ces espaces commerciaux cohabitent avec un espace vert aménagé pour le plaisir des badauds et le bonheur des riverains ?

ENTRE DÉCEPTION ET COLÈRE DES HABITANTS

A voir les images postées il y a deux jours sur les réseaux sociaux, on voit une dominante à base de béton et d'acier, ce que les gens ne supportent plus. Les réactions parfois virulentes ne se sont pas fait attendre : «Un peu de verdure n'aurait pas été de trop. Cette bâtisse est un mastodonte de béton, d'acier et le comble du mauvais goût». «Prière de penser à une aire de jeu pour enfants en plein air, un espace de sport du type Skate Park, une aire pour l'escalade ou même un terrain de basket. Prière de prévoir une bibliothèque gratuite, un espace de débat pour le quartier. Prière de prévoir un espace non couvert et vert pour contrebalancer avec tout cet aspect métallique et fermé sur l'extérieur de la façade» ; «Vous plantez un mall en pleine zone résidentielle avec un embouteillage déjà présent tout au long de la journée. Avez-vous prévu un métro pour y accéder ? Avez-vous prévu les routes nécessaires afin d'éviter le désastre ? Ce projet ne fait que confirmer encore plus l'échec du plan d'urbanisme des quartiers en Tunisie», peut-on lire comme commentaires sur les réseaux sociaux. Toutefois, le début des travaux d'un hôpital il y a un mois à Thala du même groupe d'entrepreneurs nourrit des espoirs que les seuls centres à caractère commercial ou lucratif ne soient pas nécessairement privilégiés. Pour que le poumon vert de la ville respire de nouveau. Il n'est jamais trop tard !

L'aura perdue de la langue arabe

Parlé par près de 422 millions de personnes, 6e langue officielle de l'Onu, l'arabe a cependant perdu de son lustre. Une journée mondiale lui est pourtant consacrée : le 18 décembre. L'occasion de revenir sur l'âge d'or de cette langue et de s'interroger sur les raisons de son déclin.



« La terre parle arabe », dit une vieille chanson égyptienne. Un adage qui pourrait être remis en question, notamment avec la vive concurrence des langues étrangères. Partout dans le monde, des peuples réclament le respect et la conservation de leur langue maternelle pour défendre leur identité menacée. Mais que pourrions-nous dire de notre langue maternelle, l'arabe ? En fait, notre langue nationale n'est pas associée aux valeurs de respect et de fierté. Quand nous cherchons la meilleure école pour nos enfants, pourquoi choisissons-nous celle qui a un bon niveau en langues étrangères ? Violée partout dans la publicité, sur les façades des boutiques, dans les rues, à l'école et à l'université, la langue arabe est-elle en train de mourir ? Prospectus, publicités, affiches, panneaux, l'arabe y est rarement présent, même les factures et les reçus de nos achats quotidiens les plus banals sont rédigés en anglais. Aujourd'hui, il est devenu rare de trouver des personnes qui parlent uniquement l'arabe sans faire rentrer des mots étrangers. Certains sont même fiers de ne pas parler leur langue maternelle. Et certains parents ont désormais tendance à parler français ou anglais avec leurs enfants, à tel point parfois de les réprimander s'ils s'expriment en arabe. Croyant que les langues étrangères sont la garantie de la réussite professionnelle de leur progéniture, ces parents oublient le fait que l'arabe est un atout non négligeable dans le monde du travail, en Orient comme en Occident. Pour d'autres, le français et l'anglais sont synonymes de statut social élevé.

LA SUPRÉMATIE DE L'ANGLAIS

Le problème concerne tant l'arabe dialectal que l'arabe classique. Celui-ci n'est presque jamais utilisé en tant que langue de communication et d'usage quotidien, mais limité et entendu seulement aux discours officiels, dans les journaux et dans certains programmes télévisés. « Je préfère parler l'anglais. J'ai fait toute ma scolarité dans cette langue et aujourd'hui, on me demande de maîtriser l'arabe ! », lance Ihab Mostafa, un jeune interne en médecine qui se plaint d'avoir une nouvelle fois échoué à son examen final d'arabe. Selon lui, l'anglais est devenu la langue usuelle dans le monde entier, à l'encontre de l'arabe, une langue archaïque et démodée. Cela dit, la méconnaissance de l'arabe est pour lui un handicap, et il en voit les conséquences tous les jours. « A l'hôpital, il m'est arrivé plusieurs fois de commettre des fautes dans des rapports ou des ordonnances. Heureusement, les infirmières me relisent toujours, elles me connaissent bien maintenant et vérifient ce que j'écris, en se moquant gentiment de moi », poursuit-il. Idem pour Rimham, une étudiante diplômée d'une école internationale et qui voit que l'apprentissage de l'arabe classique est utile uniquement pour ceux qui se spécialisent dans la langue et la culture arabes ou ceux qui s'intéressent au domaine de l'enseignement, du journalisme, des métiers de la justice ou de la prédication et de la religion. « La société a changé, et il faut désormais maîtriser l'anglais, c'est plus utile, surtout dans la vie professionnelle », estime-t-elle.

Résultat : on se trouve parfois face à des polyglottes qui ne maîtrisent aucune des langues qu'ils parlent. A l'exemple de



la famille de Rami, un comptable marié à une Arménienne libanaise et ayant deux enfants âgés de 5 et de 6 ans. Les parents parlent médiocrement le français, la nou-nou, un anglais approximatif. Et les enfants arrivent à l'école avec une langue hybride, ni anglais, ni français, ni arabe.

Pourtant, la langue arabe, née il y a près de 2000 ans au Moyen-Orient, est l'une des langues les plus parlées du monde : près de 422 millions de personnes s'en servent tous les jours. C'est la langue officielle de 26 pays. Cette langue sémitique millénaire, qui a connu une grande expansion au fil des siècles, s'est imposée avec la révélation coranique qui lui a conféré son statut de langue sacrée. Son caractère unique et sa beauté ont forgé l'admiration des musulmans au-delà des disparités ethniques et géographiques. Dans la diversité de ses formes, classique ou dialectales, de l'oralité à la calligraphie poétique, la langue arabe a donné naissance à une esthétique fascinante, dans des domaines aussi variés que l'architecture, la poésie, la philosophie, la chanson, etc. Elle a aussi donné accès à une incroyable variété d'identités et de croyances, et son histoire raconte la richesse de ses liens avec d'autres langues. Et ce n'est pas tout. Ayant joué un rôle de catalyseur des savoirs, favorisant la transmission des sciences et des philosophies grecque et romaine à l'Europe de la Renaissance, l'arabe a assuré le dialogue des cultures le long des routes de la soie, des côtes de l'Inde à la Corne de l'Afrique. Mais son histoire s'est heurtée à divers événements : conquêtes arabes, essor scientifique, colonisation occidentale, tentative de réforme grammaticale ou adaptation au monde moderne. Elle a même une journée mondiale : le 18 décembre ! Car le 18 décembre 1973, l'arabe est devenu la 6e langue officielle de l'Onu, après l'anglais, le chinois, le français, l'espagnol et le russe.

Malmenée par les uns, négligée par les autres, cette langue, qui a fait jadis la gloire de la science et de la littérature, a aujourd'hui perdu de sa superbe. Elle se trouve réduite à un usage détrôné par l'anglais, le français ou l'allemand. La question de la compatibilité de la langue arabe avec le langage de la médecine, la science, la recherche, bref du savoir, est de plus en plus posée. Mais qu'est-ce qui a fait que la langue arabe, qui a contribué naguère à l'essor de l'humanité, soit confinée dans une aussi piètre posture ?

De nombreuses raisons l'expliquent. Pour certains experts, les écoles privées, notamment les méthodes d'enseignement de l'arabe et le bas niveau des enseignants d'arabe, doivent être tenus pour responsables de cette crise. « Les méthodes d'apprentissage et d'examen sont dépassées et rétrogrades, et semblent favoriser la mémorisation au détriment du raisonnement, rendant la relation des élèves à la langue fastidieuse et rebutante. Sans oublier le flot de règles grammaticales qui décourage l'élève et lui donne une perception faussée de sa langue », explique Hicham Abdel-Rahman, professeur de pédagogie à l'Université de Ain-Chams, qui déplore la régression persistante du niveau

des étudiants en arabe littéral et dénonce également les usages des médias dont les présentateurs parlent une langue relâchée (rakika). Il ajoute qu'il est assez édifiant de voir l'attachement des étudiants étrangers à leur langue maternelle, contrairement à nos jeunes Egyptiens qui rechignent la maîtrise parfaite de l'arabe.

UN «FRANCO-ARABE» QUI TUE LES LANGUES

A la question de savoir si les élèves aiment les cours d'arabe, Nadine Sabri, 17 ans, élève en terminale dans une école privée, a la même réaction : un rire suivi d'un simple « Non ». Pour elle, le cours d'arabe se résume en quatre mots : « Tu retiens, tu recraches ».

Dr Mohamed Hamdi, enseignant à la faculté de Dar Al-Oloum, pense que lorsqu'on évoque le déclin de l'arabe classique, on se réfère plutôt à son déclin au niveau de l'alphabétisation face à l'usage croissant des dialectes ou des langues étrangères, et ce, à cause du difficile accès aux supports de qualité, permettant de garder l'arabe classique en vie. « Alors que les taux d'alphabétisation dans les pays arabes évoluent positivement, ces données ne permettent pas d'affirmer que les personnes arrivent à améliorer leur niveau en arabe classique », souligne-t-il, tout en ajoutant que la jeunesse d'aujourd'hui préfère utiliser l'anglais et a de plus en plus de mal à parler et à écrire l'arabe de manière correcte.

Sans oublier le numérique. Là, ce n'est pas que l'arabe qui souffre, mais toutes les langues. Les jeunes écrivent des SMS avec un franco-arabe, un mélange d'anglais, d'arabe et de chiffres. « Lorsque j'ai reçu un SMS de mon ami qui me disait : roo7 nam bala sa2aleh, je pensais qu'il avait oublié comment écrire au clavier et que les chiffres étaient juste des fautes de frappe. Un vrai charabia. Il s'est moqué de moi et a répondu : je dois t'apprendre à écrire en 3arabi (arabe) numérique », raconte Dr Hamdi.

Une autre question majeure est celle de la lecture, de moins en moins prise en compte par la jeunesse arabe. Selon Mohamad Ragab, propriétaire d'une maison d'édition, les jeunes ne lisent pas en arabe, et bien que la littérature pour enfants ait beaucoup évolué, elle n'arrive pas encore à rentrer en compétition avec les livres en langues étrangères. Il explique par ailleurs que le monde arabe ne publie plus que 15000 à 18000 livres par an, autant que les éditions américaines Penguin et Random House (deux maisons d'édition les plus importantes au niveau des Etats-Unis et de l'Angleterre) produisent à elles seules. « En matière de chiffres également, la Grèce traduit 5 fois plus de livres en grec que les pays arabes. Il fut un temps où l'Egypte était le plus grand producteur de livres en arabe dans la région, publiant entre 7000 et 9000 par an. Jusqu'aux années 2000, la production était encore en hausse, mais elle a brusquement chuté de 70% après la Révolution de 2011. En 2016, elle montrait des signes de reprise, mais sans réussir à décoller réellement », affirme Mohamad Ragab, qui conseille d'encourager la

publication de livres plus accessibles qui puissent instiller le goût de la lecture aux jeunes. « La langue a besoin d'être associée à la modernité, à la créativité et à la culture, afin de redorer le blason de l'identité arabe », ajoute-t-il.

SE RÉCONCILIER AVEC L'ARABE

Cependant, Dr Salah Fadl, membre au Centre de la langue arabe, constate que le fait d'oublier la langue mère du pays contribue à anéantir le génie d'une culture. « Le déclin de l'arabe est lié à une crise identitaire, une dépréciation de la culture du pays. Certains pensent que ce qui vient de l'étranger est forcément mieux. On a une mauvaise estime de notre propre héritage. Mais la déliquescence du dialecte procède aussi d'une méconnaissance, car on oublie souvent la richesse de la langue arabe, son élégance. On pense, à tort, qu'une langue est un outil seulement technique. Or, la langue est porteuse d'une culture, notamment religieuse », affirme-t-il, tout en rappelant le rôle important joué autrefois par le kottab, la base de l'apprentissage du Coran et de la lecture pour les enfants dans le monde rural.

Le constat est-il alarmiste ? Oui, répond Amna Nosseir, enseignante de religion et de philosophie et ancienne doyenne de la faculté des études islamiques de l'Université d'Al-Azhar, et qui voit que notre belle langue est devenue étrangère dans sa patrie. « En tant que culture, nous avons tendance à penser que les autres valent mieux que nous. Ce n'est pas juste une question de technologie et de mondialisation, car le problème vient aussi de l'image des Arabes véhiculée par les médias, en particulier après le 11 Septembre. Aux nouvelles, les images de terroristes sont associées à la langue arabe, langue de l'islam », se désole-t-elle. Quant au psychiatre Yéhia Al-Rakhawi, il estime que les Arabes ont besoin de se réconcilier avec l'arabe. « Réconciliation ne signifie pas enfermement, mais attachement, valorisation et promotion d'une langue dont la richesse et la beauté sont intarissables ».

Protéger donc la langue arabe est aussi le leitmotiv du ministère de l'Immigration et des Affaires des Egyptiens à l'étranger, qui vient de lancer l'initiative « Parlez égyptien » ou « Parlez en arabe ». Une initiative nationale qui défie la guerre d'identité et vise à relier les fils d'Egypte à la patrie. « L'apprentissage de la langue arabe et de notre dialecte égyptien constituait un pont important pour communiquer avec les jeunes générations à l'étranger, les informer des défis que relève la patrie et renforcer la loyauté et l'appartenance non seulement pour les enfants, mais aussi pour les familles, afin de les aider à développer la langue arabe et à renforcer l'identité nationale », a expliqué la ministre de l'Immigration et des Affaires des Egyptiens à l'étranger, Nabila Makram, dans une allocution officielle. Et de conclure : « La langue étrangère est un ajout à la personnalité, mais vous ne devez pas perdre votre langue et votre identité, et vous devez vivre en Egypte avec toutes nos coutumes et traditions », a-t-elle précisé aux enfants des Egyptiens à l'étranger.

Les recalés du concours de résidanat 2021 obtiennent gain de cause

Une deuxième délibération, des questions annulées et de nouveaux lauréats

Sofiane M.

La faculté de médecine d'Oran a publié mardi après-midi les nouveaux résultats du concours de résidanat de médecine de la session mars 2021 suite au traitement des recours de centaines de candidats recalés qui avaient dénoncé les premiers résultats tout en exigeant une «nouvelle correction des copies et la publication d'une grille de réponse détaillée sous la supervision d'une commission ministérielle». Dans un communiqué urgent, le décanat de cette faculté annonce que «suite au traitement des recours, le jury a procédé à une nouvelle délibération après l'annulation des questions prêtant à confusion». La répartition des postes sur les spécialités pour les nouveaux lauréats est prévue dans les tout prochains jours. Le concours de résidanat 2021 de la faculté de médecine d'Oran a été entaché

cette année par plusieurs irrégularités, ce qui a provoqué un mouvement de contestation de centaines de candidats recalés. Les contestataires en colère avaient observé un blocus devant la rentrée principale de la faculté de médecine à Haï Sabah à Oran Est pour dénoncer les résultats du concours et pour exiger une commission ministérielle. Les contestataires, dont nombreux étaient encadrés par des organisations estudiantines, ont dénoncé, selon leurs propos, l'«opacité qui a entouré la correction des copies du concours de résidanat 2021».

Ils ont également affirmé que «la grille de réponse publiée après le concours comportait de nombreuses erreurs». «Nous demandons seulement plus de transparence dans ce concours. Le corrigé type et les coefficients des épreuves doivent être communiqués à tous les candidats», affirme ce jeune étudiant. Des délégués des concer-

nés ont réclamé l'organisation d'une deuxième session du concours de résidanat 2021 sous la supervision d'une commission ministérielle et la révision à la hausse du nombre des postes et en particulier en médecine. L'arrêté interministériel 03 du 21 mars 2021 portant l'ouverture de postes de résidanat session mars 2021 a accordé à la faculté de médecine d'Oran 386 postes en médecine, 23 en pharmacie et 18 en médecine dentaire. Le nombre des candidats a dépassé les 1.600 pour cette session du résidanat 2021. Des délégués des candidats réclament le droit de regard des copies au profit de tous les candidats recalés. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a réagi promptement à ce mouvement de contestation en annonçant le gel des premiers résultats du concours et l'envoi d'une commission ministérielle pour enquêter à la faculté de médecine d'Oran.

Secteur urbain Bouamama Des tentatives de constructions illicites avortées

D. B.

Plusieurs tentatives de constructions illicites ont été avortées par les services du secteur urbain de Bouamama au courant de cette année, grâce à la vigilance des responsables du secteur.

Une grande partie de ces tentatives a été enregistrée au niveau de la ferme Khemisti. Un site très convoité pour les constructions illicites. A ce titre, les services du secteur urbain de Bouamama ont procédé à la démolition de deux constructions illicites récemment construites ainsi que huit fondations d'habitations en cours de construction, au niveau de la ferme Khemisti 9. Selon les services du secteur urbain, l'une des constructions était érigée sur une surface de plus de 400 m².

Cette opération intervient moins d'un mois après une première

opération de démolition qui avait ciblé la ferme Khemisti. En effet, une vingtaine de constructions illicites ont été démolies au niveau de cette ferme. L'opération fait suite à la décision prise par le directeur du secteur après un constat sur site notamment à Haï Khemisti 7, 6 et 9. Une importante assiette foncière a été récupérée à l'issue de cette opération, menée conjointement avec les services de sécurité.

Cette action, rappelons-le, s'inscrit dans le cadre des mesures prises par le secteur urbain pour mettre un terme à la prolifération des constructions illicites. Dans ce même secteur urbain, 26 constructions illicites, à la ferme agricole Khemisti 9, avaient été démolies, il y a quelques mois par les services de la wilaya.

L'opération de démolition, qui s'inscrit dans le cadre d'une large campagne d'éradication des cons-

tructions illicites, a été lancée par les services de la wilaya d'Oran. Une opération qui a permis aux services de sécurité, avec l'aide des citoyens, à mettre hors état de nuire un réseau spécialisé dans l'escroquerie et la vente de terrains dont les membres ont été présentés devant la Justice.

Situé à l'ouest de la ville d'Oran, Haï Bouamama a subi, depuis quelques décennies, une urbanisation incontrôlée. Des extensions récentes se sont faites sans permis de construire.

L'opération a été lancée pour mettre un terme au phénomène de détournement des terres agricoles. Le wali d'Oran avait insisté, à plusieurs reprises, à plus de rigueur dans l'application des lois contre toute forme d'agression sur les terres agricoles et autres. Dans ce cadre, plusieurs opérations de démolition de constructions illicites ont été organisées.

Préparatifs de la prochaine rentrée scolaire Les directeurs de l'éducation de l'Ouest en conclave

J. Boukraa

Le lycée Lotfi d'Oran abrite depuis hier les travaux de la conférence régionale ouest dédiée à la préparation de la rentrée scolaire 2021-2022. Un conclave auquel ont pris part les directeurs et les chefs de service des directions de l'éducation de seize wilayas de l'ouest du pays, ainsi que plusieurs directeurs et sous-directeurs du ministère de l'Éducation.

Dans son allocution d'ouverture, le directeur des infrastructures et des équipements a indiqué que le but de ce regroupement est la préparation de la prochaine rentrée pour permettre aux élèves et aux personnels d'entamer l'année dans de meilleures conditions.

Le représentant du ministre de l'Éducation nationale a signalé

que malgré la pandémie, 84% des objectifs tracés pour l'année passée en ce qui concerne les projets de réalisation d'infrastructures ont été atteints.

Cinq ateliers dédiés à l'enseignement primaire, le moyen, le secondaire, les infrastructures et les équipements ainsi qu'au personnel ont été organisés. Pour rappel, des rencontres similaires ont déjà été tenues au centre et à l'est du pays. Les conférences organisées à travers plusieurs régions du pays ont pour objectif de bien préparer la rentrée scolaire et, du coup, cerner toutes les difficultés qui pourraient surgir, notamment en matière du nombre d'élèves et de divisions pédagogiques ainsi que les besoins de chaque wilaya dans les différents domaines (pédagogique,

administratif et structures). Le secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale est attendu aujourd'hui pour prendre part à la rencontre.

Pour rappel, le SG du ministère de l'Éducation a indiqué lors des conférences de l'Est et du centre que pour la prochaine année scolaire, toute l'opération de préparation sera traitée dans le cadre de la numérisation du secteur, conformément au programme du gouvernement. La plateforme sera l'unique et officielle référence de toutes les opérations pédagogiques et administratives. A cet effet, il a appelé les différents intervenants à être précis dans la saisie des données dans tous les domaines afin de renforcer davantage le rôle de cette plateforme numérique dans la gestion du secteur.



Chambre de commerce-CRASC Signature d'une convention-cadre de référence

K. Assia

Une convention-cadre de référence a été signée, la semaine dernière, entre la chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie (CCIO) et le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC). Cette initiative, première du genre au niveau national, a pour objectif de consolider et de renforcer la coopération entre les chercheurs et les opérateurs économiques de la région. Elle permet également d'identifier les axes de développement entre les deux institutions de sorte que cette convention permettra la numérisation et la restauration des archives de la chambre, une véritable banque de données pour les générations futures.

Lors d'une visite effectuée par une délégation de la chambre, représentée par M. Karim Chérif, président de la CCIO, de M. Sidi Belkacem Belaroui, vice-président, de M. Abderrahmane El Amine Bengasmia Chadly, président de la commission entrepreneuriat et investissement au siège du CRASC, celle-ci a été reçue par le directeur du centre, le Dr Djillali Mestari, et a visité les différentes infrastructures dont dispose le CRASC. Parallèlement, des enquêtes d'évaluation seront effectuées sur l'environnement économique et social et seront mises à la disposition des opérateurs économiques de la région. Notons que la convention-cadre de référence a été signée par M. Karim Chérif et le Dr Djillali Mestari.

Retrouvé sain et sauf à Trouville Une femme arrêtée pour éloignement d'un enfant de 7 ans

K. Assia

Les éléments de la police judiciaire de la 17^{ème} sûreté urbaine, en collaboration avec les services opérationnels, sont parvenus après une enquête approfondie à solutionner une affaire de tentative d'éloignement d'un enfant de 7 ans et à arrêter l'auteur impliqué dans cette affaire.

L'enquête a été ouverte après une plainte déposée par la mère de la victime. L'exploitation des

moyens techniques de la police a permis de localiser la mise en cause, une femme de 35 ans.

Les enquêteurs avisent le procureur de la République près le tribunal d'Oran et une extension de compétence est ordonnée dans le village de Tourville, daïra de Aïn El Turck.

La victime a été retrouvée en compagnie de la mise en cause qui a été arrêtée. Le petit a été remis sain et sauf à sa mère et une enquête a été ouverte.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

EL ATBI Omar, 76 ans, Arzew
TAÏRI Aek, 51 ans, El Kerma
CHERIFI Aïcha, 66 ans, Oran
TERAS Nadera, 64 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

| 25 chaâbane 1442 | | | | |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 05h12 | Dohr 13h05 | Assar 16h44 | Maghreb 19h35 | Icha 20h55 |



TLEMCCEN

Cherche eaux d'irrigation désespérément

Ouled Riah est surtout réputée pour ses différentes légumineuses alimentaires (petits pois, fèves et pois-chiche) cultivées de père en fils dans cette région, située à l'ouest du chef-lieu de la daïra de Hennaya.

Khaled Boumediene

Les pois frais, plus couramment appelés « petits pois » récoltés avant maturité dans cette localité, sont très appréciés par les consommateurs de la wilaya, des régions environnantes et aussi par les marchands de Blida, Alger, Tizi-Ouzou, Sétif, Tipaza et d'autres villes du sud du pays, qui y viennent avec leurs camions pour faire le plein et acheminer les différentes variétés de petits pois (Merveilles, on-ward et latcha) vers les marchés de leur ville.

A vrai-dire, Ouled Riah ne connaît une telle animation que lors de la saison de cueillette de ces produits riches en protéines cédés à des prix abordables. Ne pouvant effectuer tout seuls leur récolte, les fellahs de cette région font appel à la main d'œuvre saisonnière composée particulièrement de jeunes filles et femmes qui savent cueillir avec l'art et la manière le féculent vert. « Je préfère beaucoup le petit pois, car c'est un aliment de base pour les familles. Il peut être consommé à long-ueur d'année en raison de ses bonnes techniques de conservation et de surgélation », indique un père

de famille de Zenata. Cependant, si la culture des petits pois est relativement facile et apporte beaucoup de satisfaction aux producteurs, le manque d'eau affecte le pois à la levée. « La graine ne germe pas ou donne naissance à une plantule qui dessèche rapidement. La levée est altérée partiellement ou en totalité. Ces dernières années, nous avons eu de lourdes pertes à cause des faibles précipitations hivernales.

Les rendements en petits pois, ont été fortement pénalisés par le manque d'eau sur l'ensemble de leur cycle, dans les sols peu profonds et secs. La quasi-totalité des superficies des légumineuses alimentaires de la localité sont des cultures non irriguées d'où la problématique de l'insuffisance d'eau qui accentue l'arrêt de la phase du cycle de floraison du petit pois. Chaque année, nous rencontrons ce problème de la floraison qui est stoppée par le manque de précipitations durant la floraison», explique Moussi, un ancien fellah d'Ouled Riah.

Et d'ajouter : « cette région regorge d'une diversité de légumineuses alimentaires inégalable qui pourraient générer des opportunités économiques et sociales importan-

tes pour la wilaya de Tlemcen, mais, le stress hydrique réduit le rendement de ces cultures très ancrées dans notre localité. Je lance un appel au wali de Tlemcen pour trouver des solutions à ce problème de manque d'eau d'irrigation pour nos champs.

Il y a à côté de nous le barrage de Hammam Boughrara qui emmagasine de grandes quantités d'eau mais qui sont malheureusement inexploitées par les agriculteurs et fellahs de la région, c'est bien dommage.

Nous avons juste besoin de quelques conduites pour irriguer nos parcelles à partir de ce grand barrage ! Pourquoi pas? Beaucoup de jeunes chômeurs veulent travailler dans ce domaine, pour fuir le phénomène de la hargha qui prend une ampleur sans précédent ces dernières années ! C'est un crève-cœur de voir nos champs périr sous l'effet de la sécheresse et du manque d'eau d'irrigation alors que les eaux du barrage se déversent tous les jours dans l'oued Tafna vers on ne sait quelle destination ! Les services des ressources en eau doivent bouger, ça ne peut pas continuer comme ça ! ».

TIARET

Naissance de quadruplés à l'hôpital de Sougueur

El-Houari Dilmî

Une jeune parturiente d'une trentaine d'années a donné naissance à la maternité de l'hôpital «Mimouni Tahar» de Sougueur à des quadruplés : trois garçons et une fille. L'état de santé de la mère, pour sa première naissance, et des nouveau-nés est très bon, selon l'équipe mé-

dicale qui l'a prise en charge. La jeune maman a accouché par césarienne sous la conduite d'une gynécologue, d'un réanimateur et le personnel paramédical de la maternité. La jeune femme et son époux, aux anges, ont reçu les félicitations de tout le personnel de la maternité et son directeur, très contents de l'heureux événement.

Exercice de recherche et de sauvetage d'un avion en détresse

Le commandement régional de la Défense aérienne relevant de la 2e Région militaire a effectué mardi aux environs de Tiaret un exercice de recherche et de sauvetage d'un avion en détresse dans une zone montagneuse dénommée «SAREX 2021».

Supervisé par le commandant régional de la défense aérienne à la 2e Région militaire, le général major Cheribet Derouiche Mustapha, en présence du wali de Tiaret Mohamed Amine Deramchi, cet exercice virtuel a été exécuté suivant un scénario simulant le crash d'un avion civil dans la zone de Sid El Abed, dans la commune de Sougueur. Cet exercice de simulation, qui s'inscrit dans le cadre du programme de préparation des forces approuvé par le Chef d'état major de l'Armée nationale populaire (ANP) le général de Corps d'armée Saïd Chane-griha, met en évidence, selon les organisateurs, un avion civil en provenance de l'aéroport d'Oran qui avait disparu des écrans du radar à 09H00 avec à son bord 56 passagers, avant d'être localisé dans la zone montagneuse de Sid El Abed, dans la commune de Sougueur. Le scénario de l'accident fait état de 52 morts et de quatre blessés graves.

Le wali de Tiaret a souligné, dans une déclaration à la presse, que sur la base de l'exercice de simulation, le plan ORSEC a été activé avec la participation du commandement régional de la Défense aérienne de la 2e RM, l'Etablissement national de navigation aérienne (ENNA), la Gendarmerie nationale, la Sécurité nationale, la protection civile, les directions des transports, des travaux publics, de la santé, les Douanes algériennes et le Croissant-Rouge algérien (CRA), en plus de l'intervention des cadres

de l'Institut national de criminalistique et criminologie de Bouchaoui pour l'identification des victimes. «Dans une première évaluation, l'intervention des différents services a été faite en un temps acceptable notamment en ce qui concerne l'évacuation des blessés par hélicoptères relevant du ministère de la Défense nationale et de la protection civile, de même que leur transport vers l'aéroport Abdelhafidd Boussof pour leur transfert vers les hôpitaux», a-t-il souligné.

Il sera procédé, en compagnie du commandant régional de la Défense aérienne de la 2e Région militaire à l'évaluation de l'exercice étape par étape, afin d'en tirer les conclusions pour renforcer les points forts et corriger les insuffisances, a ajouté le wali.

Dans le cadre de cet exercice de simulation, l'ensemble des moyens humains et matériels ont été déployés avec l'installation d'une cellule de crise pour suivre le scénario depuis le siège de la wilaya, présidée par le secrétaire général de la wilaya et la mise du plan vert «22-22» à la disposition des citoyens en quête d'informations sur l'accident et l'identité des victimes. L'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INFS) d'Es-Sénia a été mis aussi à la disposition des familles des victimes, a-t-il fait savoir.

Dans un communiqué du commandement régional de la Défense aérienne, il a été souligné que «cet exercice constitue une opportunité pour échanger les expériences et les connaissances entre les différents intervenants, tester et évaluer l'efficacité opérationnelle et les capacités militaires et civiles dans une mission de recherche et de sauvetage et connaître le degré d'exécution du plan de recherche et de secours.

EL-BAYADH

Saisie de 62 tonnes de marchandises impropres à la consommation

Hadj Mostefaoui

Déterminée à lutter contre la spéculation à la veille du ramadhan, la direction du commerce de la wilaya a lancé à travers les 22 communes de la wilaya 19 brigades chargées de veiller aux pratiques commerciales et 15 autres relevant de la répression des fraudes.

Le dernier bilan des sorties sur le terrain établi par ces brigades fait état de 2.464 interventions relevant 368 infractions au code du commerce, dont 359 ont été transmises au parquet. Il a été procédé en parallèle à la saisie de 62,14 tonnes de marchandises impropres à la consommation.

Dans cette même optique, la direction du commerce a mis sur pied quatre brigades mobiles ayant une double mission, à savoir le suivi de l'approvisionnement régulier et l'évolution des prix de tous les produits de large consommation, fruits, légumes et viandes, ainsi que leur disponibilité permanente sur le marché local.

Concernant la disponibilité des pro-

duits laitiers, il y a lieu de noter que la seule laiterie opérationnelle au niveau de la zone industrielle d'El-Bayadh, bien qu'alimentée par l'Office professionnel du lait par 16 tonnes de poudre de lait subventionné arrive difficilement à atteindre le seuil de production de 5.178 litres /jour, largement en dessous des besoins exprimés. Il a été décidé récemment à l'issue d'une rencontre présidée par le premier responsable de la wilaya de faire appel aux laiteries de Sidi Bel Abbès et de Constantine qui approvisionneront les 08 chefs lieux de daïra quotidiennement au début du mois de ramadhan.

Sur un autre registre, l'on a appris que la wilaya reçoit quotidiennement 80 tonnes entre semoule et farine destinées à la consommation des ménages, un quota largement suffisant. De même, la crise de l'huile de table ne sera plus qu'un mauvais souvenir pour les ménages puisqu'il a été fait appel au dépôt de distribution de ce produit implanté dans la wilaya de Naama qui a confirmé qu'aucune

rupture de ce produit ne se reproduira à l'avenir et l'on s'attend d'ici la fin de cette semaine à un arrivage de plusieurs dizaines de milliers de bouteilles d'huile de 02 et de 05 litres. La direction du commerce a prévu, avec le concours de l'APC d'El-Bayadh l'ouverture dès le premier jour du ramadhan de 06 marchés de proximité au profit des habitants de six cités, déplorant au passage la non-exploitation de trois marchés couverts achevés et réceptionnés mais jamais mis à la disposition de jeunes commerçants. Plus grave, l'unique grand espace qui faisait fonction de marché hebdomadaire de fruits et légumes situé en centre ville vient d'être reconverti à la grande surprise des habitants des quartiers «Graba» et «Oued Ferrane», en un espace réservé hebdomadairement à la fantasia, provoquant l'ire des riverains irrités par les salves successives tirées à longueur de journée chaque week-end par les cavaliers. Une décision prise à la hâte par la commune qui n'a pas été du tout du goût de la population locale.

L'alimentation en eau perturbée à Brizina et Ghassoul

Des cités des communes de Brizina et de Ghassoul au sud de la wilaya d'El Bayadh enregistrent une perturbation dans l'alimentation en eau potable suite à la programmation d'une opération, mardi et mercredi, de traitement et de nettoyage des réservoirs d'eau de cette collectivité locale, a-t-on appris des responsables de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE).

Un programme d'entretien et de

nettoyage des réservoirs d'eau est élaboré dans le cadre de la campagne nationale de lutte contre les maladies à transmission hydrique et la préparation de la saison estivale. L'alimentation en eau sera rétablie après l'achèvement de l'opération et le remplissage des réservoirs, a-t-on indiqué.

La commune de Ghassoul a enregistré hier, une perturbation dans la distribution régulière de l'eau

potable suite à la programmation de travaux d'entretien de ses réservoirs et la situation sera rétablie une fois l'opération achevée, selon la même source. Par ailleurs des équipes de maintenance ont réparé dernièrement plus de 400 fuites, ce qui permet de récupérer plus de 8.000 mètres cubes d'eau, en parallèle à une autre campagne de lutte contre les branchements illicites au réseau d'AEP.

BECHAR

Près de 6 quintaux de kif saisis

Une quantité de 572 kg de kif traité a été saisie et un narcotrafiquant a été arrêté par une brigade mobile polyvalente des douanes d'Abadla et de Béni-Abbes, a indiqué hier un communiqué de la direction régionale des douanes de Bechar.

Effectuée lors d'une opération combinée menée avec la gendarmerie nationale et une unité de l'Armée nationale populaire (ANP), la saisie a été opérée au cours d'une patrouille de recherches et suivi d'un véhicule suspect dans la zone désertique de Hassi

Fguiguir, dans la région frontalière de Tabelbella (353 km au sud de Bechar), et son interception après une course poursuite. Les douanes ont découvert la quantité de drogue dissimulée dans le véhicule, précise le communiqué. Une amende douanière de 612 millions DA a été fixée à l'encontre du narcotrafiquant qui a été placé en détention par la justice en attendant sa comparution devant une juridiction compétente pour trafic illégal de drogue, a-t-on fait savoir.

SÉTIF**Sonelgaz met le paquet**

Le président-directeur général (P-dg) du groupe Sonelgaz, Chaher Boulakhras a affirmé, mardi depuis Sétif, que l'Algérie était en mesure d'«exporter à court terme et en toute facilité le compteur électrique intelligent en cours de fabrication localement vers les marchés africains». S'exprimant au terme de sa visite de travail de deux jours à cette wilaya durant laquelle il a inspecté plusieurs entreprises et projets relevant de son secteur dont l'Entreprise nationale des appareils de mesure et de contrôle (ENAMC), dans la ville d'El Eulma, M. Boulakhras a précisé que cette entreprise «dispose de tous les potentiels requis depuis sa création en 1980 à l'effet d'exporter ce type d'appareils intelligents».

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie et la volonté politique de l'Algérie «prometteuse» pour accéder aux marchés africains dans le domaine de l'énergie, a fait savoir le P-dg de Sonelgaz, relevant que la concrétisation de cet objectif «est en adéquation avec les capacités disponibles et la dynamique du groupe». Selon le même responsable, le compteur électrique intelligent «figure parmi les compteurs exportables en toute facilité», ajoutant que le groupe Sonelgaz mène des discussions élargies et très avancées avec les pays africains pour tester ces appareils et entamer leur exportation.

Après avoir pris connaissance du premier prototype du compteur intelligent mis au point par des jeunes Algériens en partenariat avec des centres de recherche, M. Boulakhras a fait savoir que «l'ENAMC sera une plate-forme en termes d'export de ce type de compteurs vers les marchés africains». Ce produit sera développé en partenariat avec des start-ups



activant dans ce domaine et toutes les parties pouvant accompagner le groupe Sonelgaz, afin de concevoir un compteur intelligent plus efficace, a indiqué le même responsable.

Le P-dg du Groupe Sonelgaz a indiqué également que «ce compteur propose une nouvelle vision sur la distribution de l'électricité et l'adapte aux énergies renouvelables, tout en améliorant la relation commerciale entre Sonelgaz et ses clients». C'est un investissement en les ressources humaines, a-t-il estimé, ajoutant que l'opération se poursuivra jusqu'à l'adaptation de produit, fabriqué localement, aux normes internationales, affirmant que des visites seront effectuées, les prochaines semaines, au siège de l'ENAMC par des chercheurs et des spécialistes algériens, dans l'objectif d'accompagner les équipes travaillant sur ce compteur. Le P-dg de Sonelgaz a présidé, au 2e jour de sa visite, dans la wilaya de Sétif, les travaux d'une rencontre régionale à huis-clos qui a regroupé les cadres du Groupe relevant des wilayas de l'est du pays, avant d'inspecter le projet de réalisation d'un transformateur électrique 60/220 kilovolt, dans la région de Guelta Zer-

ga (est de Sétif), dont les travaux de réalisation ont atteint un taux de 55%. Cette nouvelle infrastructure énergétique contribuera lors de sa réception «en mai prochain», à la sécurisation de l'approvisionnement en énergie électrique pendant l'étape actuelle des communes d'El Eulma, Ain Sebt, Guelta Zerga, Sétif, Ouled Sabor, Ain El Kebira et Bir El Arch et ce, sur une distance de 840 km, selon les explications données sur place.

Le P-dg de Sonelgaz a également visité l'usine de sidérurgie dans la zone de Hamalat (est de Sétif), où il a pris connaissance des obstacles relatifs à l'approvisionnement en énergie électrique auxquels fait face l'investisseur propriétaire de cette usine qui a permis de créer 1.500 emplois. M. Boulakhras a assuré de l'accompagnement par le Groupe Sonelgaz de cet investisseur en vue de lever tous les obstacles auxquels il fait face en matière d'approvisionnement en électricité et en gaz, conformément à la stratégie nationale visant à accompagner les investisseurs et à réunir les conditions à même de relancer le développement et d'intensifier les initiatives d'investissement, à travers toutes les régions du pays.

JIJEL**Salon des Arts plastiques : plus de 300 toiles exposées**

Le hall de la Maison de la Culture 'Omar Oussedik' de la ville de Jijel accueille, depuis mardi, plus de 300 toiles de plasticiens locaux dans le cadre de la 2^{ème} édition du Salon local des Arts plastiques. Selon le directeur de cet établissement culturel, Abdelmadjid Guendouz, cette nouvelle édition a connu la participation de 60 artistes, venus des diverses régions de la wilaya.

Cette édition «qualitative», rassemblant des artistes structurés et d'autres autodidactes, relance l'activité culturelle locale après une longue léthargie de plusieurs mois imposée par la pandémie de la Covid-19, a ajouté le même responsable. L'objectif du salon est d'instaurer un espace de ren-

contres et d'échanges entre les artistes de la wilaya pour faire connaître leur travail et s'enrichir des expériences des autres. Dans ce contexte, l'artiste plasticienne, Khaoula Amieur (25 ans), spécialisée dans l'art du quilling ou pape-rolle et dont le stand a suscité la curiosité de nombreux visiteurs, a déclaré que le but de sa participation à ce salon est de faire découvrir au public cet art nouveau.

L'art du quilling consiste à utiliser d'étroites bandelettes de papiers, enroulées sur elles-mêmes pour obtenir des œuvres décoratives. Une cérémonie a été organisée à l'occasion pour distinguer et honorer les lauréats des divers concours virtuels initiés durant l'épidémie de Covid-19.

M'SILA**Sonatrach : simulation d'un incident**

Sonatrach a organisé, hier, mercredi, un exercice de simulation d'un incident portant sur l'éclatement d'une canalisation transportant du pétrole (oléoduc), et ce, à Oued K'Sab, dans la commune de M'Sila, a indiqué la compagnie dans un communiqué. Cet exercice de simulation, qui a débuté à 9h30, fait partie du programme annuel arrêté, dans le cadre de la mise en oeuvre du système de gestion des urgences et des crises du groupe Sonatrach, à l'effet de tester ses dispositifs techniques et organisationnels de réponse et tester aussi les interfaces avec les autorités locales, explique la même source. «Sonatrach présente ses excuses aux citoyens de la ville de M'sila pour toute gêne occasionnée par cet exercice de simulation», ajoute le communiqué.

EL TARF**Saisie de plus 5.300 litres d'huile de table destinés à la spéculation**

Les services de la Sûreté de wilaya d'El Tarf ont saisi pas moins de 5.369 litres d'huile de table destinés à la spéculation, a-t-on appris, mardi, auprès du chargé de communication de ce corps de Sécurité.

Selon le lieutenant Abdelaziz Oussama, les éléments de la Brigade économique et financière, relevant du service de la Police judiciaire,

ont agi sur la base d'une information faisant état du stockage dans un entrepôt d'une importante quantité d'huile par un commerçant résidant dans cette wilaya. La saisie de cette marchandise destinée à la vente spéculative a été effectuée, en étroite collaboration avec les services locaux du Commerce, a-t-on précisé, expliquant que les services de la police ont

saisi 513 bidons de 5 litres, ainsi que 255 autres de 4 litres, 32 bouteilles de 2 litres, 228 bouteilles de 1,8 litre et 710 bouteilles de 1 litre.

Un procès-verbal a été, par ailleurs, dressé à l'encontre du commerçant et un dossier judiciaire a été élaboré, dans le cadre des poursuites judiciaires devant être engagées à son encontre par le Tribunal correctionnel de compétence.

AÏN DEFLA**Une plus grande superficie pour l'oléiculture**

Un programme visant la plantation de 400.000 ha d'oliviers est en cours de réalisation à l'échelle nationale, portant la superficie totale dédiée à cette filière à 900.000 ha à l'horizon 2024, a indiqué, mardi à Aïn Defla, le président du Conseil national interprofessionnel de la filière oléicole, Belaâsla M'hamed. «Aux 500.000 ha occupés actuellement par l'olivier, soit l'équivalent de quelque 70 millions d'arbres, un programme consistant en la plantation de 400.000 ha est en cours de réalisation à l'échelle nationale, ce qui devrait porter la superficie totale de cette filière à 900.000 ha à l'horizon 2024», a précisé M. Belaâsla au cours d'un séminaire régional consacré à la promotion de la filière oléicole, observant que l'intérêt accordé à l'oléiculture résulte du rôle qu'elle est appelée à jouer dans la démarche visant la diversification de l'économie nationale, il a soutenu que cette filière est à même de faire l'objet d'exportations pour peu qu'un certain nombre de conditions soient réunies. Il a, dans ce cadre, mis l'accent sur la nécessité pour les professionnels, activant dans une spécialité donnée de la sphère de l'olivier, de ne pas «empiéter» sur celles de leurs partenaires. «Certains agriculteurs versés dans la production oléicole font, eux-mêmes, l'extraction de l'huile, une situation qui ne doit plus avoir droit de cité pour une plus grande efficacité du processus de production susceptibles d'influer sur les aspects quantitatifs et qualitatifs», a-t-il argumenté.

«L'huile d'olive entre 700 et 800 DA le litre, une situation qui doit changer»

Le président du Conseil national interprofessionnel de la filière oléicole a, par ailleurs, évoqué le prix de l'huile d'olive, estimant que ce volet est à même d'influer négativement sur la dynamique visant l'importation de ce produit. «Actuellement, l'huile d'olive coûte entre 700 et 800 DA, le litre, une situation qui doit changer si nous voulons être compétitifs par rapport à l'exportation», a-t-il préconisé. En guise d'illustration des efforts déployés par son instance en vue de booster la production et, par ricochet, se lancer dans l'exportation, il a fait état de l'organisation de concours nationaux se rapportant à la production de l'huile.

Battant en brèche l'affirmation selon laquelle la récolte oléicole a lieu tous les deux ans, il a mis en exergue l'importance de l'organisation de sessions de formation technique au profit des agriculteurs dans le changement de cette opinion. «Durant les années 60, l'Algérie exportait de l'huile vers nombre de pays, une situation avec laquelle on doit renouer à fortiori, lorsque l'on sait que l'Algérie se trouve parmi les pays fondateurs du Conseil oléicole international», a-t-il fait remarquer. Evoquant son organisme, il a soutenu que son rôle consiste en l'organisation de la profession, invitant les agriculteurs versés dans l'oléiculture à se présenter aux conseils de wilaya en vue de soumettre leurs doléances. «La mission du Conseil national est de prendre connaissance des préoccupations des producteurs par le biais de ses antennes locales, en vue de les transmettre à la tutelle», a-t-il assuré. «Il est clair que les changements climatiques et tous les effets y afférant ont influé négativement sur la production agricole à l'échelle planétaire, d'où la nécessité pour nous de s'organiser davantage», a-t-il ajouté.

La nécessité de procédés techniques modernes

De son côté, le directeur de la Chambre de l'Agriculture de la wilaya de Aïn Defla, Hadj Djaâlal, a mis l'accent sur la nécessité de recourir aux procédés techniques modernes en vue de développer la filière oléicole. «Si le processus de la production oléicole reposait sur des procédés techniques modernes, il ne fait pas l'ombre d'un doute que cette filière égalerait la pomme de terre et les dattes en matière d'exportation assurant des entrées supplémentaires en devises pour le pays» a-t-il soutenu. Pour le directeur des Services agricoles de Aïn Defla, Makhlof Laïb, même si les changements climatiques et tous les effets y afférant, ont influé négativement sur la production agricole de façon générale, il ne faut pas moins faire preuve de mobilisation pour optimiser ce secteur sur lequel les pouvoirs publics comptent dans la relance économique. «Nous devons impérativement augmenter la production oléicole afin que notre pays devienne un pôle en la matière», a-t-il recommandé, se félicitant du rôle joué par le secteur de l'Agriculture, à l'apogée de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Diverses communications mettant en évidence les procédés visant à développer la production oléicole sur les plans quantitatifs et qualitatifs, ont été présentées lors de cette manifestation, abritée par la salle des conférences de l'Office des Etablissements des Jeunes (ODEJ) en présence des responsables locaux des Services agricoles de nombre de wilayas.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

25 chaâbane 1442

| | | | | |
|----------|-------|-------|---------|-------|
| El Fedjr | Dohr | Assar | Maghreb | Icha |
| 04h54 | 12h50 | 16h28 | 19h20 | 20h41 |



APARTEMENTS

■Loue à usage de bureaux ou école un Espace de 150 m² composé de 4 pièces - kitchenette et 2 toilettes au 5^{ème} étage avec ascenseur - Parking (en face l'immeuble) sur grand boulevard à ORAN - Tél : 0771.54.24.27 - 0661.46.57.30

■Achat Appart un grand F1 ou petit F2 de 36 m² - 48 m² - Acté ou par Désistement à 200 Logts SENIA ou ORAN à un prix raisonnable - Tél : 0557.76.53.15

■A vendre ou à louer F2, 36 m², rez de chaussée, n° 14, rue Marguerite Oran, acté, Prix 450 millions - Tél : 0778.83.06.85

■A.V 2 Apparts F5, 174 m², 3 faç 1^{er} et 3^e étage avec 4 balcons et cuisines équipées + ch/c et garage individuel, immeuble de 4 étages / 1 par palier, Hachimia, Belgaïd Tel : 0550.96.08.41

■A.V F4, 122 m², très ensoleillé, bien agencé et ss vis-à-vis clim, chauffage, placards et balcon ds une cité clôturée et sécurisée (38 logts) parking à Hai Fellaoucen, Oran, à prox Rd-Pt Bahia - 0549.19.30.50

■Vds ou échange F3, 2^e étage 2 balcons, TB état bien situé acte + L/F convient prof libérale, à cité Zabana, Arzew - Mob : 0772.38.71.86 - Fixe : 041.76.12.06. M. Kharroubi. Pas de courtier SVP.

■Loue appart 4 pces, SDB, meublé 1^{er} étage, bien situé bd Millénium toutes commodités Oran - 0561.13.40.02

■A.V, à Oran Lotfi /CV F4 meublé 130 m², 7^e étage avec ascenseur, 3 faç 3 chbres avec balcon individuel + gde salle à manger, cuis, SDB, WC, placard - Prix : 1MD 950 M - Tél : 0560.19.75.28

■Loue 3 appartements F5 Yel-lel-centre (w) Relizane pour profession libérale - Tél : 0561.56.09.65

VILLAS

■Vends Villa de 200 m² à Amir AEK + Vends Villa de 5.720 m² à Choupot - (ORAN) - Tél : 0770.35.67.75 - Agence RAHIMOU

■Villa à vendre à Promoteur ou à louer à Bir El Djir Coop. Gharbia (ORAN) - Tél : 0793.50.88.75 - Ali

■A.V villa à Oran (Maraval), ancienne bâtisse 320 m², faç 16 m, F3 + g salon + cuis + SDB + gde cour + garage + g dépôt et terrasse endroit calme - 0553.33.30.59 / 0791.30.71.05

■A louer à St-Eugène Oran, petit immeuble, 2 apparts 250 m² chacun + local RDC 200 m² + grand dépôt 1.250 m², ensemble ou séparément - Tél : 0661.20.13.03 -0773.65.29.46

EMPLOIS

■Maçon qualifié avec longue expérience - Spécialiste : La Pierre - Marbre - Compacto - Dalle de sol - Faïence + Décoration - Tél : 0557.89.56.95

■Sté privée à Oran recrute des agents commerciaux/ administrateurs : maîtrisant Français et Anglais + diplôme informatique. (requis) envoyez CV à : recrutement.abone@gmail.com

■Atelier de couture, à Oran Choupot, recrute couturier point droit en couture traditionnelle, exp et diplôme - tél : 0549.82.77.89 ou envoyez CV par e-mail : goldenfalcon.trade@gmail.com

VEHICULES

■Achat véhicules accidentés, en panne ou d'occasions légers et lourds Tél : 023.24.33.83 / 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82

TERRAINS

■A vendre Lot de Terrain de 365 m² et 13 m de façade - Nu - Acté + Livret foncier à Boulanger - ORAN - Idéal pour promotion immobilière - Tél : 0782.47.10.32 - 0556.98.80.62

■A vendre Lot de Terrain de 220 m² à Cité Djamel Coopérative (ORAN) - Acté + Livret foncier - Tél : 0782.47.10.32 - 0556.98.80.62

■A vendre Terrain à Coopérative Nakhla ES-SENIA de 150 m² - Tél : 0697.61.66.99

■A louer très beau Terrain de 133 m² avec 2 façades à Belgaïd à 10 m du grand boulevard - (ORAN) - Tél : 0794.61.19.73

■A vendre des beaux lots de terrains sup 150 m² et 300 m², 1 seul et 2 faç, très bien situés à douar Boudjemaâ (Chourba) Oran -Tel : 0559.34.20.35/ 0779.26.41.67

■A vendre parcelle de terrain 5.888 m² conviendrait hôtel, bungalow, à Kristel, Ain Defla plage, acte + livret foncier, curieux s'abs-tenir - Tél : 0663.46.75.38

■A.V terrain 1.137 m² commercial 2 faç 1^{er} F sur ave Oujda/ Oran de 20 m, 2^e au dos 18 m² acte + L/F idéal pour promo immo ou autres poss payement de 70% + apparts - P : 11U/m² nég - Tél : 0782.47.10.32 -0556.98.80.62

LOCAUX

■Vends à Oran, centre-ville, cabinet médical en toute propriété avec clientèle de 35 ans. T4. Prix : 950 M. Tél : 0669.30.16.78, à partir de 14h, idéal pour médecin débutant

■Loue un dépôt de 300 m² avec parking, bien sécurisé, route nationale de l'aéroport Es Senia, Oran Tel : 0558.34.13.78. Prix après visite

■A vendre local commercial sup 28 m², 16 rue des Aurès, ex rue de la Bastille - tél : 0794.40.25.35

■Loue superette 2 niveaux, conviendrait toutes activités, Bel Air, Oran - Tel : 0542.56.77.89

■A.V à Bel-Air, à 50 m du bd Froment Coste, local comme 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1^{er}) , acté, entrée indépendante, place parking, au RDC bureau, P. P-DG, gd openspace, 2 SDB, convient à fonc. Libérale + plusieurs lignes tél + wifi - Prix 1MD950 U - Tél : 0560.19.75.28

DIVERS

■Location Licence Café - Veuillez contacter : 0794.23.43.49 - 0558.28.83.34

■Cherche location licence café. Prix raisonnable Tél : 0770.572.295

■Plate-forme charpente métallique, porte coulissante, réseau d'incendie Tel : 0798.28.14.12 - 0673.00.38.96

■Vous entendez mais vous ne comprenez pas bien, vous augmentez le son de la télé, vous faites répéter quand on vous parle : Test auditif gratuit chez AUDIOLEF LAZOUNI -Tél : 0560.47.00.23 Oran - Tlemcen - Saïda - Mascara - Relizane - Médéa

■Vends à Oran, centre-ville, cabinet médical en toute propriété avec clientèle de 35 ans. T4. Prix : 950 M. Tél : 0669.30.16.78, à partir de 14h, idéal pour médecin débutant



SONATRACH – ACTIVITE LQS division GNL & GPL
AVIS DE PRE-QUALIFICATION NATIONALE
N° LQS/LSH/MNT/02/2021
EN VUE DE DRESSER UNE LISTE DE CANDIDATS QUALIFIES
A REALISER LA PRESTATION DE :

« CONCEPTION ET FABRICATION DE LA PIECE DE RECHANGE MECANIQUE DE PRECISION POUR DIVERS EQUIPEMENTS DES UNITES DES ACTIVITES DE SONATRACH »

I. Objet :

La Société nationale Sonatrach /Activité LQS/Division GNL & GPL,village N° 06 SH BP 74, Aïn El Bia, 31230 ORAN-ALGERIE, a l'intention de pré-qualifier des prestataires pour la conception et la fabrication de pièces mécaniques de précision destinées pour les différents équipements installés au niveau des unités d'activités de Sonatrach.

Cet avis à pré-qualification est ouvert aux sociétés de droits algériens qui exercent dans le domaine de la conception et la fabrication de pièces mécaniques de précision.

II. Etendue des travaux de la prestation :

Les prestations à réaliser par les candidats pré-qualifiés et attributaires de marchés, au titre des consultations sélectives lancées par les différentes structures contractantes de Sonatrach, portent sur la conception et la fabrication de la pièce de rechange selon un dessin de définition et/ou sur un modèle de pièce neuve ou usagée, fournie par les structures contractantes de Sonatrach, ainsi que la réalisation des analyses chimiques des matériaux, des traitements thermiques et des essais mécaniques y afférents.

Seuls les candidats qui auront satisfait aux critères de pré-qualification seront invités à participer à la consultation sélective.

III. Retrait du dossier d'avis de pré-qualification :

Dès parution du présent dossier d'avis de pré-qualification dans la presse écrite, les sociétés intéressées pourront procéder au retrait du dossier « Dossier de candidature à la pré-qualification au projet de conception, fourniture et la livraison sur site de la pièce de rechange mécanique de précision pour divers équipements des unités des activités de Sonatrach, en langue française, auprès du Département Passation des Marchés de la Division Liquéfaction et Séparation des hydrocarbures (LSH) à l'adresse suivante :

SONATRACH
Activité Liquéfaction et Séparation, Division GNL & GPL
Département JURIDIQUE
Adresse : Village n° 06 SH BP 74, Aïn El Bia, 31.230, Oran, Algérie
Numéro de téléphone : +213 (41) 79.90.39
Numéro de télécopie : +213(41) 79.90.54
E-Mail : AVL_PMA_LQS@Sonatrach.dz

IV : Date limite de dépôt des dossiers de Pré-qualification :

Les candidats ayant retiré ou reçu par voie électronique le dossier de Pré-qualification peuvent obtenir un complément d'informations auprès du Département Passation des Marchés sis à l'adresse indiquée ci-dessus, entre 09h00 et 16h00 ou par voie électronique.

Les dossiers de candidature doivent être remis sous pli cacheté à l'adresse ci-dessus, au plus tard, le 15 mai 2021 par courrier électronique et/ou par courrier express.

Le pli extérieur doit porter clairement la mention :

« Dossier de candidature à la Pré-qualification ». Conception et fabrication de la pièce de rechange mécanique de précision pour divers équipements des Unités des Activités de Sonatrach ».

Les dossiers des candidats qui seront remis par courrier express devront être établis en trois (03) exemplaires, dont un (01) original et deux (02) copies et envoyés, sous double pli cacheté par poste ou déposés auprès du Bureau d'Ordre Général (BOG)

Le cachet du Bureau d'Ordre Général (BOG) de la structure contractante fait foi.

V. Critères de pré-qualification :

- p Etre fabricant ayant déjà réalisé des prestations relatives à la fabrication de pièces de rechange mécaniques de précision pour divers équipements des installations industrielles.
- Avoir réalisé avec succès au moins trois (03) prestations de même nature durant les trois (03) dernières années, seul en tant que prestataire ou en groupement.
- Situation financière saine
- N'ayant pas des sentences ou des jugements qui ont été rendus à l'encontre du candidat ou d'un quelconque des membres d'un groupement d'Entreprises durant ces cinq (05) dernières années.

إعلان ضياع

نعلم الدكتور بلعربي صافية عن ضياع
ختم إداري مستطيل من لون وردي
الحامل للقب والاسم بلعربي ص و
مهنته أخصائية نفسانية بالفرنسية و ذلك
من تاريخ 30 مارس 2021.

Importante société spécialisée dans les matériaux de construction à la recherche des profils suivants :

- ❖ Ingénieur en électromécanique
- ❖ Mécanicien industriel
- ❖ Mécanicien engins
- ❖ Responsable approvisionnement
- ❖ Gestionnaire de stock

Salaire motivant

Exigences nécessaires :

- Résidant à Oran.
- Diplômé dans le domaine.
- Expérience exigée.
- Disponibilité immédiate.

Pour toutes personnes intéressées, veuillez envoyer vos CVs à cette adresse mail :

oran.recruite2021@gmail.com

ENTREPRISE T.C.E – ORAN

Recherche :

UN RESPONSABLE TECHNIQUE

- Il aura la charge de la responsabilité d'un département technique pour le suivi de chantier/soumissions-facturations- démarches commerciales.

Conditions :

- Formation architecte ou ingénieur Génie civil
- Dix (10) années d'expérience minimum
- Domicilié à Oran ou environs immédiats
- Éventuellement véhiculé

Transmettre cv + photo récente à :

norc.activ25@gmail.com

LFP - Coupe de la Ligue professionnelle Coup d'envoi le 20 avril

La Coupe de la Ligue professionnelle de football, relancée exceptionnellement cette saison en remplacement de la Coupe d'Algérie, annulée, débutera le 20 avril, a annoncé mardi la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Le coup d'envoi de cette épreuve, viendra marquer la reprise de la compétition pour les clubs de la Ligue 1, dont la plupart sont à l'arrêt après la fin de la phase aller du championnat le 21 mars. «La reprise sera entamée par la Coupe de la Ligue, tel qu'il a été décidé par le Bureau Fédéral à l'issue de sa réunion du mardi 26 Janvier 2021», a précisé la LFP. Les quatre clubs engagés dans les deux compéti-

tions africaines interclubs (Ligue des champions et coupe de la Confédération) : le CRB, le MCA, l'ESS et la JSK, sont exemptés du tour préliminaire de la Coupe de la Ligue, dont le tirage au sort aura lieu le samedi 10 avril à l'Hôtel L'Olympic à Dely Brahim (11h00). Pour rappel, deux variantes ont été proposées aux membres du Bureau fédéral qui avaient opté pour le système à 20 clubs (professionnels, ndlr). Huit clubs sur les 16 restants seront tirés au sort pour disputer un tour préliminaire qui permettra la qualification de quatre équipes. Les quatre clubs qualifiés auxquels s'ajouteront les quatre exemptés ainsi que les huit restants disputeront les huitièmes de finale après un tirage au sort. Les tours suivants seront disputés de manière classique avec un quart de finale, des demi-finales et une finale, soit un total de 4 à 5 rencontres à disputer par un club pour atteindre l'ultime stade. Le premier club tiré au sort recevra sur son terrain et à huis-clos. Lors de la session ordinaire tenue le 26 janvier dernier, le Bureau fédéral de la FAF avait décidé d'annuler l'édition 2021 de la Coupe d'Algérie, pour être remplacée par la Coupe de la Ligue professionnelle, en raison notamment de la situation sanitaire liée au Covid-19. La dernière édition de la Coupe de la Ligue avait été disputée en 2000 et remportée par le CRB.

Ligue 1

La JS Saoura récupère les points défalqués

La JS Saoura a annoncé avoir récupéré les trois points défalqués, dans l'affaire de son match perdu sur tapis vert en déplacement face au Paradou AC (victoire sur terrain 2-1), dans le cadre de la 18e journée du championnat de Ligue 1 de football. Selon la décision de la commission fédérale de recours, dont une copie a été publiée par la JSS, le club du Sud «perd le match sans attribuer les points au PAC». La commission de disci-

pline de la Ligue de football professionnel (LFP), réunie le 18 mars dernier, a décidé d'octroyer le gain du match au PAC sur tapis vert (3-0), avec une défalcation de trois points par pénalité à la JSS pour avoir incorporé le joueur Oussama Meddahi alors qu'il était sous le coup d'une suspension. La commission fédérale de recours a confirmé la suspension de Meddahi pour quatre matchs ferme, en sus de la sanction ini-

tiale : un match ferme. Par ailleurs, la sanction infligée initialement au secrétaire général de la JS Saoura, Zine Hamadi, a été revue à la hausse, passant de un à deux mois de suspension ferme. Le club devra aussi s'acquitter d'une amende de 100.000 dinars. A l'issue de cette décision, la JSS se hisse en tête du classement avec 36 points en compagnie de l'ES Sétif, alors que le PAC est relégué à la 9e place avec 27 points.

Judo - FAJ

Le dossier de Yacine Silini validé

Le dossier de candidature à la présidence de la Fédération algérienne de judo (FAJ), de Yacine Silini et de la liste son bureau exécutif, a été finalement validé par la commission de candidatures de la FAJ, après la réouverture d'un nouveau délai pour le dépôt des dossiers, a indiqué la FAJ. Cette réouverture d'un nouveau délai pour le dépôt des candidatures, a été actionnée par la commission de recours, après que le ministère de la Jeunesse et des Sports l'ait in-

formée, dimanche, de l'inéligibilité du président sortant, Rachid Laras, et qui se présentait comme le principal candidat à sa propre succession lors de la prochaine, assemblée générale électorale (AGE), prévue le 10 avril à Alger. Après le rejet de son dossier, dans un premier temps, pour «insuffisance de membres» au sein de la liste présentée, Yacine Silini a déposé une nouvelle liste composée de 16 membres : 1 président, 11 membres et 4 suppléants, précise la FAJ. Cette

nouvelle liste comporte, notamment, plusieurs personnalités du judo algérien, dont l'ancien président de la FAJ, Messaoud Mati, Nacer Ouareb, ou encore, Aissa Benouaret. A l'issue de l'expiration du délai pour le dépôt des candidatures, Yacine Silini est le seul candidat en lice pour la présidence de la FAJ pour le mandat olympique (2021-2024), dont les élections sont maintenues pour le 10 avril courant, au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA).

Ligue 2 - Groupe Ouest Tournant à Chlef



La dernière journée de la phase aller de ce groupe sera incontestablement marquée par le choc MCBOS - CRT. Un match qui revêt une importance capitale pour ces deux formations. Les gars d'Oued Sly visent le titre honorifique de champion de l'aller, alors que les Témouchen-tois, qui devront bénéficier des trois points du match non joué CRT - OMA, aspirent à rejoindre leurs adversaires du jour à la première place. Voilà une empoignade palpitante et intéressante à suivre. Pour sa part le dauphin, l'ASMO, se rendra à Khemis Miliana pour affronter le SKAF et son ancien coach Slimani. L'erreur n'est pas permise pour les Asémistes, où l'on notera le re-

tour de l'entraîneur Hadj Merine. Mais la problématique est que même le SKAF envisage coûte que coûte de se rapprocher du peloton de tête.

Dans la partie basse du tableau, ce round s'annonce favorable à l'OM Arzew qui aura l'avantage d'accueillir la JSM Tiaret au moment où ses rivaux directs seront en déplacement. Mais, attention, ce n'est pas gagné d'avance pour les Arzéviens face aux Tiaretis qui sont capables du meilleur comme du pire. En revanche, l'US Remchi, qui a enregistré la venue du coach Sid Ahmed Benyahia, ira à Djidjoui pour croiser le fer avec le RCBOR et son nouvel entraîneur Mourad Zerrouk. Ce dernier parviendra-

t-il à provoquer le déclic psychologique attendu ? C'est du moins le souhait des supporters locaux. De son côté, le CRB Ain Oussara n'aura pas une partie de plaisir à Saïda où le MCS donne l'impression de retrouver ses marques. Enfin à Oran, l'IRB El-Kerma devra se surpasser pour engranger les trois points devant son hôte du jour, le SC Ain Defla, une équipe qui voyage bien.

M. Z.

Aujourd'hui à 14h30

Chlef: MCBOS - CRT
Saïda: MCS - CRBAO
Oran: IRBEK - SCAD
Khemis Miliana: SKAF - ASMO
Djidjoui: RCBOR - USR
Arzew: OMA - JSMT

Groupe Centre Qui sera champion de l'aller ?



M. Z.

Qui aura l'insigne honneur de remporter le titre symbolique de champion de l'aller dans ce groupe ? Très difficile d'émettre un quelconque pronostic compte tenu du regroupement en tête du tableau et le programme de cette dernière journée de la première phase du championnat. Le leader actuel, le WA Boufarik, sera l'hôte du CR Beni Thour, une équipe condamnée à gagner pour quitter la zone rouge. En effet, les Sudistes n'ont aucune alternative que de l'emporter pour espérer concurrencer pour le maintien. Mais les Boufari-kois les entendront-ils de cette oreille ? Le RC Arba, lui, en recevant la lanterne rouge, l'USM Blida, pourrait reprendre son fauteuil de leader en cas de succès et de contre-performance du WA Boufarik. Mais on n'en est pas encore là d'autant plus que les Bli-déens sont déterminés à jouer crânement leurs chances. Le deuxième dauphin, à savoir le MO Béjaïa, devra bien gérer son match face à l'ABS qui n'est pas encore sortie de

l'auberge. Match indécis et plein de suspense entre des Boussaâdis qui ont grandement besoin de points pour s'éloigner de la zone rouge et les «Crabes», décidés à gagner pour ne pas perdre du terrain sur le groupe de tête. C'est également l'objectif recherché par l'USMH à Lakh-daria. Une rencontre entre deux formations aux objectifs diamétralement opposés. Les Harrachis ont un bon coup à jouer, mais sait-on jamais ? A Béjaïa, la JSMB, qui a mis fin aux fonctions de son coach Karim Khouda, devra se tenir sur ses gardes devant le WR M'sila, en forme ces derniers temps. Enfin à Kouba, le match RCK - ESBA reste ouvert à tous les pronostics en raison de l'irrégularité affichée par les Koubéens et le renouveau de leurs homologues de Ben Aknoun.

Aujourd'hui à 14 h 30

Lakhdaria: IBL - USMH
Arba: RCA - USMB
Boussaâda: ABS - MOB
Béjaïa: JSMB - WRM
Kouba: RCK - ESBA
Ouargla: CRBT - WAB

Groupe Est Grosse affiche à Chelghoum Laïd

M. B.

Incontestablement, le choc entre les deux co-leaders, le HB Chelghoum Laïd et l'US Chaouia représente la grosse affiche de cette 11^{ème} journée du championnat de Ligue 2 (Groupe Est). Un match que les deux antagonistes ne veulent rater sous aucun prétexte afin d'accaparer le fauteuil. Il est vrai que le Hillel bénéficie de l'avantage du terrain, mais cela ne devrait pas décourager les gars de l'USC qui ont montré qu'ils ont des atouts à faire valoir. Ce sera donc un match serré et indécis, où le mieux organisé sur le terrain pourra prétendre à la victoire. Par ailleurs, l'ex-leader, l'USM Annaba confronté à une crise financière aiguë, tentera de rebondir cette fois au stade Sefouhi de Batna,

où le CRB Ouled Djellal n'a plus aucun droit à l'erreur. De son côté, le MO Constantine, qui progresse doucement mais sûrement au classement, aura l'occasion de poursuivre sur sa lancée en accueillant la décevante formation du CA Batna. L'autre équipe méconnaissable cette saison, le DRB Tadjenanet, effectuera un périlleux déplacement à Teleghma où le NRBT local n'est pas près de céder des points. A Khenchela, l'USMK qui reste sur un succès en déplacement, ne devrait pas trembler à domicile devant le MC El-Eulma, toujours aussi loin du compte. Enfin, le choc des mal-classés mettra aux prises cette semaine la lanterne rouge, l'AS Khroub à son prédécesseur au classement le MSP Batna, dans un match où le perdant aura du souci à se faire.

Aujourd'hui à 14 h 30

Chelghoum Laïd: HBCL - USC
Teleghma: NRBT - DRBT
Khenchela: USMK - MCEE
Constantine: MOC - CAB
Batna (Chaoui): MSPB - ASK
Batna (Sefouhi): CRBOD - USMAN

Ligue des champions d'Afrique :
Mamelodi - CRB, vendredi à 14 h 00

A quitte ou double pour le Chabab



M. Zeggai

Vingt ans après sa dernière participation dans cette prestigieuse compétition, le CR Belouizdad parviendra-t-il à relever le défi et réaliser le rêve de son formidable public ? Réponse demain à Pretoria (Afrique du Sud) où le Chabab affrontera le Mamelodi Sundowns dans le cadre de la sixième et dernière journée de la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique. Certes, les Algériens se sont mis quelque peu en difficulté, mais leurs chances de passer au prochain tour restent intactes. C'est le principal objectif des joueurs du CRB lesquels sont appelés à sortir le grand jeu pour répondre à l'attente de leurs responsables qui, il faut l'avouer, ont mis tous les moyens nécessaires. Le CRB a de fortes chan-

ces de composer son billet à condition de ne pas perdre lors de ce déplacement, tout en espérant une défaite d'Al-Hilal dans l'autre match du groupe. C'est dire que les gars du Chabab doivent tout donner sur le terrain, tout en exploitant la démobilisation des Sud-Africains qui joueront avec un esprit libre étant donné qu'ils sont déjà qualifiés. Vainqueurs lors de la précédente journée du TP Mazembe (2-0), les «Rouge et Blanc» se sont complètement relancés au moment où Al-Hilal sera en déplacement à Lubumbashi chez le décevant team congolais qui veut terminer cette phase en beauté et respecter l'éthique sportive. En somme, et même si la mission des Belouizdads ne sera pas facile, elle ne sera pas non plus impossible au vu des conditions d'avant match. Nessakh, Tabti et Belkhiter sont

déclarés forfaits pour cette empoignade. Mais Karim Bakhti, qui assure l'intérim en attendant la nomination d'un entraîneur, dispose de beaucoup de solutions de rechange. En face, Mamelodi Sundowns, réconforté après sa prise de pouvoir en championnat local à l'issue de son succès sur Tshakhuma, n'est pas facile à manier chez lui. Quoi qu'il en soit et en dépit de tous ces éléments, le plus important c'est de savoir dans quelles dispositions psychologiques seront les joueurs du Chabab lors de ce match. Ne dit-on pas que «c'est l'âme qui fait courir une équipe ?». Il est à noter que la CAF a désigné un arbitre botswanais pour diriger cette rencontre. Il s'agit de Joshua Bondo, qui sera assisté de Souru Phatsoane (Lesotho) et Maringule Chadreque (Mozambique).

FAF

Benaoumeur Berrahal candidat

L'ancien boss du Ghalia de Mascara des années 80 et ancien président de la FAF et membre de cette même structure pendant de nombreuses années, Benaoumeur Berrahal, a annoncé avant-hier sa candidature à la présidence de la fédération algérienne de football dont l'AG électorale est prévue le 15 avril à Alger. Il a indiqué que son programme s'appuiera sur «la consolidation des acquis de l'équipe nationale

sous la conduite par Djamel Belmadi et le développement du football local d'une manière générale avec tout ce que cela comportera comme restructuration». Actuellement sénateur, Berrahal a assuré que «si la loi ne m'autorise pas à cumuler les deux postes. Je suis prêt à quitter le poste de sénateur pour réaliser mon projet avec la FAF et contribuer au développement du football algérien». Notre interlocuteur a

tout de même déploré que la période de dépôt des candidatures a été réduite à trois jours, assurant qu'il déposera son dossier de candidature au niveau de la commission électorale avant la fin du délai. Déjà candidat en 2017, Berrahal Benaoumeur est le deuxième candidat à postuler pour la présidence de la FAF après celle d'Amar Bahloul, l'ex-membre du Bureau fédéral sortant.

M. Z.

Classement FIFA

L'Algérie perd deux places

La sélection algérienne de football a perdu deux places (33e) au classement de la Fédération internationale (Fifa), dont l'édition du mois de mars a été publiée mercredi. Sur le plan continental, l'Algérie a reculé d'une place, pour se retrouver à la 4e position, devancée par le Sénégal (22e, -2), la Tunisie (26e), et le Nigeria (32e, +4). Qualifiée pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, re-

portée à 2022 au Cameroun, l'équipe nationale reprendra du service en juin prochain, avec le début du 2e tour éliminatoire de la Coupe du monde 2022 au Qatar. Les deux premiers adversaires des "Verts" dans ces éliminatoires : à domicile face au Djibouti (5-8 juin) et en déplacement face au Burkina Faso (11-14 juin), occupent respectivement la 183e (+1) et la 60e place (-2). Le Niger, l'autre adver-

saire de l'Algérie dans ces éliminatoires, a gagné une place (112e). Dans le haut du classement, la Belgique est toujours en tête, devant la France, et le Brésil. Les six premières places restent inchangées. La progression la plus notable dans le Top 10 est à mettre à l'actif de l'Italie (7e, +3). Le Danemark a intégré le Top 10 pour occuper la 10e place (+2) aux dépens du Mexique (11e, -2).

FIFA - Ingérence politique

La fédération tchadienne suspendue

La Fifa a suspendu la fédération tchadienne de football en raison d'ingérences politiques, privant provisoirement la sélection et clubs du pays de toute compétition internationale, a-t-elle annoncé mercredi.

Concernant le Tchad, l'instance a sanctionné la récente dissolution inexplicable de la fédération (FTFA) par le ministre des Sports, qui avait déjà valu au Tchad d'être disqualifié le 22

mars des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations. Les autorités de N'Djaména ont «définitivement retiré» à la FTFA sa délégation de pouvoirs, se sont emparées de ses locaux et ont établi «un comité national chargé de gérer temporairement le football tchadien», énumère la Fifa. L'instance lèvera sa suspension «dès que les décisions gouvernementales seront annulées et que la direction de la

FTFA, avec à sa tête le président Moctar Mahamoud Hamid, aura pu confirmer à la Fifa qu'elle a repris possession de ses locaux», précise-t-elle.

Par ailleurs, la Fédération pakistanaise de football (PFF) a, elle aussi, été suspendue «en raison d'ingérence de tiers», après la récente prise de contrôle de son siège par l'ancien président de la fédération, Syed Ashfaq Hussain Shah, et ses partisans.

Ligue Europa

Matches pièges pour United et Arsenal



L'Ajax Amsterdam et l'AS Rome s'affrontent ce jeudi en quarts de finale aller de la Ligue Europa, un choc au parfum de C1, alors que Manchester United et Arsenal sont opposés à Grenade et au Slavia Prague, deux adversaires moins cotés mais pas moins redoutables. L'Ajax aura fort à faire en recevant la Roma, dernier représentant italien en coupe d'Europe cette saison et tombeur du Shaktar Donetsk en 8es. Vainqueur de la compétition en 2017, Manchester United affronte pour sa part Grenade pour une place en demi-finales, après s'être qualifié au forceps lors des huitièmes aux dépens de l'AC Milan grâce à un but du Français Paul Pogba (2-1 en score cumulé). Le club andalou n'a pas le palmarès du géant anglais et s'apprête à disputer le premier quart de finale de coupe d'Europe de son histoire, pour sa première participation. Mais avec un mélange de jeunesse et d'expérience, incarnée par le buteur international

espagnol Roberto Soldado (passé notamment par Valence et Tottenham), Grenade espère déjouer à nouveau les pronostics. De son côté, Arsenal n'est actuellement que 10e de Premier League et va devoir miser une bonne partie de ses ambitions sur la conquête de cette Ligue Europa, dont le vainqueur est qualifié pour la Ligue des champions. Au tour précédent, les Gunners sont parvenus à vaincre leur bête noire, l'Olympiakos qui les avait éliminé l'an dernier, et affrontent cette fois-ci le Slavia Prague, tombeur des Glasgow Rangers. Enfin, les Croates du Dinamo Zagreb, qui avaient réussi l'exploit d'éliminer Tottenham en prolongation lors des 8es (3-2 en score cumulé), seront opposés à Villarreal (6e de Liga).

Aujourd'hui à 20h00

| | | |
|------------------|-------|---------------|
| Grenade | | Man United |
| Arsenal | ... | Slavia Prague |
| Ajax | | AS Rome |
| Dinamo Zagreb .. | ... | Villarreal |

Manchester City
De Bruyne prolonge jusqu'en 2025

L'attaquant international belge Kevin De Bruyne a prolongé de deux ans son contrat avec Manchester City, où il est désormais lié jusqu'en juin 2025, a annoncé mercredi le club anglais de Premier League. De Bruyne est arrivé en 2015 à City en provenance de Wolfsburg en Allemagne. Il a depuis lors décroché sept trophées (2 titres de champion en 2018 et 19, une Coupe d'Angleterre en 2019, 4 Coupes de la Ligue en 2016, 2018, 19 et 20) mais toujours pas la Ligue des champions,

que les «Citizens» disputent encore cette saison. «Je n'aurais pas pu être plus heureux», a déclaré le joueur âgé de 29 ans. «Depuis que j'ai rejoint City en 2015, je me suis toujours senti à la maison (...) Ce club est géré pour gagner. Il m'a offert tout ce dont j'avais besoin pour maximiser mes performances, et ma décision (de prolonger) n'a pas été difficile à prendre». De Bruyne a disputé 253 matches sous le maillot de Manchester City, pour 64 buts et 105 passes décisives.

Ligue des champions d'Europe
Le Real dompte Liverpool, City sur le fil

Le Real Madrid a puni la défense fébrile de Liverpool (3-1) pendant que Manchester City a décroché une victoire sur le fil contre le Borussia Dortmund d'Erling Haaland (2-1), mardi en quarts de finale aller de Ligue des champions. Les équipes dirigées par Zinedine Zidane et Pep Guardiola ont certes fait un pas en direction du dernier carré, mais il leur faudra confirmer lors de la manche retour mercredi 14 avril. A Madrid, il y avait beaucoup d'étoiles sur le terrain, et les deux derniers vainqueurs de la compétition avant le Bayern: treize titres pour la «Maison blanche», six pour les Reds, titrés pour la dernière fois en 2019. Et c'est le club espagnol, au palmarès record, qui a remporté cette affiche de prestige face à des Anglais trahis par leur défense. Sans ses défenseurs centraux Virgil Van Dijk et Joe Gomez, blessés de lon-

gue durée, Liverpool a coulé sous les coups notamment de Vinicius junior, l'ailier brésilien de 20 ans auteur d'un doublé (27e, 65e). Habitué aux critiques pour son rendement insuffisant, l'ancien joueur de Flamengo a soigné ses statistiques et porté son équipe. Prétendant au sacre, Manchester City s'est fait peur à domicile devant Dortmund. Son gamin Phil Foden, titularisé à la place de Raheem Sterling, a finalement piqué la vedette à Erling Haaland, 20 ans comme lui, avec un but salvateur inscrit à la 90e minute. Un dénouement rageant pour le club allemand. Au match retour, le jeune colosse blond (1,93 m) pourra sûrement donner une nouvelle fois des sueurs froides à Manchester City. L'ancien club de son père, Alf Inge Haaland n'avait pas encaissé le moindre but au cours de ses sept derniers matches de Coupe d'Europe.

TF1

20.05 Léo Matteï, brigade des mineurs



Série policière - France - 2021
Saison 8 - Episode 1/6
- Le silence de la mer
Avec Jean-Luc Reichmann, Mathilde Lebrequier, Maïra Schmitt
Le corps d'un jeune nageur du centre nautique de Cassis est retrouvé dans les calanques alors qu'il s'entraînait en pleine mer. L'autopsie révèle qu'il n'est pas mort de noyade mais à cause de coups mortels reçus sur le crâne. Léo Matteï et son équipe de la Brigade des mineurs sont chargés de l'affaire.

2

20.05 Envoyé spécial



Présenté par Élise Lucet
Cuisines fantômes, vrais restaurants ? Les cuisines entièrement dédiées à la livraison de repas, qu'on appelle les « dark kitchen » ou « cuisines fantômes » sont de plus en plus nombreuses sur les plateformes de livraison. Au grand désespoir des vrais restaurateurs • Expropriation : l'engrenage infernal. Chaque année, des milliers de Français subissent une procédure d'expropriation. Que dit la loi ?

3 JEUDI 6

20.05 Non-Stop



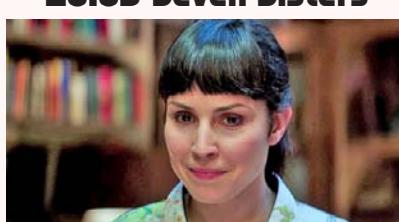
Film d'action - Etats-Unis - France - Grande-Bretagne - 2014
Avec Liam Neeson, Julianne Moore, Scoot McNairy, Lupita Nyong'o
Bill Marks s'embarque à bord d'un avion reliant New York à Londres. Cet officier de la police de l'air semble sombre et fébrile, car il déteste prendre l'avion. Peu après le décollage, il reçoit un message sur son téléphone via un réseau sécurisé : un passager inconnu se trouvant dans l'appareil menace de commettre un meurtre toutes les vingt minutes si 150 millions de dollars ne sont pas virés sur son compte en banque.

RTL9

19.50 A la recherche du bonheur



Comédie dramatique - Etats-Unis - 2006
Avec Will Smith, Jaden Smith, Thandie Newton, Brian Howe
A San Francisco, dans les années 1980, sous l'administration Reagan, Chris Gardner, représentant de commerce, a beaucoup de mal à joindre les deux bouts. Un jour, sa femme, Linda, découragée, le quitte. Elle accepte néanmoins de lui laisser la garde de leur adorable fils Christopher, âgé de 5 ans.



Film de science-fiction - Grande-Bretagne - France - Etats-Unis - 2017
Avec Noomi Rapace, Willem Dafoe, Glenn Close, Marwan Kenzari
Dans un futur proche, sur une Terre qui a subi une explosion démographique, une loi sur l'enfant unique a été promulguée en Europe. Les enfants excédentaires sont désormais placés en sommeil cryogénique prolongé. Attendant dans une maternité, Terrence Setman, donne les sept jours de la semaine comme prénoms aux septuplés dont sa femme vient d'accoucher.

TMC

20.15 Ocean's Thirteen



Comédie policière - Etats-Unis - 2007
Avec George Clooney, Matt Damon, Brad Pitt, Al Pacino, Andy Garcia
Reuben, un des membres du gang de Danny Ocean, s'est mis en affaire avec Willy Bank pour un projet de construction d'hôtel. Mais celui-ci trahit Reuben et le met sur la paille. Afin de venger leur ami, Danny et ses complices décident de mettre sur pied un cambriolage encore plus impressionnant que leurs précédents coups.

CANAL+

20.05 Vikings



Série d'action - Canada - Irlande - 2020
Saison 6 - Episode 17/20
- Le radeau de la méduse
Avec Gail Brady, Andrei Claude, Desmond Eastwood, Eric Johnson
Ivar a convaincu Harald et son armée de lancer une importante offensive en Angleterre contre le roi Alfred. Après avoir mis au point un plan d'invasion du Wessex, Harald confie au fils de Ragnar une partie de sa flotte. Le gouvernement provisoire de Kattegat est confié à Erik et Ingrid.

CINE +

PREMIER

19.50 Blood Diamond



Film d'aventures - Etats-Unis - 2006
Avec Leonardo DiCaprio, Djimon Hounsou, Jennifer Connelly
En 1999, la guerre civile fait rage en Sierra Leone. Solomon Vandy, un pêcheur, est contraint de travailler dans une exploitation minière par des mercenaires qui ont détruit son village et emmené son fils. Un jour, Solomon découvre un diamant rose exceptionnel qu'il parvient à dissimuler avant de s'enfuir.

TF1

20.05 Koh-Lanta



Saison 22 - Les armes secrètes
Présenté par Denis Brogniart
Sur l'île de Tahaa, en Polynésie française, la révolution gronde. Des putschs se préparent dans les deux tribus. Les femmes rouges vont se réveiller, et se rebeller. Quant aux Jaunes, ils vont se soulever. La sédition n'est pas loin. Quand les conditions de vie difficiles et les sentiments s'entremêlent et bousculent les codes, ce sont des surprises assurées.

2

20.05 Capitaine Marleau



Série policière - France - 2021
Saison 4 - Episode 1
- La cité des âmes en peine
Avec Corinne Masiero, Arnaud Ducret, Béatrice Dalle
Eva, une vieille connaissance de Marleau, est accusée de meurtre. La victime ? François Mendieta, le patron d'une pêcherie de Royan. La capitaine doit composer avec Alex Weller, un flic renommé que le procureur a co-saisi, et qui semble enquêter à charge. Entre trafic de cigarettes, précarité et revanche sociale, les mobiles fleurissent autour des habitants d'un quartier menacé de destruction.

3 VENDREDI 6

20.05 70 ans de duos comiques



Depuis la rencontre entre Pierre Dac et Francis Blanche dans les années 1950, le succès des tandems comiques ne s'est jamais démenti en France. Ce document permet de revoir, entre autres, les sketches mémorables de Jean Poiret & Michel Serrault, Coluche & Thierry Le Luron, Laurent Gerra & Virginie Lemoine, Les Chevaliers du Fiel ou encore de Muriel Robin & Guy Bedos.

RTL9

19.50 Renaissances



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2015
Avec Ryan Reynolds, Victor Garber, Matthew Goode, Ben Kingsley
Riche et vieil homme d'affaires, Damian est atteint d'un cancer incurable. Une organisation lui vend une « mue » : un transfert de son esprit dans le corps de synthèse jeune et sain. Pour cela, il doit simuler sa propre mort. L'opération faite, il découvre avec plaisir sa nouvelle physionomie. Mais il est atteint d'hallucinations, de souvenirs qui ne sont pas les siens. Il comprend alors que son corps n'a pas été fabriqué.

20.05 NCIS : enquêtes spéciales



Série policière - Etats-Unis - 2020
Saison 18 - Episode 3/17
- Chasse au trésor
Avec Mark Harmon, Sean Murray, Wilmer Valderrama, Maria Bello
Pour son enquête sur les opiacés de contrefaçon, Fornell se fait engager dans un fast-food où travaillait apparemment le dealer. Dans le même temps, l'équipe du NCIS enquête sur le meurtre d'un jeune homme retrouvé éviscéré. Son assassin a vomi sur le lieu du crime.

CINE +
FRISSON

19.50 Hellboy



Film fantastique - Etats-Unis - 2019
Avec David Harbour, Ian McShane, Milla Jovovich, Sasha Lane
En l'an 517, en Angleterre, pendant qu'une guerre sans fin fait rage entre les humains et les créatures de ténèbres, la sorcière immortelle Vivienne Nimue, surnommée la reine de sang, libère un fléau mortel qui manque d'éradiquer l'espèce humaine, avant d'être mise hors d'état de nuire par le roi Arthur.

CANAL+

20.06 Spider-Man : Far From Home



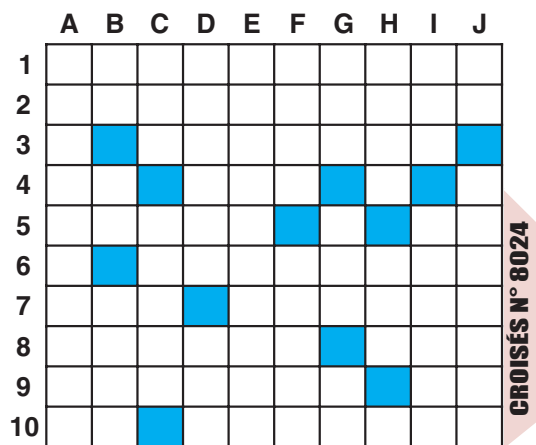
Film d'action - Etats-Unis - 2019
Avec Tom Holland, Jake Gyllenhaal, Marisa Tomei, Samuel L. Jackson
Nick Fury et Maria Hill se rendent à Ixtenco, au Mexique, où ils découvrent Mystério en train d'affronter une tempête de sable à forme humaine. Au même moment, dans le Queens, Peter Parker, loin de ses considérations, ignore les appels de Nick Fury, qui a besoin de l'aide de Spider-Man.

CINE +
PREMIER

19.50 La chute du président



Film d'action - Etats-Unis - 2019
Avec Gerard Butler, Piper Perabo, Morgan Freeman, Tim Blake Nelson
Au cours d'une séance d'entraînement, Mike Banning, garde du corps du Président Trumbull, renoue contact avec son ami Wade Jennings, un militaire aguerri qui rêve d'un contrat avec la Maison Blanche. Peu de temps après, Banning apprend du président lui-même qu'il pourrait se voir confier le rôle de chef des services secrets, en remplacement de David Gentry, démissionnaire.



Horizontalement:

1. Bac de culture.
2. Elles courent toujours.
3. Homme de lettres public.
4. Pige de travers. Personnels.
5. Passer à tabac. Epruvé.
6. Bien tenu.
7. Garde la forme. Front commun.
8. Discipline tout court. Fort attachante.
9. Cires du bois. Quartier de Paris.
10. Sur la rose. Tâche.

Verticalement:

- A. Place offerte à... incapable et pas sérieux !
- B. Impie à ce qu'on entend ! Tour-née africaine. Sorties de l'anonymat.
- C. Epée brandie. Louches.
- D. Pièces de planches. Passé pour rien.
- E. Restée irrésolue.
- F. Briqués. Fins font.
- G. Fait partie de l'archipel. Pur sang anglais. Jeu de société.
- H. Dame de cœur. Heureux montant.
- I. Frère de cœur. Sujet.
- J. Préposition. La belle affaire !

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| E | S | S | I | O | G | N | A | S | I | B | U | R | C | R |
| U | C | T | N | E | M | E | U | Q | I | D | I | R | E | V |
| E | C | N | E | T | N | E | S | A | T | A | E | N | A | |
| U | E | E | O | U | T | R | E | T | E | N | R | G | V | E |
| Q | T | M | R | I | O | S | E | T | S | E | G | A | T | M |
| D | I | E | E | N | O | L | L | A | B | L | U | E | I | |
| J | L | L | X | C | R | O | S | E | E | A | E | N | N | R |
| E | A | L | T | N | E | M | E | L | L | E | U | S | I | V |
| A | R | E | R | A | C | I | M | L | R | I | T | S | B | T |
| N | E | U | A | S | E | R | I | E | S | A | I | A | A | E |
| R | N | T | C | I | E | A | I | E | L | N | R | E | C | R |
| I | E | R | T | D | G | N | R | L | R | Q | I | C | C | E |
| R | G | I | E | A | I | E | U | U | I | V | A | S | T | |
| I | M | V | O | M | E | R | O | E | V | R | A | L | U | N |
| A | E | T | N | I | E | T | N | A | M | I | R | P | M | I |

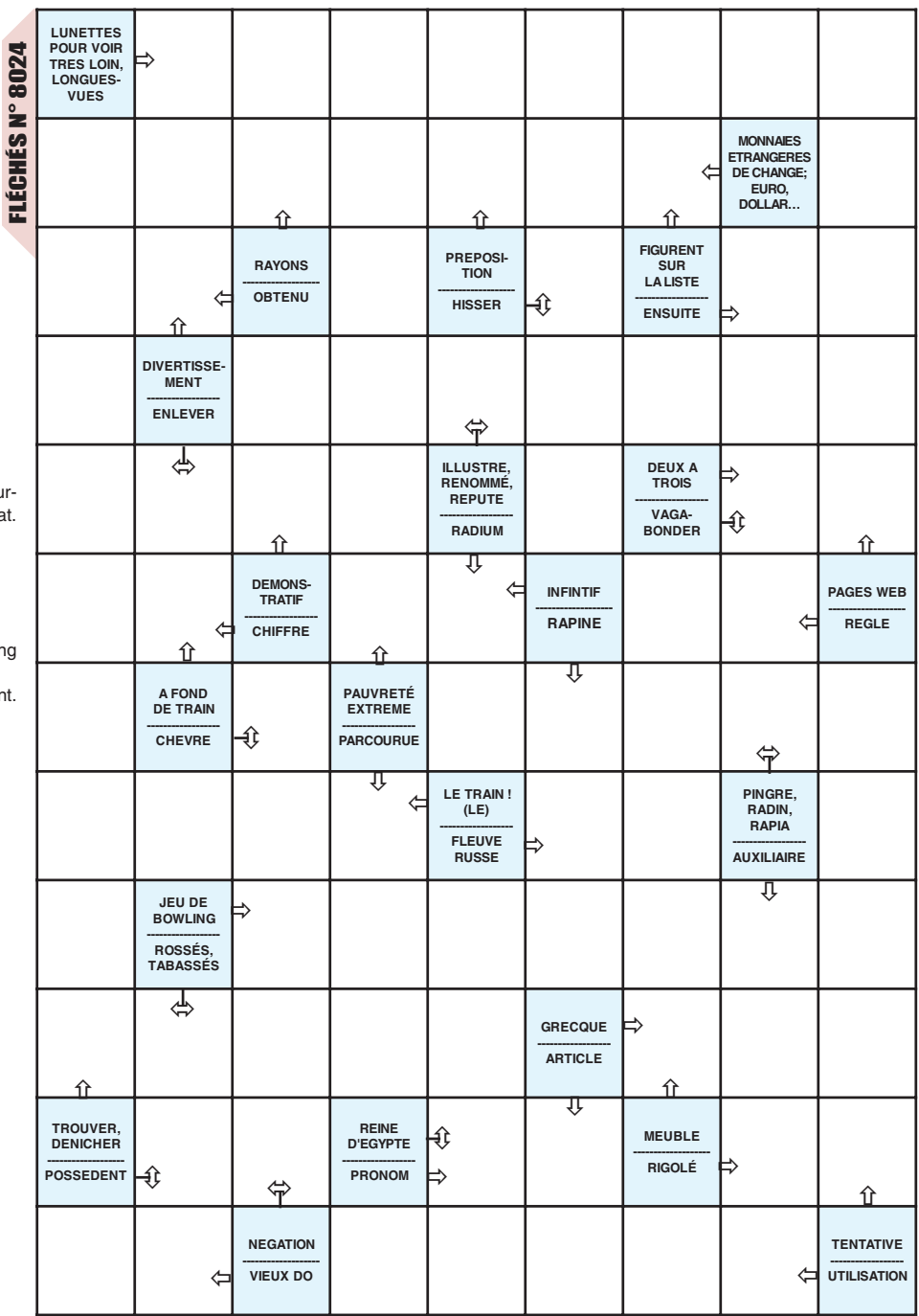
ALLIAGE - AMITIE - ANGOISSE - AVAL - BALLON - BARQUE - BISE - CABINET - CHOSE - CRAN - DATE - EVIDER - EXTRACTION - GENERALITE - GESTE - IMPRIMANTE - INSTALLER - INTERET - LARVE - MANIERE - MEDISANCE - MENUISERIE - MICA - MUSC - NUAGE - ONCE - OUTRE - PAIRE - PLACE - QUEUE - RAVIR - RECU - REER - RIME - RITE - RITUEL - ROSEE - RUBIS - SENTENCE - SOIR - TEINTE - TOURNIS - URNE - VERIDIQUEMENT - VIRTUELLEMENT - VISUELLEMENT

Les 09 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est le mâle de l'oie.
- Mon 2e parle.
- Mon 3e, c'est réfuter.
Mon tout est un homme de belle culture

| | | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| C | O | L | | | | | | | | | | |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 8 | 18 | 12 | 8 | 17 | 9 | 8 | 10 | 13 |
| 2 | 11 | 7 | 4 | 5 | 8 | 18 | 7 | 4 | |
| 10 | 3 | 11 | 5 | 6 | 10 | 4 | 5 | | |
| 10 | 3 | 7 | | | 10 | 7 | 10 | | |
| 4 | 12 | 7 | 4 | 5 | 8 | 11 | 15 | 4 | |
| 5 | 2 | 6 | 2 | 6 | 8 | 3 | 4 | | |
| 12 | 4 | 9 | 5 | 4 | 7 | 4 | 13 | | |
| 2 | 10 | 9 | 4 | 10 | 14 | 7 | 5 | 11 | |
| 9 | 8 | 5 | 3 | 4 | 5 | | 1 | | |
| 13 | 7 | 5 | 7 | 6 | 11 | 8 | | | |
| 8 | 15 | 10 | 7 | 8 | 1 | 16 | 8 | 6 | |
| 9 | 2 | 4 | 3 | 5 | 11 | 18 | 7 | | |
| 6 | 11 | 5 | 15 | 14 | 4 | 3 | 2 | | |
| 6 | 3 | 2 | 11 | 8 | 7 | 9 | | | |
| 8 | 5 | 1 | 4 | 9 | 5 | 7 | 2 | 9 | |

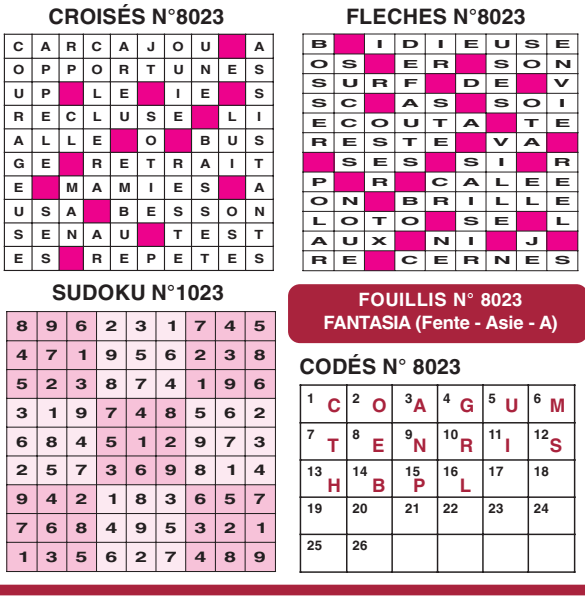
Jeux proposés par Chérifa Benghani



10 ERREURS



LES SOLUTIONS



| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7 | 8 | 1 | 9 | | | | |
| 9 | 5 | | 3 | 4 | 2 | | |
| | 6 | | | 8 | 1 | | |
| | | 2 | 4 | 7 | | 3 | |
| 3 | 1 | | 9 | | 5 | 4 | 2 |
| | | 5 | | | | | |
| 1 | 7 | 2 | | | | | |
| | | 5 | | 1 | 7 | 8 | |
| 3 | 6 | | | | | | |

Explosion sur un navire iranien, soupçons sur Israël



Téhéran a annoncé mercredi qu'un navire commercial iranien, le Saviz, croisant en mer Rouge avait été endommagé la veille par une explosion d'origine indéterminée alors que des informations de presse font état d'une attaque de "représailles" israélienne. Selon le porte-parole des Affaires étrangères, Saïd Khatibzadeh, ce "navire commercial iranien" a été "légèrement endommagé en mer Rouge près des côtes de Djibouti mardi 6 avril vers 6 heures du matin, heure locale par une explosion dont l'origine fait l'objet d'une enquête".

"L'accident n'a fait aucune victime, et des enquêtes techniques sont en cours pour en déterminer les circonstances et l'origine, et notre pays prendra toutes les mesures nécessaires par le biais des autorités internationales à cet égard", a déclaré M. Khatibzadeh.

Le porte-parole a aussi affirmé que l'Iran avait annoncé antérieurement que, "en coordination avec l'Organisation maritime internationale", agence de l'ONU, le Saviz était un "navire civil (...) déployé dans la région de la mer Rouge et du golfe d'Aden pour assurer la sécurité" des voies de navigation dans cette zone.



Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Turquie : prison à vie pour 22 ex-militaires en lien avec un putsch manqué



Vingt-deux anciens militaires turcs ont été condamnés à la prison à vie mercredi après avoir été reconnus coupables d'avoir joué un rôle de premier plan dans le putsch manqué de 2016 contre le président Recep Tayyip Erdogan, qui a été suivi de vastes purges au sein des forces armées.

Les anciens militaires condamnés font partie de 497 suspects jugés devant un tribunal d'Ankara en lien avec le coup avorté et dont une majorité a

servi lors de leur carrière au sein de la garde présidentielle. L'agence étatique Anadolu avait dans un premier temps fait état de quatre condamnations à vie seulement mais un avocat de la présidence turque a indiqué à l'AFP à l'issue de l'audience que 22 anciens militaires au total avaient été condamnés à des peines de prison à perpétuité.

Les suspects ont été reconnus coupables de plusieurs chefs d'inculpation, notamment de tentative de renversement de l'ordre

constitutionnel. Le parquet leur a aussi reproché d'avoir mené un raid contre la chaîne publique TRT et d'y avoir forcé les journalistes à diffuser le communiqué des putschistes, ainsi que d'avoir attaqué le quartier général de l'Etat major.

En novembre, 337 personnes, dont des officiers et pilotes, avaient été condamnés à la prison à vie à l'issue du principal procès en lien avec cette tentative de coup, menée le 15 juillet 2016.

Des dizaines de morts dans des violences en Ethiopie

Des dizaines de personnes ont été tuées par balles depuis vendredi dans une zone du Nord-Est de l'Ethiopie, objet d'un vieux différend territorial entre deux régions administratives du pays, ont affirmé les représentants de chacune d'elles.

Ce conflit entre les régions éthiopiennes Afar et Somali met en lumière les tensions qui traversent l'Ethiopie et son système de "fédéralisme ethnique", et qui ne se limitent pas au ré-

cent conflit armé dans la région septentrionale du Tigré.

Le porte-parole de la région Afar, Ahmed Kaloyte, a affirmé que des forces de sécurité de la région Somali avaient attaqué une zone nommée Haruka, "tirant au hasard sur des habitants et tuant au moins 30 nomades afars" et en blessant 50.

"La communauté locale a alors repoussé les assaillants", a-t-il affirmé. Mais mardi matin, des forces de la région Somali sont revenues à Haru-

ka et dans deux autres zones proches, armés de mitrailleuses montées sur des véhicules et de lance-roquettes et ont "tué un nombre indéterminé de civils dont des femmes et des enfants dans leur sommeil", a-t-il ajouté. Ces affirmations n'ont pu être vérifiées de façon indépendante, pas plus que celles de son homologue de la région Somali qui a, lui, affirmé que les forces de la région Afar avaient déclenché les violences.

Mozambique : les terroristes «chassés» de la ville de Palma



Les terroristes ont été "chassés" de la ville de Palma, a affirmé mercredi le président mozambicain Filipe Nyusi, deux semaines après l'attaque sanglante de la ville portuaire du nord du pays par des groupes armés. "Les terroristes ont été chassés de Palma", a déclaré le chef d'Etat dans un discours à la Nation transmis à la télévision, ajoutant toutefois ne pas "crier victoire car nous sommes conscients que nous luttons contre le terrorisme".

Le 24 mars, des groupes armés ont lancé un raid sur cette ville de 75.000 habitants, tuant des dizaines de civils, policiers et militaires. L'attaque a été revendiquée par le groupe Etat islamique (EI/Daech). Les autorités mozambicaines ont déclaré avoir partiellement repris le contrôle de la ville lundi, un nombre "important" de combattants islamistes ont été tués, ont affirmé les militaires. "Notre gouvernement a exprimé à la communauté internationale les besoins pour lutter contre le terrorisme et ces besoins sont en cours d'évaluation", a déclaré Filipe Nyusi.

Un poste de police attaqué au Nigeria



Des hommes armés ont attaqué un poste de police dans le sud-est du Nigeria, ont annoncé mercredi la police et les médias locaux, peu après une évacuation massive imputée à un groupe séparatiste dans la même région.

Le poste de police de la localité d'Ehime Mbano, dans l'Etat d'Imo, a été incendié mardi après avoir été pris d'assaut, a déclaré à l'AFP le porte-parole de la police locale, Orlando Ikeokwu.

"Un autre poste de police a été attaqué par des bandits", a-t-il dit, faisant état de trois véhicules incendiés mais sans se prononcer sur d'éventuelles victimes. Les médias locaux ont rapporté que des détenus avaient été libérés par les assaillants.

Les autorités imputent la récente multiplication des attaques contre les forces de sécurité dans le sud-est du Nigeria à un groupe qui milite pour l'indépendance de l'ethnie igbo, l'Ipob (Indigenous People of Biafra). Les tensions restent fortes entre les groupes sécessionnistes biafrais - qui réclament un Etat indépendant dans le sud-est du pays - et le pouvoir central nigérian, 50 ans après la terrible guerre civile du Biafra (1967-1970) qui a fait près d'un million de morts, en majorité issus de l'ethnie igbo.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

PRIS À LA GORGE

Qui aurait pensé, il y a quelque temps encore, que chacun des Etats européens, scellés par une union rigide, se recroqueville sur lui-même et institue un visa d'un genre particulier pour n'importe quel ressortissant du vieux continent ? Qui aurait cru, il y a un an à peine, que l'Espagne fermerait ses portes à tout voyageur français qui frapperait à sa porte ? A la faveur des immenses déconvenues imposées par la pandémie du coronavirus, l'espace Schengen semble perdre sa consistance et ne plus répondre à l'esprit qui l'a fait naître. Le dieu virus a imposé ses lois pour que l'étendard aux vingt-sept étoiles ne soit plus qu'une effigie aléatoire que les nombreuses conséquences économiques et politiques néfastes ne lui permettent d'être livré qu'aux humeurs des vents.

Le passeport sanitaire a pris la place du

fameux visa. Il n'est pas dit que c'est là une œuvre d'un virus. Le corona n'a fait que dénuder l'espèce humaine pour qu'elle revienne à ses ancestraux repères, faute d'avoir trouvé le vrai itinéraire du grand bonheur. Déroutants, les temps ont changé. La nature, souvent imprévisible et rarement domptable, est encore venue calmer et redimensionner, à sa juste mesure, la nature humaine. Véritables séquestrations, les confinements en Europe ne s'arrêtent plus seulement à l'interdiction du mouvement de la population. Elles font perdre à la notion des nationalismes ses couleurs et de plus en plus nombreux sont ceux décidés à prendre le large pour prendre de l'air. Comme il est question d'une insoutenable mal-vie, la tendance est au

retour aux origines de l'homme, toujours en quête de nouveaux espaces de chasse quand il a faim.

Le Moyen-Orient, l'Asie et l'Amérique ont des cieux de prédilection pour se refaire une nouvelle vie et une pléthore de ressortissants européens s'y installent pour replanter leurs gènes non sans détermination pour donner une gifle aux frontières et à leurs embrigadements. Tous n'ont de nations que celles des terres qui les nourriront. Il est indéniable que le mouvement migratoire du sud vers le nord va inverser le cours du sens. Témoins, l'échappée vers les cieux ensoleillés s'accroît et des harraga africains, par centaines, déçus et désopilés, se surprennent pris à la gorge pour décider de revenir au bercail. Le paradoxe est permanent. Le monde est infini et réduit en même temps. Sa surface est tantôt large ou tantôt limitée, selon la disponibilité du pain.